

هنا من الاصل



Supplément Radio-Télévision

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14315 - 9 F

DIMANCHE 3 - LUNDI 4 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

DERNIÈRE ÉDITION

## Reconstruire sur les cendres de l'apartheid

L'APARTHEID institutionnalisait et pratiquait la ségrégation raciale. Sa mort prochaine a été annoncée, vendredi 1<sup>er</sup> février, par le président De Klerk lors du discours traditionnel d'ouverture de la session parlementaire au Cap. Avant le fin des travaux des députés des trois Chambres séparées, soit au plus tard en juin, les trois derniers textes qui perpétuent la discrimination raciale auront été abrogés.

A l'exception de celui qui en est à la source, le Population Registration Act qui classe, dès leur naissance, les Sud-Africains en fonction de critères ethniques. « Des mesures transitoires et temporaires » seront prises en attendant l'adoption d'une nouvelle Constitution, puis la Population Registration Act est l'un des fondements de celle qui est en vigueur et qui ne peut donc être abolie par une décision des députés.

En attendant, les registres raciaux seront conservés « afin de permettre à la Constitution de fonctionner » comme l'a souligné M. Gerrit Viljoen, ministre du développement constitutionnel. Il faudra donc encore patienter un peu pour que, selon sa formule, l'apartheid ne soit plus que de la « histoire ». Le pays devra changer sa Constitution pour que la ségrégation codifiée et réglementée, mise en place par le Parti national après son arrivée au pouvoir en 1948, disparaisse complètement.

D'ici là, bien des obstacles vont devoir être franchis avant que soit trouvé le modèle qui permettra à la majorité noire de partager effectivement le pouvoir de manière satisfaisante pour la minorité blanche. Il faut d'abord que commencent les négociations que M. Viljoen avait annoncées pour le début de cette année et que M. De Klerk a encore appelées de ses vœux. Et, pour cela, que soient réglées les difficultés concernant le retour des réfugiés et l'amnistie des prisonniers politiques, sans parler de la composition de cette conférence multipartite.

M. De Klerk s'est donné cinq ans pour réussir, c'est-à-dire jusqu'aux prochaines élections législatives prévues pour l'automne 1994. Il lui reste donc de la marge. Mais la construction d'une nouvelle Afrique du Sud démocratique et non raciale est une entreprise périlleuse et parsemée d'embûches. Trois mille sept cents personnes sont mortes dans les violences politiques au cours de l'année dernière qui a pourtant vu une libéralisation sans précédent du régime.

Depuis la démission de M. Pieter Botha en août 1989, beaucoup a été fait. Suffisamment aux yeux des gouvernements occidentaux pour qu'ils envisagent de lever définitivement les sanctions. Mais il s'agit avant tout de définir un système qui ait mis l'Afrique du Sud au ban des nations et dont M. Botha disait, dès 1986, qu'il était « dépassé ». Encore fallait-il que cela ne fut plus seulement des mots, en espérant que disparaissent des habitudes devenues tenaces.

A présent, il va falloir reconstruire sur les cendres de l'apartheid car il ne suffit pas de rayer d'un trait de plume des textes exorbitants vieux d'une quarantaine d'années mais d'admettre que l'apartheid a définitivement vécu.

(Lire page 9 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER.)

M 0146 - 0204 - 6.00 F



## Situation militaire confuse à la frontière saoudienne

## Inquiétudes sur la neutralité de l'Iran

L'Iran menace de remettre en question sa neutralité déclarée, au cas où Israël riposterait aux attaques de missiles irakiens. C'est ce qu'a laissé entendre, à Téhéran vendredi 1<sup>er</sup> février, le vice-président du Parlement. La plus grande confusion règne à propos de la situation mili-

taire sur la frontière saoudienne. Revendiquant une « victoire », le gouvernement irakien a annoncé, vendredi, avoir donné l'ordre à ses troupes de se retirer après la bataille de Khafji. Celle-ci s'est soldée, du côté irakien, par des pertes d'« au moins 33 morts » et 500 prisonniers,

selon un responsable militaire saoudien. La France a autorisé le survol de son territoire par des bombardiers américains B-52 basés en Grande-Bretagne, à condition que ces appareils ne transportent que des armes conventionnelles et n'attaquent que des objectifs militaires.

DHAHRAN

de notre envoyé spécial

En s'offrant le luxe d'annoncer, vendredi 1<sup>er</sup> février au soir, le retrait de ses troupes de la ville frontalière saoudienne de Khafji, occupée depuis mardi à mi-jour, le président Saddam Hussein a poursuivi l'objectif politique et psychologique de cette offensive militairement désastreuse en tentant de montrer qu'il pouvait encore, après dix-sept jours de guerre, faire ce qu'il voulait.

Dans cette affaire, le président irakien a quand même prouvé deux choses, pas si négligeables que cela compte tenu de sa stratégie : d'une part, que ses troupes gardaient une capacité offensive que peu d'experts leur prêtent ; d'autre part, qu'il pouvait occuper un coin de territoire saoudien.

pourrait déborder par la plus forte coalition alliée jamais mise en place. Certes, il a payé le prix fort, mais les pertes humaines n'ont jamais été pour lui un grand souci. Il aura quand même tenu près de trois jours aux troupes saoudiennes et qatari, appuyées par l'artillerie et les hélicoptères Cobra des « marines », pour se débarrasser des derniers éléments irakiens qui ont combattu dans et aux abords nord de Khafji jusqu'à vendredi après-midi.

Le bilan, pour l'Irak, est lourd puisque l'armée saoudienne a fait plus de cinq cents prisonniers selon le porte-parole américain, quatre cents selon le colonel saoudien Ahmed Al-Robayan. FRANÇOISE CHIPPAUX

Lire la suite page 4



## Union soviétique : le putsch mou

Le Conseil de la fédération soviétique, réuni vendredi 1<sup>er</sup> février, n'a pu prendre aucune décision. Un nouveau signe de la paralysie du pouvoir à Moscou.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Le putsch est pour demain », c'est le député de Russie Viktor Mironov qui l'annonce, affirmant que « des sources haut placées au KGB » l'ont averti de la préparation d'une réédition, à l'échelle de toute l'URSS, du scénario qui s'est produit la veille à Vilnius. Le journal *l'Indépendant* reproduit la nouvelle le 15 janvier. Il ne se passe rien le 16, mais personne ne s'étonne.

Car les événements de la mi-janvier dans les pays baltes ont accen-

tué la décomposition des structures, exacerbé les revendications contradictoires des nationalistes et des conservateurs, bref multiplié les interrogations et les tensions. Certains, par exemple, vont jusqu'à discuter sérieusement du partage des armes nucléaires dans le cadre des nouvelles compétences des républiques.

Qui héritera des arsenaux stratégiques ? Qui appuiera sur le bouton ? Telles sont les questions débattues, même si M. Gorbatchev, pour une fois, a trouvé la parade : « Si vous voulez paniquer

les Américains et le reste du monde, continuez ». Le désordre s'est étendu jusqu'à ce qui reste du pacte de Varsovie, puisque la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, inquiètes de voir se dérouler sur les bords de la Baltique un scénario déjà observé à Prague en 1968, demandent maintenant sa liquidation définitive avant l'été.

Quant aux nouveaux pouvoirs libéraux issus des élections de 1990, leur initiative frénétique à la démocratie les amène à confondre allègrement pouvoirs exécutif et législatif. Ainsi Gavril Popov,

le très réformateur maire de Moscou, a mis huit mois pour constituer son comité exécutif - la vraie mairie - et se rebelle contre le soviétique qui l'a élu, devenu ingouvernable avec ses trois cents membres qui se mêlent de tout, allant jusqu'à décider à qui les rares appartements doivent être attribués - ou refusés, comme il l'a fait à l'encontre de M. Polozkov, le chef du PC de Russie.

MICHEL TATU

Lire la suite ainsi que l'article de SYLVIE KAUFFMANN page 8

## Désaccord monétaire entre les États-Unis et l'Allemagne

La coopération économique internationale traversée par une passe difficile. Les États-Unis, en pleine récession et totalement impliqués dans la guerre du Golfe, et l'Allemagne réunifiée, en forte croissance et éloignée des hostilités, ne sont pas d'accord sur les politiques à mener.

Vendredi, alors que de nouveaux résultats - sur le chômage notamment - venaient confirmer les difficultés économiques des États-Unis, les autorités monétaires américaines ont décidé d'abaisser leur principal taux directeur, celui de l'escompte, ramené de 6,5 % à 6 %. Elles continuent ainsi leur politique de détente du coût du crédit amorcée depuis l'été.

Cette décision intervient au lendemain de l'annonce, par la Banque fédérale allemande, d'une hausse des taux d'intérêt outre-Rhin. A Francfort, les dirigeants de la banque justifiaient leur geste notamment par les risques d'accélération de la hausse des prix.

Les places boursières ont peu réagi à ces annonces en sens contraire. En revanche, sur les marchés des changes, le cours du dollar a fortement baissé, revenant à son plus bas niveau historique face au deutschemark et repassant sous la barre des 5 francs français.

Lire page 21 l'article de notre correspondant à New-York, SERGE MARTI

## La mode sur fond de guerre

Service d'ordre renforcé, absence de la clientèle américaine, les vingt maisons parisiennes qui viennent de présenter leurs collections haute couture printemps-été 1991 n'ont pas pu échapper à une crise qui a eu ses premiers effets. La baisse du yen et du dollar a forcé aux économies, et la guerre à la sobriété.

Lire page 18 l'article de LAURENCE BENAIM

## M. Michel Serres reçu à l'Académie française

Bertrand Poirot-Delpech a reçu officiellement M. Michel Serres à l'Académie française, le jeudi 31 janvier. Derrière l'esprit pluridisciplinaire par excellence, le touche-à-tout universel qui avait franchi coup sur coup les portes de l'École navale et de l'École normale supérieure, Bertrand Poirot-Delpech a vanté un être d'homme et d'écrivain, fidèle à ses racines paysannes. Nous publions le discours du récipiendaire et la réponse de notre collaborateur.

Pages 11 à 14

## HEURES LOCALES

■ Les illusions perdues de la Savoie olympique ■ La ruine des « maisons Malraux » ■ Dossier : villes en quête de prospérité ; les exemples de Cholet, Cambrai et Montreuil. ■ Débat : la Picardie quand même.

Pages 15 à 17

Le Monde  
EDITIONS

## GOLFE

clefs pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

La livre qui expose les multiples dimensions du premier conflit de l'après-guerre froide et met en évidence la part de l'histoire et de l'héritage colonial, du pétrole et des ventes d'armes, du nationalisme arabe et de l'islamisme de Washington, Paris et Moscou, de Bagdad, Téhéran et Riyad, et de la question palestinienne.

Pour comprendre la place et la responsabilité de chacun des acteurs de cette tragédie aux retombées incalculables.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Espagne, 12 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 80 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 15 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 208.808 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

### PUBLICITE

André Fontaine, président  
François Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 40-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F  
Tél. : 45-55-94-74 - Société mère  
du journal Le Monde et Rive Press SA.

Impression  
du « Monde »  
12, r. M. Gombourz  
94852 IVRY-SUR-SEINE

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les abonnements et  
index du Monde au (1) 40-65-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEM.	AUTRES PAYS de monnaie différente et impôt sur les ventes
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 065 F	2 940 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne tarif sur  
demande.

Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisoires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois 6 mois 1 an  
☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Je soussigné, avoir l'honneur d'adresser tous les  
mois, par la poste, en espèces, d'abonnement  
au Monde

111 MCN 02

## Le Monde

Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppet  
directeur de la rédaction  
Jacques Gullu  
directeur de la gestion  
Maurice Lachère  
secrétaire général

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1989)  
André Fontaine (1989-1991)

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amélie  
Jean-Marie Colombani  
Philippe Herremann  
Robert Solé

Ancien directeur de la rédaction :  
Daniel Varner

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

## DATES

Il y a soixante-dix ans

# La révolte de Kronstadt



C'est ce qu'indique le premier numéro des  
Izvestia publié chaque jour jusqu'au mer-  
credi 16 mars (1).

### Tout le pouvoir aux soviets

Le programme de la « Commune » avait  
été fixé dans une déclaration en quatorze  
points. Les motels demandaient ootament  
des élections à bulletin secret, le  
liberté de parole, de presse et de réunion  
pour les ouvriers, paysans, anarchistes,  
socialistes de gauche, le libération des  
détenus politiques, militants de partis  
socialistes. Ils exigeaient des rations ali-  
mentaires égales pour tous, la liberté des  
paysans sur leur terre, la fin des réquisi-  
tions. Ce n'était pas forcément du libéra-  
lisme.

Il n'y avait pas de liberté pour les gens

plus ou moins classés à droite. Les meringes  
réclamaient « tout le pouvoir aux soviets »,  
non pas sans les communistes comme il fut  
parfois dit, mais sans monopole commu-  
niste. Lors d'un meeting auquel assistaient  
environ 15 000 personnes, il apparut que  
le pouvoir insurgé tenait l'île.

En un premier temps, les bolcheviques  
essayèrent de composer avec ces « frères  
égars ». Ils envoyèrent une petite déléga-  
tion conduite par Kalinine, alors chef de  
l'Etat, d'origine modeste et paysanne, ce  
qui était rarissime pour un haut dirigeant  
du parti. Ce fut un fiasco. L'arrogance des  
miss dominici hâta la fin. L'épreuve  
de force était inévitable.

Les conseillers militaires des insurgés,  
officiers récapés du tsarisme et ralliés aux  
révolutionnaires, disaient qu'il fallait tem-  
poriser. L'île était vulnérable aussi long-  
temps que le golfe était pris dans les glaces.

puisque des soldats pouvaient franchir à  
pied la distance qui la sépare du continent.  
Après le dégel, ce serait une autre affaire.  
Toute la flotte du nord était concentrée à  
Kronstadt, donc, après la fonte des glaces,  
les bolcheviques n'auraient plus les  
moyens d'attaquer.

En revanche, la « Commune », hénéfi-  
ciant de la sympathie des Russes émigrés,  
pourrait se faire ravitailler par la mer. Les  
rébelles n'écoulaient pas ces conseils de  
modération. Mais les bolcheviques n'ali-  
aient pas non plus attendre le dégel. Le  
futur maréchal Toukhatchevski fut chargé,  
le 5 mars, de conduire les opérations.

### Quatre cents délégués au combat

Une première offensive, le 7 mars,  
échoua, faute de moyens. Toukhatchevski  
prit alors le temps de faire venir des re-  
forçs : des détachements de la Tchéka, des  
élèves de l'Ecole militaire (okoursanti).  
Même quatre cents délégués du  
10<sup>e</sup> congrès du parti qui s'ouvrait le 8 mars  
à Moscou se portèrent volontaires. Ils  
allaient au moins donner du moral à la  
troupe.

Tout était prêt le 16 mars. Contre  
15 000 insurgés dont le ravitaillement et  
les munitions étaient plutôt maigres. Tou-  
khatchevski disposait de 50 000 hommes.  
Un premier groupe partit du nord. Les  
autres vinrent de l'ouest et du sud. L'atta-  
que commença à 17 heures. Les insurgés  
tinrent jusqu'au soir du 27.

A ce moment, sachant que la partie était  
perdue, onze membres du comité révo-  
lutionnaire, y compris le président Peti-  
chenko, partirent pour la Finlande avec  
plusieurs centaines de fugitifs. D'autres  
essayèrent d'aller se réfugier une nuit sur  
le continent. Beaucoup périrent et leurs  
corps disparurent avec le dégel. A minuit,  
le quartier général criait victoire. Le 18,  
les dernières poches de résistance étaient  
réduites.

### Des conséquences toujours actuelles

Ainsi s'acheva, après seize jours, la  
« Commune » de Kronstadt, qui fut, dira  
Lénine, « l'éclair qui mûrit tout autre  
illustre la réalité ». Eppuyé plus redouta-  
ble sans doute que la guerre civile, puisque  
cette fois c'est de l'intérieur du camp révo-  
lutionnaire que fut allumée cette « iskra »,  
l'étincelle qui risquait d'embraser le coo-  
dent si la troupe n'avait pas agi avant le  
dégel.

L'événement eut des conséquences dura-  
bles. Le 10<sup>e</sup> congrès du parti qui se tenait  
en même moment mit fin au « commu-  
nisme de guerre » (ce que Lénine prévoyait  
d'ailleurs depuis quelque temps) et adopta  
la NEP (Nouvelle politique économique) :  
les réquisitions arbitraires de céréales  
étaient remplacées par un impôt en nature.  
Ce n'était là qu'une pause de sept ans. Le  
congrès interdit aussi les factions et ten-  
dances à l'intérieur du parti unique.

Le régime n'a pas fini d'expier ses fautes  
commises dans les années 20 : le déno-  
ciation stalinienne de la NEP, et la collec-  
tivisation, ont empêché le redressement de  
l'agriculture, et le maintien, au moins jus-  
qu'à une date récente, d'un parti unique  
monolithique n'a fait obstacle aux réformes.

Sitôt après avoir écrasé la « Commune »  
de Kronstadt, les bolcheviques reprirent  
leur train-train révolutionnaire. Ils célé-  
braient même, le 16 mars 1921, le cin-  
quantième anniversaire de la Commune de  
Paris en fustigeant ces « Thiers et Galliflet  
qui avaient osé assassiner de glorieux révo-  
lutionnaires ».

BERNARD FEBON

(1) Beaucoup de textes de ces Izvestia - mal-  
heureusement pas tous - sont traduits dans l'ou-  
vrage La Commune de Kronstadt. Recueil de docu-  
ments, éditions Belibasta, Paris 1969. Pour une  
étude complète de la Commune de Kronstadt on  
peut lire le petit livre de Paul Ardis, professeur à  
l'université de Columbia, La Tragédie de Kronstadt  
en 1921, éditions du Seuil, 1975.

## BIBLIOGRAPHIE

### Les revenants d'Afghanistan témoignent

On les appelle les « Afghans », les  
revenants de l'Afghanistan. Ils  
étaient partis là-bas parfois mal-  
gré eux, parfois gonflés d'enthousiasme,  
sûrs de toute façon que la patrie avait  
besoin d'eux pour remplir leur devoir  
internationaliste. Ils étaient des héros,  
ils plantaient des pompiers et re-  
faisaient les routes du pays frère avant que  
les Américains ne l'envahissent.

Ils sont revenus dans des cercueils en  
zinc, en plusieurs morceaux ramassés  
séparément par les camarades, « la tête,  
les jambes, les bras, le sexe ». Dans des  
cercueils trop grande pour les petits  
apparetements soviétiques.

Où ple encore : vivants. Vivants mais  
évanouies, ou culs-de-jette, ou fous.  
Vivants au dehors, mais morts en  
dedans. Ils ne peuvent plus regarder une  
montagne, passer devant une boucherie,  
entendre un chat miauler : ils éprouvent  
encore et toujours le besoin de tuer. « Je  
déteste cet homme, je le déteste. Qui ?  
Moi. »

Ils sont des revenants d'outre-tombe,  
de l'enfer, où seule la haine permet de  
survivre, et ils ne peuvent rien transmet-  
tre. D'ailleurs, que dira ? La perestroïka  
est passée par là. Les héros sont deve-

nus des assassins, des violeurs. « Il a  
la bouche pleine de sang et il se permet de  
parler. » Cette guerre, c'était « une erreur  
politique ». Silence, donc ; qui oserait  
leur en ?

Svetlana Alexievitch est journaliste.  
Elle a déjà réalisé, en 1985, La guerre n'a  
pas un visage de femme. Elle ne voulait  
plus écrire sur la guerre, mais son métier  
est d'écouter, d'entendre des voix, de  
les répercuter. Elle les entend, ceux qui  
ont besoin de hurler, ceux qui s'indi-  
gnent - « On écrit la mémoire de nos  
morts », - et elle publie des témoignages  
crus, sans commentaires. Des lettres, des  
coups de fil, des rencontres.

Elle est même allée là-bas pour com-  
prendre. « Que pensent les gens ? Que  
voulent-ils ? Comment transforme-t-on  
nos jeunes gens en meurtriers ? Pourquoi  
pas-on faire de nous ce qu'on veut ? »  
Des questions hallucinantes, pas seule-  
ment en URSS.

B. F.

► Svetlana Alexievitch, Les Cercueils  
de zinc, traduit du russe par Vladimir  
Berejovitch et Elisabeth Mouravieff ;  
préface de Dimitri Savitski. Editions  
Christian Bourgois, Paris 1991, 285  
pages.

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

SID-AHMED

GHOZALI

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALGÉRIE

en direct sur

débat animé par  
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON  
et Jean-Pierre LANGELLIER (Le Monde)  
Pierre-Marie CHRISTIN  
et Bernard LEHUT (RTL)

RTL

111 MCN 02



هذا من الاصل

# LA GUERRE DU GOLFE

## Le film des événements Réserves françaises

Malgré la démission de M. Jean-Pierre Chevènement, la France cherche toujours à marquer de différence par rapport à ses alliés de la coalition anti-irakienne. Ainsi s'est-elle faite prier pour autoriser «temporairement» le survol de son territoire par des bombardiers américains B-52, basés dans l'ouest de la Grande-Bretagne. Le feu vert donné par Paris, vendredi 1<sup>er</sup> février, est assorti de deux conditions, à savoir que ces appareils transportent uniquement des armes conventionnelles et que - clause de style - leurs cibles soient strictement militaires.

M. Pierre Joxe, le nouveau ministre de la défense, qui a rencontré, vendredi à Londres, son homologue britannique, s'apprête à aller inspecter le dispositif «Daguet», déployé en Arabie saoudite. A cet égard, le Clemenceau devait appareiller, lundi, de Toulon pour la Méditerranée, avec 1 900 hommes à son bord, tous professionnels et engagés volontaires. Le porte-parole des armées françaises n'a pas exclu que «une porte-avions puissent venir s'inscrire dans un dispositif plus large», intégré aux forces alliées.

On se le cadre de son «appui logistique» aux forces de la coalition, l'Espagne, elle aussi, a autorisé les B-52 à utiliser la base de Moron, près de Séville, pour lancer leurs raids aériens contre l'Irak. Jusqu'ici, ces bombardiers américains effectuaient leurs missions soit à partir de la base de Diego-Garcia, située dans l'océan Indien, soit de Turquie, soit enfin d'Arabie saoudite.

### «Ne pas s'y frotter»

Sur le théâtre même des opérations, la confusion sur les intentions des forces irakiennes, dont Bagdad a annoncé le retrait d'Arabie saoudite. Néanmoins, de très importants mouvements de troupes et de blindés en direction de la frontière koweïtienne laissent peut-être prévoir d'autres tentatives d'incursions.

La bataille de Khafji se serait finalement soldée, selon des sources militaires britanniques, par le mort de 15 Saoudiens et de 30 Irakiens alors que plus de 500 Irakiens auraient été faits prisonniers. De son côté, le Pentagone a ouvert une enquête pour savoir si plusieurs des

onze «marines» tués dans ces combats terrestres ne l'étaient pas par des tirs provenant de leur propre camp.

Pour M. John Major, le premier ministre britannique, cette offensive irakienne n'est qu'une «tentative désespérée» d'un pays en train de perdre la guerre. «Le temps joue en faveur de celui qui dispose de la supériorité aérienne et de grandes facilités logistiques», a commenté, pour sa part, le général Maurice Schmitt, le chef d'état-major des armées françaises. Peu de changement de tactique : à son avis, il faut caser le dispositif irakien antérieur au Koweït «avant d'aller s'y frotter».

Affirment que «ces étalages de la supériorité technologique n'y feront rien», Radio-Bagdad a assuré que «la foudre irakienne n'en est qu'à ses débuts». Elle e, d'autre part, estimé que les pilotes alliés capturés devraient être traités comme des «criminels de guerre» dans la mesure où ils auraient mitraillé «un très grand nombre» de civils. Que réserve l'avenir? En visite à Londres, M. Dan Quayle, le vice-président américain, a indiqué qu'en cas de «probable» attaque chi-

mique il ne fallait écarter «aucune option» dans le cadre d'une vigoureuse riposte des forces de la coalition.

### Travail «silencieux»

La neutralité de Téhéran est-elle définitivement acquise? «Si Israël était assez stupide pour répondre aux attaques des missiles irakiens, alors nous adopterions, sans nul doute, une position tout-à-fait différente de celle qui est actuellement la nôtre», a énoncé, vendredi, le vice-président du Parlement iranien.

L'Etat juif n'en continue pas moins d'afficher sa détermination. M. Itzhak Shamir, le premier ministre, qui a invité le chef d'un parti d'extrême droite à rejoindre son gouvernement, a en est violemment pris à l'OLP, vendredi, devant 1 200 juifs français en «voyage de solidarité» à Jérusalem. La centrale palestinienne, qui, selon lui, a pris fait et cause pour Bagdad, «ne sera jamais un interlocuteur pour le paix et ne sera jamais associée à aucune conférence», a-t-il dit. De son côté, «dans un message clair et sans équivoque», le commandant de la région mili-

taire Nord a averti les organisations «terroristes» qui tirent des roquettes sur la Galilée depuis le sud du Liban «qu'il ne tolérerait aucune escalade à la frontière». Tandis qu'à Téhéran différents émissaires de pays arabes s'efforcent de ramener les fils du dialogue, le secrétaire général de l'ONU indiquait, dans un entretien accordé à une radio péruvienne, qu'il travaillait «silencieusement» pour mettre fin aux hostilités même si «la marge de manœuvre est limitée», qu'il était «en train, avec certains pays, d'étudier une trêve afin de permettre une solution diplomatique».

En attendant, Radio-Omel-Meerak, «la mère de toutes les batailles», qui émet sur les ondes de l'ex-Radio-Koweït, à l'intention des 500 000 soldats irakiens retranchés dans l'émirat, s'efforce de maintenir à bonne hauteur le moral de ces «héros-combattants». Pour ce faire, les «speakers» en prennent singulièrement à leur aise avec la réalité des choses sur le terrain. Commentant ainsi la «victoire de Khafji», ils ont décrit «la fuite éperdue de ces rats» qui «ont filé devant nous comme des fanfales...».

JACQUES DE BARRIN

A titre temporaire et à certaines conditions

## Les B-52 basés en Grande-Bretagne pourront survoler la France

Le porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Penec, qui s'exprimait au terme d'un conseil restreint présidé par M. Mitterrand à l'Elysée, vendredi après-midi 1<sup>er</sup> février, a indiqué que la France «autoriserait le survol de son territoire» par les bombardiers américains B-52 basés en Grande-Bretagne «et se ferait en mission dans le Golfe, ainsi que leur ravitaillement à partir d'une base militaire française», mais à certaines conditions.

«C'est une autorisation temporaire, en application de la résolution 678 de l'ONU, qui est assortie de quelques conditions», a déclaré M. Le Penec. Les missions de ces bombardiers devront être exclusivement consacrées à des «bombardements conventionnels», qui, a-t-il précisé, «doivent pas toucher «aux populations civiles».

M. Le Penec a souligné que la décision de la France a été prise en application du paragraphe 3 de la résolution 678 du Conseil de sécu-

rité de l'ONU, demandant «à tous les Etats d'apporter l'appui voulu aux mesures envisagées au paragraphe 2», lequel «autorise à user de tous les moyens nécessaires pour parvenir à la libération du Koweït et à rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région».

Le «ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, a effectué, vendredi 1<sup>er</sup> février, une visite éclair à Londres, au cours de laquelle il a rencontré son homolo-

gue britannique, M. Tom King. A l'issue de ces entretiens, M. Joxe s'est contenté d'indiquer que M. King était le premier de ses homologues auquel il avait voulu rendre visite. «C'est le désir du gouvernement français, a-t-il déclaré, de renforcer la coopération entre la France et la Grande-Bretagne.» Il s'est refusé à préciser si la question du survol de la France par des B-52 avait été examinée au cours de son entretien avec M. King.

## Le porte-avions «Clemenceau» va s'entraîner en Méditerranée

Le porte-avions Clemenceau doit quitter, lundi 4 février, son port de Toulon pour une campagne d'entraînement de plusieurs jours en Méditerranée occidentale (nos dernières éditions du 2 février). Pour la première fois, son équipage est composé exclusivement de cadres d'active et de personnels engagés. Il sera accompagné par les frégates lance-missiles Suffren et Cassard, et par le pétrolier-ravitailleur Meuse. Ce groupe est susceptible, si besoin est, de gagner la partie orientale de la Méditerranée.

Après avoir manœuvré, au début de janvier, avec deux porte-avions américains, l'America et le Theodore-Roosevelt, qui étaient en route vers la Méditerranée vers le Golfe depuis les Etats-Unis, le Clemenceau était à Toulon, depuis le 18 janvier. Le second porte-avions français, le Foch, est lui aussi à Toulon, en attente de subir un carénage dont la durée ne devrait pas dépasser trois mois.

M. François Mitterrand a ordonné aux navires de guerre susceptibles de se rendre dans la zone des conflits, au Proche-Orient, de débarquer désormais des volontaires.

Le Clemenceau, pour l'instant, n'est pas prévu pour se rendre dans le Golfe. Mais, par précaution, son équipage, qui compte mille neuf cents hommes, a été professionnalisé, ainsi que ceux des navires qui l'escorteront. Sur les cinq cent cinquante marins du contingent qui se trouvaient à bord du porte-avions,

la moitié ont accepté de signer un engagement volontaire de trois ans, réversible. L'autre moitié ont été débarqués et remplacés par des engagés et par des appelés d'autres bâtiments volontaires pour un contrat d'engagement de trois ans. Ces mesures sont prises au coup par coup, comme elles l'ont été lors de l'envoi des chasseurs de mîces à Port-Saïd (le Monde du 1<sup>er</sup> février). Mais l'état-major de la marine ignore pas qu'il lui faudra, une fois la guerre du Golfe achevée, trouver des solutions à plus long terme pour constituer des équipages d'engagés sur ses bateaux.

Pour cette mission d'entraînement en Méditerranée, le Clemenceau est cependant armé d'une quarantaine d'avions et d'hélicoptères de tout type. La composition précise de son groupe aérien n'est pas indiquée. Néanmoins, on sait qu'il disposera d'une plus petite quantité que prévu d'intercepteurs de défense aérienne Crusader, de manière à laisser la place à un plus grand nombre d'avions d'attaque Super-Étendard.

Selon le général Raymond Germain, chef du Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), on ne peut exclure que «les porte-avions français ne viennent s'inscrire dans un dispositif plus large», avec des alliés.

## Des accords au coup par coup

En février 1988, la France avait décidé d'interdire le survol de son territoire à des F-111 américains en route, depuis la Grande-Bretagne, pour attaquer Tripoli en représailles à des actes de terrorisme libyen en Europe. Elle a accepté, cette fois-ci, d'autoriser le survol pour des missions de B-52, à partir du Royaume-Uni, sur des cibles militaires en Irak. Mais la France a assorti son accord de clauses restrictives qui concernent, comme c'est le droit de tout pays souverain concernant son survol par des avions de guerre, la durée et la nature des opérations envisagées par son allié.

Depuis que les Français ont quitté les commandements intégrés de l'OTAN, le survol de leur territoire et les droits d'escalade des appareils militaires étrangers requièrent des accords au coup par coup. C'est aux missions militaires dans chaque pays concerné - il s'agit, en la circonstance, des représentants militaires français aux Etats-Unis et au Royaume-Uni - d'obtenir au préalable des informations, auprès des gouvernements et des états-majors responsables, sur la nature de la mission (types d'armements embarqués par les avions, routes suivies et destination) et les éventuels soutiens sur le sol national exigés pour l'accomplissement de l'opération.

En clair, les Français devront savoir - pour d'évidentes rai-

sons de sécurité en cas d'incident aérien en-dessus de leur sol - quel chargement militaire emportent les B-52. Ils s'engagent, d'autre part, à accepter que, sur leurs bases, puissent être déployés préventivement des appareils de ravitaillement en vol des B-52, avec leur environnement logistique. Même des avions intercontinentaux comme ceux-ci doivent, en effet, faire un escale de décollage, depuis leur base britannique, entre la messe d'armement emportée (qui est à son maximum) et la quantité de carburant embarqué (qui doit être la plus limitée possible et qui sera complétée par des ravitaillements en vol en-dessus de zones aériennes sûres).

Reste le problème des objectifs attribués à ces raids de B-52 venue de Grande-Bretagne. C'est le point le plus délicat pour la France, qui entend épargner la population irakienne. La nature des cibles, qui auront été évacuées au départ et qui auront été finalement «traitées» par les bombardiers américains, ne pourra véritablement être appréciée et contrôlée qu'après-coup. Les B-52 qui effectuent souvent à très haute altitude ne font pas toujours dans le détail, même s'ils sont armés de munitions guidées avec précision. C'est aux Français d'exercer leur vigilance sur le respect des engagements pris.

## Les bases américaines en Espagne sont directement utilisées dans le conflit

MADRID  
de notre correspondant

L'implication de l'Espagne dans la guerre du Golfe est apparemment bien plus importante que les autorités ne veulent bien l'admettre. C'est ce qui ressort des informations rendues publiques, vendredi 1<sup>er</sup> février, par l'agence de presse nationale EFE, que le gouvernement n'a pas démenties.

Selon EFE, les bases américaines en territoire espagnol sont aujourd'hui directement utilisées pour bombarder l'Irak. En particulier, des avions militaires espagnols Hercules transportent, au rythme de trois vols quotidiens, quelque soixante mille kilos de bombes par jour depuis leur entrepôt de la base de Sagorasso jusqu'à celle de Moron, près de Séville. Là, les bombes sont embarquées dans des avions B-52 américains qui décollent directement à destination du Golfe.

Les révélations d'EFE recoupent des informations qui viennent de paraître dans la presse d'outre-Atlantique, selon lesquelles une base américaine en Espagne constitue l'un des points d'appui des B-52 qui opèrent dans le Golfe. Citant des sources du Pentagone, le New York Times, notamment, précise que cette information avait jusqu'ici été tenue secrète afin de ne pas compliquer la position, déjà délicate, du gouvernement espagnol face à son opinion publique.

Assailli de questions à ce propos à l'issue du Conseil des ministres de vendredi, le porte-parole du gouvernement, M. Rosa Conde, s'est refusé à toute précision. Elle s'est contentée de rappeler la position officielle de l'exécutif : l'Espagne apporte son «appui logis-

que» aux forces alliées dans le Golfe, mais maintient une «réserve totale» quant à la teneur de cet appui.

Ces révélations ont provoqué un éminent trouble dans l'opinion publique, jusqu'alors persuadée que le rôle de l'Espagne dans le conflit était marginal, et se limitait aux renseignements fournis dans la région du Golfe, en dehors de la zone directe des combats.

TH. M.

## Qui paie quoi ?

Principale puissance militaire présente dans le Golfe, les Etats-Unis n'ont jusqu'à présent payé qu'une petite partie du coût du conflit, celui-ci étant essentiellement supporté par le Koweït, l'Arabie saoudite, l'Allemagne et le Japon. Selon une enquête de l'AFP, les contributions reçues par les Américains contre l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, et les 31 mars 1991 devaient se monter à 52 milliards de dollars.

Ce chiffre doit être comparé aux estimations officielles américaines quant aux dépenses militaires jusqu'à la fin de mars 1991 : entre 47,5 et 85 milliards de dollars. Le coût des opérations américaines du 2 août au 15 janvier, veille du déclenchement de «Tempête du désert», est estimé à 10 milliards de dollars. Durant cette période, les Etats-Unis ont reçu un montant égal de contributions étrangères.

### Les Saoudiens en tête

Les principaux payeurs ont été l'Arabie saoudite (2,75 milliards), le Koweït (2,5 milliards), le Japon (2 milliards), l'Allemagne (1,2 milliard) et différents autres pays (notamment les Emirats, Taiwan et la Corée du Sud, pour 1,5 milliard de dollars). Pour la période allant de l'ouverture des hostilités à la fin du premier trimestre 1991,

le coût des opérations dépendra évidemment du tour que prendra la guerre.

De source officielle, on estime entre 500 millions et 1 milliard de dollars le coût quotidien actuel des opérations américaines. Soit, pour le premier trimestre (soixante-quinze jours de guerre), entre 37,5 et 75 milliards de dollars. Mais ce coût pourrait doubler avec le déclenchement de l'offensive terrestre.

Au cours de cette période, l'Arabie saoudite restera le plus gros contributeur, à égalité avec le Koweït (13,5 milliards de dollars chacun). Viennent ensuite le Japon (9 milliards) et l'Allemagne (6,5 milliards). Soit au total au moins 41,5 milliards de versements allés aux Etats-Unis. Ces contributions ne rendent que partiellement compte du coût de la guerre pour les alliés, pour deux raisons.

1) En plus des sommes destinées aux Etats-Unis, les alliés ont aussi versé d'importantes contributions à d'autres pays. Ainsi, les pays de la ligne de front (Turquie, Egypte et Jordanie) ont reçu plus de 18,5 milliards de dollars en compensation des dommages économiques causés par l'embarquement de Nations unies contre l'Irak et le Koweït. A quoi s'ajoute l'annulation par les Etats-Unis de la dette militaire égyptienne (7 milliards de dollars). Israël,

quant à lui, est en train de recevoir 816 millions de dollars d'aide allemande et bénéficie d'un supplément d'aide militaire américaine (notamment les missiles Patriot), non chiffrée officiellement. La Grande-Bretagne devrait recevoir 1,04 milliard de dollars de l'Allemagne et 590 millions de l'Arabie.

L'Arabie apparaît ainsi comme le principal payeur, avec environ 20 milliards de dollars. Ce chiffre est cependant inférieur à l'augmentation de 24 milliards de dollars des revenus saoudiens en 1990, due au renchérissement du prix du pétrole. Le Koweït a pour sa part versé 18,5 milliards de dollars, le Japon 13 milliards et l'Allemagne 10,5 milliards.

2) Par ailleurs, un certain nombre de pays combattants assument une partie importante - voire la totalité - du coût de leur action militaire. C'est notamment le cas de la France, dont l'engagement militaire est estimé officiellement à 220 millions de dollars par mois. Sans compter le coût du remplacement éventuel du matériel détruit. De même, la Grande-Bretagne estime à 2,6 milliards de dollars ses dépenses dans le conflit jusqu'au 31 janvier, y compris la perte de six avions Tornados. Restent enfin les coûts indirects du conflit pour chacun des pays concernés, dont l'évaluation est aujourd'hui impossible.

La Corée du Sud augmente sa contribution à l'effort de guerre. - Le gouvernement sud-coréen vient d'annoncer son intention d'augmenter de 280 millions de dollars sa contribution à l'effort de guerre des alliés dans le Golfe. Cette somme s'ajoute aux 220 millions qu'il s'était déjà engagé à verser au début des hostilités. Seul e, ce outre, décidé d'envoyer au Proche-Orient cent-vingt militaires d'unités non-combattantes (pilotes, spécialistes des transmissions et mécaniciens) et serait prêt à mettre

à la disposition de la force multinationale cinq appareils militaires de transport C-130. La Corée du Sud a déjà dépêché au début du mois de janvier une équipe médicale de cent cinquante-quatre personnes en Arabie saoudite. Les autorités sud-coréennes précisent que cette nouvelle contribution n'est pas une rétrocession à une demande américaine. Il semble cependant que celle-ci n'aurait pas tardé et que les Coréens aient préféré prendre les devants. - (Corresp.)

Le chef d'état-major de l'armée de l'air française est à l'Arabie saoudite. - Le général Jean Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air française, a quitté la France, vendredi 1<sup>er</sup> février, pour l'Arabie saoudite, où il inspectera le dispositif aérien qui a été basé à Al Asha. Il doit se rendre ensuite à Qatar, où la France a envoyé des Mirage F1 C, et dans les Emirats arabes unis, où elle a déployé des batteries de missiles sol-air.



## LA GUERRE DU GOLFE

Les opérations militaires et leurs conséquences

## Les Américains découvrent l'envers du décor

Le président George Bush a beau répéter que les opérations « suivent le cours prévu », les Américains découvrent peu à peu l'envers du décor dans un conflit présenté jusqu'ici de manière trop asséptisée. Les premières « bavures » dans le dispositif américain ont été révélées par la bataille de Khafji, et les télévisions occidentales livrent enfin des images des destructions en Irak.

WASHINGTON

de notre correspondant

La guerre suit « exactement le cours prévu », a déclaré vendredi 1<sup>er</sup> février le président George

Bush : « Jour après jour, nuit après nuit, la capacité de l'Irak à faire la guerre est systématiquement détruite. » Le président américain s'était rendu dans trois bases militaires de Caroline du Nord et de Géorgie, où il a pris des bains de foule et reçu les applaudissements enthousiastes d'une assistance largement composée de femmes et d'enfants de soldats. Exaltation patriotique, petits et grands drapeaux, yeux humides et femmes qui se pressent contre le président, l'une d'entre elles lui offrit même le bracelet de son mari aviateur, la bas dans le Golfe : M. Bush est revenu de son périple hors de Washington avec le moral « au zénith », un moral que, selon ses propres dires, il avait déjà « très haut » en partant.

Le président a aussi rencontré,

bors de la vue des caméras, quelques familles de soldats disparus ou prisonniers. En public, il a émaillé ses brèves interventions de formules désormais bien rodées : « Notre cause est juste et morale », « nous allons gagner », et les soldats dans le Golfe sont « des héros américains ».

Mais il a aussi assuré que M. Saddam Hussein, malgré tous ses efforts, ne parviendrait pas à attirer les forces américaines dans une bataille terrestre avant que les États-Unis ne le jugent utile : « Nous conduisons ce conflit selon notre calendrier, pas selon le calendrier de Saddam Hussein. » La guerre terrestre « ne commencera que si c'est nécessaire, et quand nous aurons décidé que c'est le moment », a ajouté M. Bush.

Les allés

d'un affrontement au sol

L'opportunité d'opérations terrestres est l'objet de conjectures et de commentaires infinis aux États-Unis, et l'attaque irakienne contre Khafji n'a fait que relancer les spéculations. Dans l'esprit des experts comme du public, campagne terrestre signifie pertes américaines, et un certain nombre de « stratèges » et plus encore de politiciens plaident pour que l'on poursuive indéfiniment les bombardements massifs des forces irakiennes, jusqu'à leur reddition ou leur extermination.

Le déroulement passablement confus de la bataille de Khafji, après deux semaines d'opérations aériennes impressionnantes par leur efficacité, est venu donner de nouveaux arguments à ceux qui redoutent les allés d'un affrontement au sol. Les Irakiens ont certes

été défaits, en tout premier lieu par l'aviation, mais non sans quelques bavures. Certaines bombes « américaines » sont tombées à moins de 200 mètres d'un bataillon de marines, et, plus grave, certains des onze marines tués lorsque deux transports de troupes ont été détruits pourraient bien avoir été victimes de leurs compatriotes (lire ci-dessous l'article de Françoise Chipaux). L'enquête est en cours, dit-on au Pentagone, mais visiblement l'hypothèse est prise très au sérieux.

De tels incidents sont presque inévitables dans un combat « rapproché », alors qu'une stratégie de bombardements à saturation permettrait de préserver le caractère très particulier d'une guerre où les victimes sont presque exclusivement « ennemies », et invisibles. Après avoir longtemps refusé de donner la moindre estimation des pertes encourues par les Irakiens, les porte-parole militaires, nous bien à Washington qu'à Ryad, refusent toujours de préciser le nombre de tonnes de bombes qui ont été déversées sur l'Irak.

Mais les images envoyées vendredi par les journalistes occidentaux qui viennent d'être autorisés à se rendre à Bagdad — immeubles d'habitations écroulés, enfants morts et blessés, femmes en rage qui épousaient les reporters, — commencent à révéler l'envers du décor high-tech suggéré par les briefings du Pentagone. Il n'y a pas encore là de quoi renverser un courant d'opinion à la guerre qui reste très minoritaire. Mais la certitude que la guerre est « juste et morale » pourra-t-elle résister à des semaines de bombardements supplémentaires ?

JAN KRAUZE

Choses vues à Bagdad

## Des immeubles réduits en poussière...

Une vingtaine de journalistes occidentaux autorisés à se rendre à Bagdad racontent dans des dépêches — visées par la censure irakienne — ce qu'ils y ont vu et entendu vendredi 1<sup>er</sup> février.

« Un allègement à la fois soyeux et sourd, un long fuseau daté de courtes ailes et une dérive en T, écrit Bernard Estrade, de l'AFP. C'est un missile Tomahawk, un de plus dans le ciel de Bagdad. Une femme hurle sa colère dans la rue d'un quartier résidentiel au milieu de la chaussée jonchée de gravats. Quatre blessés, dont un enfant d'une dizaine d'années, arrivent dans la salle d'urgence de l'hôpital Yarmouk. Ces missiles high tech ne tombent pas toujours sur les objectifs stratégiques pour lesquels ils sont, selon les Américains, programmés. »

« Le pire, c'est la peur »

« Six Tomahawk sont passés, vendredi en fin de matinée, au-dessus d'un groupe de journalistes occidentaux conduits par le ministre de l'Information irakien pour une visite des faubourgs de la ville. » L'envoyé spécial de l'AFP ajoute que le premier n'a pas provoqué de réaction de la défense anti-irakienne, mais qu'un feu nourri a accueilli les suivants, sans toutefois les atteindre. A l'hôpital Yarmouk, les journa-

listes ont vu arriver quatre blessés, apparemment légèrement atteints. Moins d'une demi-heure plus tard, c'était le quartier de Karadah-al-Charia, la poussière flotte encore. La maison de Razak Salman Akhoul El Wafiq n'est plus qu'un tas de gravats. La maison voisine est trouée et toutes les vitres et vitrines ont été soufflées. Dans le même secteur ouest de la ville, sur la rive gauche du quartier Masbah, un second missile est tombé à moins de 500 mètres de l'ambassade américaine.

De son côté, l'envoyé spécial de l'agence Reuters, Bernd Debusmann, explique que « deux semaines de bombardements ont transformé la vie à Bagdad en enfer. Même les choses les plus simples deviennent impossibles », explique un habitant. Comme se raser le matin, alors qu'il n'y a pas d'eau. Il n'y a pas d'électricité non plus, l'essence est rare et les communications téléphoniques sont pratiquement toutes interrompues. Pour l'eau, les autorités irakiennes ont mis en place un système de rationnement qui prive les habitants de chaque moitié de la ville, de part et d'autre du Tigre, pendant trois jours, à tour de rôle.

« Le pire, poursuit-il, c'est la peur. Peur de mourir, d'être blessé, de perdre un parent ou un proche dans les bombardements qui frappent la ville depuis le 17 janvier. »

## L'Irak menace de traiter les prisonniers en « criminels de guerre »

L'Irak a accusé, vendredi 1<sup>er</sup> février, les pilotes alliés d'être des assassins qui s'en prennent à des civils et attaquent des zones résidentielles. Certains pilotes alliés, a déclaré Radio-Bagdad, « ne se sont pas contentés de tirer des missiles contre des quartiers résidentiels. Manifestant rancœur et haine, ils sont allés plus loin en utilisant leurs mitrailleuses pour abattre des passants dans les rues ». Radio-Bagdad qualifie ces actes de « crimes de guerre » et ajoute que leurs auteurs « doivent être traités comme des assassins d'enfants sans défense, de femmes et de vieillards, et non comme des soldats faisant la guerre à d'autres soldats ». Le porte-

parole du Pentagone, M. Pete Williams, a aussitôt qualifié de « réputation » les déclarations de Radio-Bagdad. Les prisonniers de guerre irakiens aux mains des alliés reçoivent les visites de représentants de la Croix-Rouge, a rappelé le porte-parole. A Genève, un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a reconnu vendredi que les sept membres de la délégation du CICR à Bagdad n'avaient pas encore pu rendre visite aux pilotes alliés faits prisonniers par l'Irak et n'avaient même pas reçu notification officielle de leur capture, comme l'exigent les conventions de Genève. — (Reuters, AFP)

## Situation confuse à la frontière koweïto-saoudienne

Suite de la première page

Le colonel saoudien a ajouté que les troupes saoudiennes avaient récupéré en matériel de quoi équiper un bataillon blindé et un bataillon d'infanterie. L'Irak aurait eu, d'autre part, trente morts et trente-trois blessés. Les pertes saoudiennes, toujours selon le porte-parole militaire saoudien, seraient de quinze morts, trente-deux blessés et quatre disparus en action. L'armée royale aurait perdu trois chars, un lance-roquettes multiple et deux ambulances. L'aviation saoudienne serait, d'autre part, intervenue avec des F-5 et des Tornado près de Khafji, vendredi, pour attaquer et mettre en fuite, selon le porte-parole saoudien, une colonne de cent véhicules blindés qui tentait de renforcer les éléments irakiens se battant alors toujours au nord de la ville.

Une pression soutenue

Vendredi après-midi, selon le « pool » de presse américain, seul autorisé à se rendre sur place, les cadavres des soldats des deux armées gisaient encore près de leurs véhicules détruits, de gros cratères perçaient la rue principale de Khafji et les carcasses des blindés arrêtés dans leur course montraient la violence des accrochages, rue par rue. Au loin on entendait clairement les explosions sourdes des bombardements sur le Koweït, alors que l'armée saoudienne ren-

forçait ses positions. Toute la journée et la nuit précédente, la pression irakienne le long de la frontière s'est maintenue et plusieurs accrochages ont opposé les « marines » à des unités irakiennes qui tentaient des percées. Malgré le peu d'intérêt que le commandement américain feint d'y porter, cette pression a quand même donné lieu à d'inquiétantes bavures côté américain.

C'est ainsi que, dans la nuit de jeudi à vendredi, alors qu'une unité d'infanterie de « marines », équipée de blindés légers, faisait appel à l'aviation pour l'aider à les repousser dans la région de Umm Hujul à quarante miles à l'ouest de la côte, deux avions israéliens tombaient l'un à sept cents mètres, l'autre à deux cents mètres du poste de commandement de cette unité. Aucun blessé n'était relevé, les « marines » détruisaient, affirme-t-on de source américaine, trois chars irakiens et faisaient quatre prisonniers, mais le bilan aurait pu être beaucoup plus lourd et là où on ne l'attendait pas.

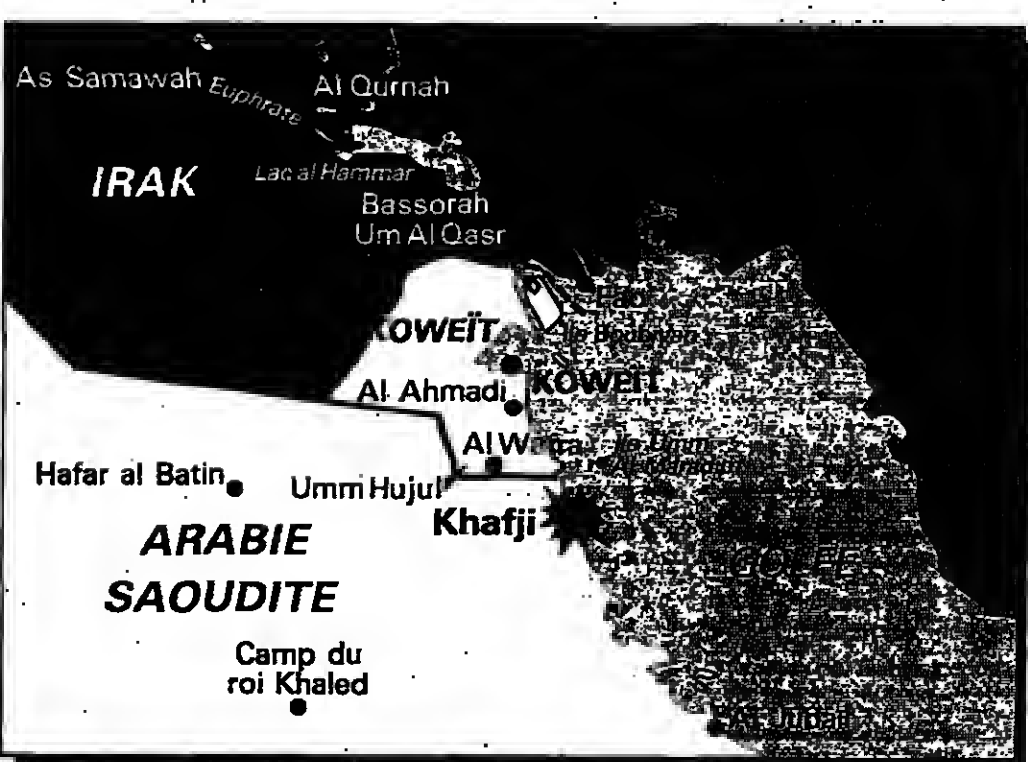
Cet incident n'est pas le premier. Mardi soir, onze « marines » sont morts ou blessés d'une opération dans laquelle ils ont détruit vingt-deux chars et perdu deux véhicules blindés. Une enquête est en cours pour savoir si l'un de ces véhicules n'a pas été détruit par un tir de missiles provenant d'un avion américain. Selon le colonel Jerry Humble, officier d'opération de la

première division de « marines », les échanges de feu se faisaient à une vingtaine de mètres seulement, et les avions américains attaquant à très basse altitude. Certes, comme l'a déclaré à des journalistes américains le colonel Humble, « historiquement, il y a toujours eu des victimes par des tirs amis dans les combats rapprochés ». Mais ces deux incidents font réfléchir sur la totale efficacité d'une offensive combinée air-sol laquelle comptait beaucoup les officiers américains.

A ce chapitre, il faut aussi ajouter l'incident, relaté par un des « pools » de journalistes américains, arrivé à un groupe de médécins appartenant à la première division d'infanterie, qui ont passé la première semaine de la guerre isolés dans leur unité, à seulement trente-trois kilomètres de la frontière irakienne. Les ordres contradictoires donnés à ces médécins et à la division seraient à l'origine de cet incident qui a fait dire à un médécin : « Je suis content que les Irakiens n'aient pas décidé d'attaquer durant cette première semaine car nous aurions été laminés ».

Des milliers de tracts à réimprimer

Enfin, autre mésaventure pour le commandement américain, il va devoir réviser rapidement sa campagne psychologique en faveur de la désertion des soldats irakiens, après que des chars s'approchant de Khafji, tournés vers l'arrière — signe de reddition ordonné par les tracts largués par parachutes le long des lignes irakiennes — aient attaqué des unités saoudiennes. D'ores et déjà, il va falloir pour cela réimprimer des



milliers de tracts, les soldats devront non seulement tourner leurs troupes vers l'arrière, mais aussi marcher devant leur véhicule en approchant des positions américaines. Près de quatre millions de ces tracts ont été lancés au-dessus des lignes irakiennes avec pour chaque arme la procédure à suivre.

Pour un fantasme, un dessin suggestif lui montre sa faiblesse... face aux chars et hélicoptères alliés, représentés dans une bulle ; un autre représente le soldat se rendant devant les drapeaux saoudiens, égyptien et américain, avec dans la bulle lui, sa femme et ses enfants, réunis à la maison, en Irak. Au verso, rédigée en arabe et en anglais, la procédure de reddition est expliquée avec cette conclusion sans appel : « Si vous faites cela, vous ne mourrez pas ».

Cette procédure doit toutefois également être expliquée aux soldats alliés pour éviter tout incident. « Ce que nous essayons de faire est d'empêcher les soldats de détruire accidentellement notre crédlité en se rendant », affirme à cet égard un spécialiste américain des opérations psychologiques attaché à la première division blindée. Selon des officiers américains, cette campagne a déjà eu des effets, plusieurs soldats irakiens ayant traversé leurs lignes, les tracts à la main, en suivant les instructions données. Ces redditions demeurent cependant limitées jusqu'à maintenant et, au moins dans un cas, quelques candidats à la reddition ont été empêchés de le faire par les tirs d'une unité améri-

caine. Pour faciliter l'accueil de ces soldats en cas d'un afflux toujours espéré, des Américains d'origine arabe ont, d'autre part, été affectés à des unités de première ligne et des rudiments d'arabe (« mains en l'air, jetez votre arme ») ont été enseignés aux hommes.

En attendant, les bombardements des unités irakiennes, garde républicaine et troupes de première ligne, se poursuivent à un rythme soutenu puisque, selon le porte-parole américain, six cents raids aériens ont été consacrés à la garde républicaine et trois cents aux troupes déployées le long de la frontière koweïto-saoudienne.

Tapis de bombes au Koweït

La matinée de vendredi, les B-52 ont, d'autre part, à plusieurs reprises, bombardé une longue colonne de blindés irakiens qui se dirigeaient vers Al-Wafra et de très nombreuses explosions secondaires ont été entendues dans la région. A cet égard, il est évident que, militairement, l'offensive coûte d'autant plus cher au président irakien que, sortis de leurs trous, ses chars deviennent totalement vulnérables à l'aviation alliée. L'aviation américaine a toutefois perdu, dans le sud-ouest du Koweït, un avion AC-130 H d'appui au sol, avec ses quatre hommes d'équipage officiellement portés manquants. Version modifiée du C-130, l'AC-130 H, véritable canon volant, est équipé de quatre canons, deux de 20 mm et deux de 40 mm. Très efficace par sa puissance de feu, il est

cependant vulnérable du fait de son manque de maniabilité.

Cet accident, qui porte les pertes américaines — morts, prisonniers, disparus en action — à quarante, ne saurait toutefois modifier l'actuelle stratégie aérienne des alliés. Celle-ci semble avoir aussi conduit le président Saddam Hussein à tenter, après son aviation, de mettre à l'abri en Iran sa faible marine, objet de très nombreux raids.

Selon des témoignages recueillis par des officiers américains auprès des trente-cinq prisonniers de guerre faits mercredi et jeudi sur des bateaux irakiens et ramené à bord de l'USS Curtz, le président Saddam Hussein aurait donné l'ordre à ses commandants de navires du port de Um-Al-Qasr de gagner le port iranien de Bandar Khomeini. Selon eux, Um-Al-Qasr aurait été dévasté par les bombardements alliés et de nombreux bateaux seraient endommagés.

Le regain d'activité constaté à la fois en mer et surtout sur terre, où il se poursuit, ne saurait cependant, affirme-t-on de source officielle américaine, modifier le calendrier mis au point par l'état-major américain. « Le temps est à la patience », déclarait ainsi vendredi le général Walt Boomer commandant des « marines » déployés dans le Golfe. « Nous lancerons l'offensive terrestre quand nous serons prêts, non quand Saddam sera prêt », précisait-il, en ajoutant que, pour les troupes irakiennes, « le pire est encore à venir ».

FRANÇOISE CHIPAUX

Comment le pilote américain Lazisky a repéré le premier la colonne irakienne

## « Les SAM provoquaient des reflets rouges dans mon cockpit... »

« SAM, SAM », a crié Dick Lazisky en voyant une boule de feu s'élever vers son avion de reconnaissance au-dessus de la frontière koweïtienne. « Ça a commencé par des tirs massifs de mitrailleuses au sol, des balles transparentes rouges au nord et au sud [de la frontière] et des [missiles sol-air] SAM, groupés par trois, qui provoquaient des reflets rouges dans mon cockpit », a raconté, vendredi 1<sup>er</sup> février, à l'AFP ce commandant d'escadron du corps des marines, le premier aviateur, semble-t-il, à avoir fourni aux alliés une estimation précise de l'attaque irakienne du mardi soir, 29 janvier, sur Khafji, en Arabie saoudite.

« C'était plutôt effolant », a expliqué ce Bostonien de quarante et un ans qui n'avait encore aucune expérience des combats réels. « Vous voyez ces SAM arriver sur vous toutes les dix secondes comme de grosses boules de feu, ça attire l'attention. »

Dick Lazisky et le capitaine Dave Naaly, assés derrière lui, effectuaient un vol de reconnaissance à bord de leur Bronco OV-10, sans savoir qu'une force terrestre irakienne avait franchi la frontière saoudienne. « Il était à peu près minuit [mardi] quand nos avions ont commencé à enregistrer une colonne de véhicules qui rassemblait à un bataillon mécanisé, évoluant à

l'ouest de la route de Khafji en direction d'un contingent de Marines », a raconté Lazisky. Des échanges radio font alors comprendre aux deux hommes qu'une unité avancée de marines se retirait sous un feu ennemi intense. « Les marines ont dit qu'ils étaient débordés et se retiraient du secteur », précisera Dave Neely.

Multipliant les feintes devant les missiles SAM et les tirs de DCA, Dick Lazisky a illuminé des cibles au moyen de fusées fluorescentes, ce qui lui a permis quelques minutes plus tard de des chasseurs bombardiers américains de planifier les positions irakiennes. — (Reuters.)

JAN 10 1991







## LA GUERRE DU GOLFE

## Les conséquences du conflit

## L'Iran pourrait modifier sa position de neutralité en cas de riposte israélienne à l'Irak

L'Iran pourrait modifier sa position dans la guerre du Golfe si Israël répliquait aux tirs de missiles Scud irakiens, a déclaré, vendredi 1<sup>er</sup> février, le vice-président du Parlement iranien, M. Assadollah Bayat.

« Si Israël est assez stupide pour répondre aux attaques de missiles irakiens, le principal dirigeant et les responsables de la République islamique prendront sans aucun doute une position très différente de la position actuelle », a déclaré M. Assadollah Bayat, cité par l'agence de presse IRNA.

Téhéran a par ailleurs démenti les informations irakiennes faisant état de l'utilisation de l'espace aérien iranien par les forces de la coalition. Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Mahmoud

Vaezi, a d'autre part réaffirmé, au cours d'un entretien avec le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer (Le Monde du 2 février) que les avions irakiens qui ont atterri en Iran resteraient immobilisés sur son territoire jusqu'à la fin de la guerre. M. Vaezi a également demandé le retrait de toutes les forces étrangères stationnées dans le Golfe, troupes françaises comprises.

## M. Scheer poursuit sa tournée

A Paris, le Quai d'Orsay a déclaré que M. Scheer, dont la visite à Téhéran a coïncidé avec celles d'émissaires irakiens, algériens et yéménites, n'avait aucun mandat pour discuter d'une éventuelle initiative de paix. De source autorisée, on indiquait que la France ne prépare aucune nouvelle initiative

diplomatique, mais que les contacts doivent être maintenus dans la perspective de l'après-guerre.

L'Iran a précisé qu'aucune rencontre conjointe entre François Scheer, le vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hamadi, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Sid Ahmed Ghomri, et le ministre yéménite des affaires étrangères, M. Abdoul Aziz Al Dali, n'était prévue. Le président Rafsanjani devait recevoir séparément, samedi, les trois émissaires arabes, tandis que M. Scheer devait se rendre à Ankara, afin d'y rencontrer le ministre turc des affaires étrangères, M. Ahmet Kucuk Altınemec.

Selon l'agence IRNA, MM. Ali Akbar Velayati et Sid Ahmed Ghomri, ministres irakien et algérien des affaires étrangères, ont appelé à l'issue d'un entretien, à un « arrêt

immédiat de la guerre dans le golfe Persique afin de trouver une solution pacifique à la crise ». De son côté, leur homologue yéménite, M. Al Dali, a affirmé lors de sa rencontre avec M. Velayati, que « les forces occidentales sont venues dans la région pour y rester afin de dominer ses ressources pétrolières » et que « les raids menés visent à détruire l'Irak et non à libérer le Koweït ».

A Paris, M. Roland Dumas a reçu vendredi le vice-ministre libyen des affaires étrangères, M. Moussa Koussa. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué que cet entretien faisait suite aux contacts établis entre Paris et Tripoli, notamment à la suite de la rencontre, en novembre dernier à Paris, entre M. Dumas et son homologue libyen, M. Ibrahim Mohammed Al Bechari. (AFP, Reuters)

## Les assureurs des transporteurs baissent les primes

Le Comité d'évaluation des risques de guerre des assureurs londoniens (WRRC) a réduit vendredi 1<sup>er</sup> février de plus de moitié certaines surcharges pratiquées sur les cargaisons maritimes dans la région du Golfe en raison des risques liés à la guerre contre l'Irak. Cette réduction, qui concerne les assureurs des Lloyd's et de l'Institute of London Underwriters, a été décidée du fait de l'absence à ce jour d'attaques contre le commerce international dans la région.

La prime de risques de guerre imposée pour les principaux ports

irakiens, en particulier le terminal pétrolier de l'île de Kharg, a été abaissée de près de deux tiers à 0,75 % de la valeur de la cargaison contre 2 % précédemment. Les surcharges pour le Qatar et Bahrein ont été réduites de moitié à 1 % ainsi que celles pour les ports saoudiens de la mer Rouge (dont Djeddah) à 0,125 %. Les taux sont également réduits pour les ports israéliens et jordaniens. Une baisse plus modérée, de 0,25 % à 0,20 %, a été décidée pour le fret aérien à destination d'Israël. (AFP)

## Dans les librairies : moins de clients, d'autres lectures

« Bush, Saddam, ce n'est pas notre affaire... » La responsable de la librairie arabe Al Bustaneh - le jardin - près de la Mosquée de Paris, affiche une relative sérénité lorsqu'on lui pose la question de l'incidence de la guerre du Golfe sur le taux de fréquentation de son magasin. « Et puis, insistez-le, regardez, chez nous on trouve aussi la Bible, le Coran en édition française ou bilingue. Notre mission à nous est culturelle ; d'ailleurs, nous ne vendons pas d'ouvrages ayant trait à la guerre du Golfe ».

M. Hamadi ne craint ni les actes terroristes ni la provocation, il regrette simplement l'aspect trop spectaculaire de l'information télévisée. Bien sûr, les affaires d'en ressentent : « Les gens sont trop préoccupés en ce moment pour acheter des livres », reconnaît-il sur le ton du simple constat. De fait, son principal souci semble être le blocage à Marseille, pour contrôle, de livres dont les commandes ont été passées avant le début du conflit, et le règlement de ses fournisseurs.

Il n'empêche, qu'il s'agisse de grandes surfaces du livre comme la FNAC ou de librairies de taille plus modeste, qu'elles soient spécialisées ou non, toutes ont accusé le coup après le déclenchement du conflit dans le Golfe, notamment durant la première semaine.

## Retour aux Anciens

Même si l'on refuse de sombrer dans le pessimisme, la diminution des ventes est sensible et avouée : à la FNAC, rue de Rennes, la baisse de fréquentation a atteint 15 à 20 % par rapport à l'année dernière ; à celle de Montpellier, la baisse des ventes serait d'environ 3 %. « Mais vous savez, affirme tranquillement l'un des responsables montpelliérains, même à l'époque de la perdition des Versets sataniques de Salman Rushdie, nous n'avons pas eu de problème avec la communauté musulmane, et il n'y a pas de consignes de sécurité extraordinaires ».

Ce qu'en revanche on constate partout, c'est l'engouement subit pour tous les essais et documents relatifs à la guerre du

Golfe ou à Saddam Hussein, et plus généralement au Proche-Orient. Au palmarès des ventes arrive largement en tête la Guerre du Golfe, d'Eric Laurent et Pierre Salinger, chez Olivier Orban (entre dix et quinze mille exemplaires par jour, selon l'éditeur). Les atlas stratégiques et les cartes géographiques se vendent aussi très bien, parfois jusqu'à la rupture de stock.

A Montpellier, on se rue également sur les livres érotiques : « Nostradamus et les autres, ceux qui avaient prédit quelque chose ». Ce qui se vend nativement moins bien, ce sont les romans de la FNAC-Montparnasse, la baisse enregistrée est de l'ordre de 15 % sur le rayon littérature au mois de janvier. Encore qu'il faille nuancer le propos : les gens, saturés d'information, manifestent le désir de s'échapper de ce quotidien pénible... et de revenir à des références plus lointaines ; de se ressourcer à la pensée des Anciens : Sénèque, Épictète, Cicéron... Retour à des sources littéraires philosophiques qui « procéderaient d'une recherche d'assurance... et du besoin qu'éprouvent les gens de se raccrocher à quelques choses de consistantes », selon Georges Dupré, responsable de La Hune, boulevard Saint-Germain.

Au Divan tout proche, on est plus prudent quant à l'incidence de la guerre sur ce retour aux Anciens. Il n'en reste pas moins que la librairie arabe de Georges Steiner, réaliste Provençal, est ici considérée comme la best-seller du mois : « Un vrai ballan d'oxygène dans le contexte actuel ».

Rue des Rosiers enfin, à la librairie Bibliophane, spécialisée dans le judaïsme culturel, l'activité s'est franchement ralentie ; les clients, mais aussi et surtout les promoteurs, se sont fait rares. M. Wernicoff, les et passablement agacé par cet intérêt soudain que manifestent les journalistes, explique : « De toute façon, pour ce qui est des attentats, le pire est à venir, après la fin du conflit. C'est là qu'il faudra craindre des représailles ». Et d'ajouter, un rien ironique : « Pour le moment, on se sentait presque plus en sécurité ici, dans la librairie, qu'ailleurs dans Paris ».

CLAIRE POINSIGNON

## La France dément avoir eu des contacts avec des Irakiens à Téhéran

M. Louis Le Penec, porte-parole du gouvernement, a indiqué, vendredi après-midi 1<sup>er</sup> février, que le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait de nouveau, au cours du conseil des ministres, apporté un « démenti formel » aux informations selon lesquelles M. François Scheer, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, aurait, lors de son séjour à Téhéran, rencontré des dirigeants irakiens présents dans la capitale iranienne afin de discuter de nouvelles initiatives de paix (Le Monde du 2 février). M. Le Penec a ajouté : « Les activités diplomatiques qui entourent la guerre du Golfe sont nécessai-

rament réduites, car toute recherche éventuelle d'une trêve serait vouée à l'échec tant que l'Irak ne donnera pas de signes concrets de sa retour du Koweït ».

Selon le porte-parole du gouvernement, la visite de M. Scheer s'inscrivait dans la série des visites dont la France a pris l'initiative dans les pays concernés par la crise du Golfe. M. Le Penec a ajouté : « Le secrétaire général du Quai d'Orsay examinera également avec les dirigeants irakiens nos relations bilatérales. Il n'est en aucune façon prévu qu'il ait d'autres contacts avec les personnalités se trouvant à Téhéran ».

## M. Wilfried Martens n'envisage pas d'accroître l'engagement de la Belgique

BRUXELLES

M. Wilfried Martens a fait sur les antennes nationales, jeudi 31 janvier, une communication gouvernementale relative à l'engagement de la Belgique dans la guerre du Golfe. Prenant en considération les propos de l'opposition libérale, qui lui reproche de faire preuve d'esprit restreint dans la participation aux côtés des États-Unis et de se montrer ingrat à l'égard du pays qui libère la Belgique de l'occupation nazie, le premier ministre a dit : « Par le passé nous avons prouvé sur le sol de la Belgique que nous étions victimes d'injustice et de violence. Nous nous devons de témoigner aujourd'hui d'une même solidarité envers ceux qui traversent des épreuves similaires ». C'est-à-dire les victimes et les protecteurs des victimes de l'Irak, « l'État policier qui a réprimé de manière particulièrement cruelle toute forme de résistance passive ».

## L'affaire Walid Khaled

M. Martens a rappelé l'engagement de cinq bâtiments belges dans des opérations logistiques et de déminage, la présence de dix-huit Mirage en Turquie et les « missions intensives de transports de nos avions Hercules C 130 » entre l'Europe et le Proche-Orient, indiquant au passage que six cent cinquante militaires belges sont actuellement dans le Golfe.

Toutefois, il n'a rien dit qui laisse entrevoir un plus grand engagement de Bruxelles dans le conflit, hypothèse qu'on ne

repousse pas a priori dans son cabinet, « si des développements nouveaux avaient lieu ».

Beaucoup moins glorieusement, avant d'apparaître sur les petits écrans, M. Martens avait participé à un débat à la Chambre des représentants sur l'affaire Walid Khaled, ce terroriste entré en Belgique avec un visa du ministère belge des affaires étrangères (Le Monde du 23 janvier).

Personne, dans les partis de la majorité, n'ayant envie d'aller au fond des choses en ce moment, cela s'est terminé par un vote de confiance, après que le premier ministre eut accusé trois hauts fonctionnaires de graves fautes, allant jusqu'à la « dissimulation » de la vérité. L'opposition libérale qui réclamait à tout le moins le départ du ministre des affaires étrangères, M. Mark Eyskens eut beau jeu de s'étonner que les sanctions se limitent à des démissions imposées et qu'il soit question de commuer deux des coupables à des postes d'ambassadeurs dans des pays importants.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## La fin du congrès du PSJ

## Le Parti socialiste japonais réaffirme son attachement au « neutralisme non armé »

A l'issue des trois journées de son congrès annuel, qui s'est achevé vendredi 1<sup>er</sup> février, le Parti socialiste japonais (PSJ) a réaffirmé son attachement au principe de « neutralisme non armé ». Il a adopté une résolution demandant au gouvernement de retirer sa proposition de contribution de 9 milliards de dollars à la force multinationale et de renoncer à son projet d'envoi d'appareils de transport militaires au Proche-Orient.

TOKYO

de notre correspondant

Les initiatives gouvernementales, estiment les socialistes, sont contraires à l'esprit de la Constitution et conduisent à un engagement de fait du Japon dans la guerre. Le PSJ a préconisé, en revanche, l'ouverture de pourparlers entre le Japon et les nations oco engagées dans la guerre (Chine, URSS et pays scandinaves notamment) en vue de trouver une solution négociée.

Dominiés par la question du conflit au Proche-Orient, les travaux du congrès socialiste ont pris le tour d'une « grande messe de la paix » qui s'est faite passer au second rang ce que sa présidente, M<sup>me</sup> Takako Doi, avait nommé en avril dernier la « perspective du parti ». C'est-à-dire un processus de réforme visant à faire du premier parti d'opposition une solution de rechange crédible.

La guerre dans le Golfe semble avoir suspendu cet agissement et avoir ramené le PS sur ses posi-

## Un « réflexe de Pavlov »

Pour certains, en revanche, ce neutralisme non armé n'est qu'une sorte de « réflexe de Pavlov » des socialistes nippons, symptomatique de leur irréalisme.

La suspension du processus de réforme du PS en prétexte du gouvernement et le caractère vague de son programme ont notamment déçu les représentants de la grande confédération syndicale Rengo (sept millions d'adhérents).

La seule innovation de ce congrès fut l'adoption officielle de la nouvelle appellation du Parti socialiste, - du moins pour l'étranger. Son oom anglais devient en effet Social democratic party of Japan. M. Yamaguchi, secrétaire général, n'osa cependant préciser qu'il s'agissait de question, pour l'instant, de changer le oom japonais du PS qui demeure Shakaito, soit Parti socialiste. Ce double visage des socialistes nippons est symbolique des difficultés auxquelles ils font face pour se forger une nouvelle identité compte tenu de leurs divergences internes.

Ph. P.

## Selon le département d'Etat américain

## Soixante attentats contre des intérêts des pays alliés ont été commis depuis le début des hostilités

Le département d'Etat américain dénombre, jeudi 31 janvier, soixante « actes de terrorisme » visant les intérêts des alliés depuis le début de la guerre du Golfe. La responsabilité d'agents irakiens a été établie dans dans trois de ces attentats, a encore précisé cette source.

A Beyrouth, vendredi 1<sup>er</sup> février très tôt le matin, une explosion a fait voler en éclats les vitres de l'ambassade de Turquie, sans faire de victime. Ce même vendredi à Amman, capitale jordanienne, un colis piégé a éclaté devant la succursale de la British bank of the Middle East. L'attentat revendiqué après de l'AFP par un groupe jacobin, les Partisans de Saddam, a endommagé la vitrine de la banque et deux voitures en

stationnement, mais n'a blessé personne. C'est la deuxième attaque en trois jours dans cette capitale, visant des objectifs appartenant aux membres de la coalition anti-irakienne. A Lima (Pérou), dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février, un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru a tiré des rafales de mitraillettes sans faire de victime contre l'immeuble abritant les ambassades de Grande-Bretagne et d'Israël, alors qu'un autre groupe du même mouvement faisait exploser trois bombes artisanales à proximité de l'institut culturel britannique.

Les mesures de protection sont systématiquement renforcées dans les pays concernés. Ainsi la cinquième édition du Salon ouestique de Marseille qui devait se tenir du 9 au 17 février a été annulée.

ans. Selon cette enquête, 76 % des adolescents approuvent l'intervention des États-Unis et de leurs alliés contre l'Irak et 68 % approuvent la participation de la France aux combats. De l'avis de 48 % d'entre eux, la France participe à la guerre « pour libérer le Koweït », alors que pour 39 % il s'agit surtout de « maintenir notre approvisionnement en pétrole ». 74 % des jeunes interrogés affirment n'éprouver que de faibles craintes pour leur sécurité personnelle ou familiale.

PRÉCISION. - Dans l'article intitulé « Les États-Unis contestent la présence de l'Irak à la commission des droits de l'homme de l'ONU » (Le Monde du 30 janvier), le nom du nouveau président de la commission a été mal orthographié. Il s'agit de M. Enrique Berceles Ballesteros, de nationalité péruvienne.

SEMI-NOUVEAU SUPPLÉMENT CHAMPS Le Monde ÉCONOMIQUES

الجمهورية العربية السورية



هنا من الأصل

# LA GUERRE DU GOLFE

## Le débat déontologique sur l'information

### L'émissaire de l'Elysée a écouté les doléances des envoyés spéciaux de la presse française

ARABIE SAOUDITE  
de notre envoyé spécial

Les autorités françaises semblent avoir pris la mesure des entraves que subissent les envoyés spéciaux en Arabie saoudite. M. Mitterrand a délégué à Ryad l'un de ses collaborateurs, M. Jean-Louis Chambon, avec mission de lui rendre compte des conversations qu'il a eues sur place, du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février. L'émissaire de l'Elysée a fait le voyage de Paris avec le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées, et en compagnie de M. Jean-François Bureau, conseiller technique au cabinet de M. Pierre Joxe, chargé de la communication. A entendre les confidences des trois hommes, les journalistes pourraient bénéficier à l'avenir de davantage de liberté.

Les incidents dont la Cinq puis TF 1 ont été à l'origine sont, pour une part, la conséquence du cessez-le-feu imposé auxquelles la presse est soumise en Arabie saoudite. A l'usage, des règles, que les journalistes ont

pris l'engagement de respecter, se sont révélées particulièrement contraignantes : celle qui leur interdit tout contact avec les unités françaises s'ils n'ont pas été accrédités par l'état-major de l'opération « Daguet » et n'ont pas obtenu de lui un feu vert ; et celle qui précise qu'aucune interview ne peut avoir lieu sans l'autorisation du Centre militaire de presse.

#### Marché de dupes

Personne n'a été obligé de signer la charte qui détaille ces règles de conduite, et certains journalistes français basés à Doha, près des forces américaines, ne l'ont pas fait. La contrepartie de cette liberté, c'est qu'ils n'ont accès ni aux camps ni aux bases françaises, telle celle d'El-Ahsa, d'où les Jaguar partent bombarder les positions irakiennes.

Du moins peuvent-ils se lancer à l'aventure dans le désert sans « officiers accompagnateurs ». Ils ont de



« En fait, c'est un reportage du pool » (The Guardian).

bonnes chances de croiser l'une des nombreuses unités françaises qui y nomadient depuis une dizaine de jours, mais c'est risqué : une équipe

de CBS a disparu au cours d'un de ces reportages « sauvages », et les patrouilles militaires françaises, américaines et saoudiennes sont de moins en moins indulgentes pour ces équipes « hors pool ». Confection de films, reconduite sous bonne escorte dans le bon chemin et tracasseries diverses sont le lot de ceux qui ont choisi de tester ainsi la liberté de la presse, surtout depuis que les troupes irakiennes viennent tuer les Saoudiens chez eux.

Les envoyés spéciaux qui ont accepté les règles du « pool », c'est-à-dire de participer sagement à des voyages organisés, n'ont pas ces soucis. Mais ils ne sont pas toujours d'accord. Vendredi 1<sup>er</sup> février avait lieu l'une de ces excursions soigneusement préparées et quelquefois profitables dont les journalistes accrédités ont pris l'habitude. Débarqués d'hélicoptères non loin de la frontière irakienne, vingt-cinq d'entre eux ont été fort civilement reçus par les officiers du premier régiment étranger de cavalerie. Au programme, un petit discours sur

les titres de gloire de cette unité et une démonstration de la mobilité de ses blindés et des propos rapides échangés avec quelques légionnaires visiblement chapitrés. Au bout de deux heures, le « pool » a été invité à reprendre le chemin de sa base arrière, à Ryad, à 800 kilomètres de là. Date du prochain voyage pour les chameaux de ce vendredi : une petite semaine.

Du coup, les journalistes accrédités ont le sentiment d'avoir passé avec les autorités militaires françaises un marché de dupes. Ils avaient escompté que ces visites seraient plus fréquentes, plus longues, voire qu'ils pourraient partager, pendant quelques jours, la vie de certaines unités, pas à vingt-cinq mais à quelques-uns. Moyennant quoi, ils ont signé une charte qui les lie et les met dans la position de ne pas pouvoir exercer leur métier ou d'avoir à renier leur engagement. C'est cela que l'émissaire de M. Mitterrand a appris à Ryad et, a-t-il dit, compris.

BERTRAND LE GENDRE

### Les protestations de la profession se multiplient

« Nous n'avons pas attendu les recommandations du CSA, du gouvernement et de l'Observatoire parlementaire pour prendre nos responsabilités professionnelles » : pour la première fois, les sociétés de journalistes de quatre chaînes de télévision (TF 1, A 2, FR 3 et la Cinq) ont signé un communiqué commun réaffirmant leur vigilance déontologique et leur volonté d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics.

Le texte s'élève ensuite contre les limites imposées à la couverture du conflit en affirmant que les journalistes « ne voulaient pas avoir un jour à célébrer l'effacement ou l'oubli de ses morts, à venter l'invincibilité de la ligne Maginot, à encenser « Pétain père de la victoire » et Villender « de Gaulle le traître », à transformer Dien-Bien-Phu en succès militaire, à parler des événements d'Algérie sans rien dire de la torture, bref à devenir les journalistes du mensonge officiel et du vèrét d'Etat ».

Les protestations et les mises en garde se multiplient. C'est ainsi qu'une soixantaine de journalistes, parmi lesquels Michel Butel, Cabu, Dominique Janet, Georges Moniaron, Bernard Langlois et Siné ont signé un « appel » affirmant que « les journalistes n'ont pas à cacher aux discours officiels... et mesurer un uniforme dans leur tête. Le respect du pluralisme et la liberté de l'information sont plus que jamais une exigence majeure ». Le Syndicat national des journalistes CGT estime que « les Français ne reçoivent pas une information véritable sur les conséquences humaines de la guerre du Golfe parce que les équipes de télévision et les photographes violent la liberté de la presse imposée par le gouvernement, les autorités militaires, le SIRPA et le CSA ».

De leur côté, dix quotidiens de l'Ouest de la France se sont collectivement engagés à ne pas publier « de photos dégradantes d'éventuels prisonniers français diffusées par l'Irak » et à ne pas reproduire « de déclarations qui émaneraient d'hommes soumis à la contrainte, voire à la torture, que le régime de Bagdad utilisait à des fins de propagande ». Il s'agit de *Centre-Press*, la *Charte libre*, le *Courrier de l'Ouest*, la *Nouvelle République du Centre-Ouest*, *Ouest-France*, *Paris-Normandie*, *Presse-Océan*, la *République-Eclair des Pyrénées*, la *République du Centre et du Sud-Ouest*.

Publicité

Aux U.S.A. deux chercheurs fabriquent le super-rétinol

### La dernière nouvelle pour la jeunesse

NEW YORK - L'opinion publique américaine est atteinte d'une maladie qui peut désormais être tranquillement taxée d' incurable : la maladie de la jeunesse.

Des débats télévisés, des enquêtes, des tables rondes et les rubriques permanentes dans la grande presse, tout semble converger vers une même grande idée collective qui « doit être concrétisée ».

Elle est arrivée, du New Jersey, cette dernière nouvelle de la science, répondant à cette préoccupation.

En étudiant longuement le rétinol et sa capacité antioxydante en utilisation cosmétique, les chercheurs Geoffrey Brooks et Hans Schaeffer ont découvert de nouvelles possibilités à cette molécule qui, dotée d'une chaîne protéique, améliore sa pénétrabilité dans la peau.

Pour accrocher cette « chaîne », les deux chercheurs ont utilisé un réacteur biologique à base de consommation d'énergie. Brooks et Schaeffer ont déclaré : « Nous avons découvert, par des tests réalisés sur des hommes et des femmes âgés de 32 à 64 ans, l'augmentation du pouvoir de la nouvelle molécule, baptisée super-rétinol, à réduire le nombre et la profondeur des rides de 8 à 20 fois, par rapport à ce que pouvait faire le rétinol simple ».

Le super-rétinol a été utilisé dans une nouvelle pommade antirides, qui est commercialisée sous le nom de *Anti-Age Super* par la Société Korff de New York, auprès des pharmacies américaines.

Elle est arrivée, il y a peu de temps auprès des pharmacies françaises également.

### Une majorité d'Américains approuvent le contrôle imposé aux médias

Pays où le droit à la liberté d'expression est brandi sans cesse, les Etats-Unis ont découvert avec la guerre du Golfe le poids de la censure militaire, et loin de protester, la grande majorité des Américains applaudit des deux mains. Campés devant leur poste de télévision, les Américains estiment à 80 % que la censure militaire est une « bonne idée », selon un récent sondage du *Times Mirror*. Mieux, même, 37 % sont favorables à son renforcement. Attitude dont témoigne largement le courrier des lecteurs des journaux : « Je ne tiens pas à savoir ce qui se passe à la seconde même lors de l'opération « Tempête du désert », pas si cela signifie compromettre la sécurité de nos troupes dans la bataille », écrit un habitant d'Oyster Bay au quotidien new-yorkais *Newsday*, résumant l'avis général.

« Les Américains soutiennent complètement l'effort de guerre et ne veulent pas le compromettre », a expliqué de son côté à l'AFP John Ferre, professeur d'éthique des médias à l'université de Louisville (Kentucky), rappelant que, lors de l'intervention américaine à la Grande en 1953, la grande majorité des Américains avait approuvé l'exclusion des médias.

#### « Saddamovision »

Pour le *New York Times*, cette volonté populaire de renforcement de la censure s'explique aussi par le fait que la télévision donne pour la première fois en direct des « briefings » de guerre. Les militaires « savent comment résister aux journalistes qui cherchent à débusquer les faits. Mais le public

(...) y trouve une source supplémentaire d'oppression », estime le journal.

De fait, trois Américains sur quatre pensent que les militaires ne dissimulent pas les mauvaises nouvelles. Soulignant le manque d'information sur les pertes civiles, John Ferre pense que si la guerre se prolonge et s'il s'avère que les militaires ont menti sur l'importance des victoires ou celle des morts, l'adhésion pourrait se retourner brutalement.

Avec une poignée de manifestants qui critiquent le caractère partisan des informations sur la guerre, il n'y a guère que les journalistes pour se plaindre du poids de la censure du Pentagone. Celle-ci n'a pas empêché nombre d'entre eux de critiquer la volonté de faire de la « propagande d'urgence » par le *Daily News* de New-York, qui reprend les mêmes termes que la Maison Blanche. L'éditorialiste de *Newsday* est le seul à vraiment s'interroger sur l'utilisation réelle de la presse de ce conflit médiatisé : « Est-ce que les 800 reporters qui travaillent sur le pool couvrant notre côté de la guerre ne sont pas utilisés par l'armée pour montrer des images rayonnantes d'une campagne victorieuse à 102 % ? ». — (AFP)

□ L'AFP engage une procédure judiciaire contre le Pentagone. — L'Agence France-Presse (AFP) a annoncé vendredi 1<sup>er</sup> février, sa décision d'engager une procédure judiciaire aux Etats-Unis contre le Pentagone en raison du refus qui lui est opposé de participer aux pools du Département de la Défense américain. L'AFP reproche en outre au Pentagone de ne pas lui permettre d'accéder au produit des pools photo en Arabie saoudite, précise l'agence dans un communiqué. Selon M. Joshua Kauffman, avocat de l'agence française, « le refus d'accès aux pools constitue le déni d'un droit et une atteinte au premier amendement de la Constitution américaine ». — (Reuters)

### Le Monde diplomatique du mois de février est paru

#### Golfe : la force au mépris du droit

- Gagner la paix, par Ignacio Ramonet.
- Une guerre si propre..., par Claude Julien.
- Les Nations unies nous la coupe de Washington, par Richard Falk.
- M. Bush, seul décideur, par Marie-France Toinet.
- Débatte et interrogation dans la presse américaine.
- La télévision loin des fronts (L.R.).
- L'éclatante démission de la diplomatie européenne, par Paul-Marie de La Gorce.
- Modèles dans la guerre un ordre de paix au Proche-Orient ?, par Alain Gresh.
- Les dossiers à ouvrir quand les armes se seront tuées.

### LIVRES POLITIQUES

D EUX revues nous ramènent sur les rives du Golfe, où la guerre semble s'enliser dans les sables et le mol clapotis d'une mer lourde de pétrole. Cependant elle se poursuit obscurément avec ses raids lointains et ses alertes nocturnes.

A ce théâtre-là, qui est tout sauf celui des opérations, le spectacle est abas : on ne voit les acteurs que lorsqu'ils entrent et sortent de la scène et, encore, ne les voit-on pas tous puisque les autres, ceux du camp adverse, n'apparaissent même pas dans les coulisses. Ainsi, à la troisième semaine de son déclenchement, la guerre du Golfe cache sa réalité et se réfugie derrière sa « logique ».

A ce jeu, elle risque de s'user plus vite que prévu et, en tout cas, avant d'avoir atteint son but. Elle ne va pas assez vite cette guerre et, plus elle dure, plus on s'interroge sur sa finalité, compte tenu des moyens et des méthodes mis en œuvre pour y parvenir. Que tant de questions se posent, que tant de justifications s'imposent, alors que le combat est commencé, c'est bien, qu'il y a un doute, ou quelque chose de pas clair. Les guerres justes ne le sont que pour ceux qui les font et ceux-là, au moins, ne devraient pas avoir besoin de s'autosuffire.

Il faut donc chercher ailleurs que dans la logique des armes les tenants et aboutissants d'une crise qui existait avant et qui a toutes les raisons de durer après. Les deux revues signalées plus haut, *Monde arabe* et *Maghreb Machrek*, d'une part, et *Revue d'études palestiniennes*, d'autre part, examinent la situation sous plusieurs aspects.

Rédigées avant le déclenchement des hostilités, elles risquent d'être démodées, comme on dit, après la bataille. En fait elles ont une actualité qui n'a rien résolu leur confère le recul nécessaire. Elles invitent à réfléchir, à partir de données que l'issue des combats n'effacera pas, à ce qu'il adviendra après.

Les guerres, avant de devenir des victoires ou des défaites, sont d'abord des échecs : rien ne compense leur absurdité mais, au minimum, est-on en droit d'espérer que la violence née de l'aveuglement débouche sur plus de lucidité. Celle du Golfe qui, précisément, se prévaut du droit et d'un nouvel ordre mondial devra tenir ses promesses ; on l'attend au tournant, avec d'autant plus d'inquiétude que, pour l'heure, elle manque singulièrement de perspectives au-delà de la libération du Koweït et de l'abaissement de l'Irak. Elle n'en sera pas quitte avec les quelques velléités de relance diplomatique qui s'ébauchent — si dont on peut craindre que, comme les précédentes, elles tournent court — quand leur apparente eudécia n'est pas aussitôt corrigée à la

### Censure jusqu'à nouvel ordre

baïsse (voir la dernière déclaration américano-soviétique pourtant bien vague). Au risque de déranger le non-dit ambiant, il serait temps de préciser ce que l'on voudrait faire après : l'ambiguïté sur les buts de guerre serait levée si l'on percevait les buts de paix ; une paix véritable et non l'instauration d'un nouvel équilibre aussi menacé que le précédent.

Hélas, derrière le langage martial des politiques ou le langage de bois des diplomates, il n'y a que paralysie ; l'avenir de cette région du monde, ce n'est pas le moment d'en parler. Il y aura, sans doute, mais ce n'est même pas sûr, des conférences pour cela. Paradoxalement, les idées neuves, les vues prospectives, les réajustements prévisibles, ce mélange de réalisme et d'imagination que l'on attend de la responsabilité politique, le parler vrai, le parler juste qui devraient exprimer le gravité du moment, ne viennent ni des hommes ni des lieux de pouvoir. Retournons donc à nos revues et vers tous ceux qui participent au débat réel.

Dans *Maghreb Machrek*, Ghassan Salameh examine cette « première crise régionale de l'après-guerre froide » en fonction de ce qu'elle permet de tenter : d'abord, la volonté de dissuader d'autres agressions du type de celle qui s'est commise à l'Irak au Koweït ; ensuite, la nouvelle attitude de l'URSS et, derrière une couverture multilatérale éprée l'affirmation du leadership américain dans cette région mais aussi dans la mesure à laquelle tous les pays consommateurs sont intéressés (cette idée est reprise par Alain Joxe dans la *Revue d'études palestiniennes*) ; la crise met aussi à l'épreuve le contrôle de la division territoriale, dans la mesure où la statu quo instauré par la guerre froide est remis en cause (c'est la cas, dans des conditions pacifiques et démocratiques, en Europe, et, de manière plus contestable, au Liban et aux marches d'Israël).

Dans le même revue, Henry Laurens montre combien la revendication irakienne sur le province du Koweït est faible, car ce pays pourrait tout aussi bien revendiquer une grande partie de l'Arabie saoudite. Et réciproquement. Elizabeth Picard explique, de son côté, que le régime irakien s'est effimé autour de deux axes : celui de la redistribution

### ANDRÉ LAURENS

d'inspiration socialiste de la rente pétrolière et celui de la violence sécuritaire, à l'intérieur avec un système policier, à l'extérieur avec les interventions militaires. Au résultat, il y a un pays moins pauvre qu'appauvri, pratiquement en banqueroute.

Ces facteurs de crise, comme bien d'autres dans cette région instable, étaient connus des spécialistes et, à ce titre, pouvaient être prévus. L'éclatant y aurait gagné, si l'on croit Georges Corm, qui, dans *Revue d'études palestiniennes*, estime que le système régional arabe était entré dans l'orbite politique occidentale. Après le désengagement soviétique, l'ouverture à l'émigration des Juifs d'URSS vers Israël, peu ou prou acceptée par ses voisins, on peut dire, assure-t-il, que « la quasi-totalité des vingt-deux pays arabes avait une politique étrangère en harmonie et qui cherchait à s'inscrire dans le sillage de l'Occident... Voilà quelle était la situation. Aujourd'hui, en l'espace de quelques jours, du fait de l'action de M. Bush et de l'envoie qu'il a donnée à son intervention militaire, le nouveau système régional arabe se scinde brusquement en deux ». Qu'en sera-t-il demain, après la victoire promise ?

Pour renouer avec les masses arabes, si c'est possible, sans doute faudra-t-il que l'Occident donne d'autres illustrations de sa conception du droit et de la morale. En posant, par exemple, sur le règlement de problèmes structurels, tels ceux de la répartition de la richesse pétrolière, du déséquilibre des populations dans cette région, ou, encore, des frontières, comme l'observe Georges Corm. Cela passe, selon lui, par un système de taxation pétrolière, par la création de pôles d'industrialisation, par le respect imposé à tout le Moyen-Orient des résolutions de l'ONU. Dans le même revue, Alain Joxe estime que l'Europe doit ressaler l'idée « profondément européenne » des Nations unies, d'autant plus que c'est dans la Vieux Continent, et à lui, que les problèmes vont se poser : aussi bien l'ONU devra-t-elle se recentrer sur l'Europe et l'Eurasie. Avis aux premiers intéressés.

Ces idées, et bien d'autres, sont dans l'air. Elles pourraient relancer sur ces points chauds du débat politique inexistait ou, du moins extrêmement réservé, qu'il a bousculé l'ordre ancien. Bref, on oserait bien avoir, entre deux communiqués de guerre, des nouvelles de la paix. Pour celles-là, la censure ne devrait pas jouer.

► *Monde arabe* et *Maghreb Machrek*. « L'invasion du Koweït ». La Documentation française, 160 pages, 45 F. ► *Revue d'études palestiniennes*. « La crise du Golfe ». N° 37 Editions de Minuit, 240 pages, 68 F.



## EUROPE

URSS : réunion du Conseil de la Fédération

## De hauts responsables militaires vont se rendre dans les Républiques baltes « pour discuter »

Le président Gorbatchev et les dirigeants d'une dizaine des Républiques soviétiques se sont séparés vendredi soir 1<sup>er</sup> février apparemment sur un constat d'échec à l'issue d'une réunion du Conseil de la Fédération au Kremlin. Par ailleurs, la décision de M. Gorbatchev d'envoyer dans les pays baltes des délégations soviétiques de haut niveau, comprenant notamment des responsables militaires pour des « discussions » avec les représentants locaux, a été très fraîchement accueillie à Vilnius.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Le vice-président d'URSS, M. Guennadi Iannov, a beau qualifier le Conseil de la Fédération d'organe politique le plus important dans la nouvelle structure du pouvoir, la réunion du vendredi 1<sup>er</sup> février, sous la présidence de M. Gorbatchev au Kremlin, faisait un peu pauvre : la plupart des ténors et présidents des Républiques les plus remuantes avaient choisi de se faire représenter. Ainsi, ni le président de Russie, M. Boris Eltsine, ni bien sûr son collègue lituanien, M. Vytautas Landsbergis, ni celui d'Estonie, M. Arnold Ruutel, pas plus que le président kazakh, M. Noursoultan Nazarbajev, ou le Géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia, ne s'étaient déplacés. Il y avait bien

le président arménien, M. Levon Ter Petrossian, et le Letton, M. Anatolijs Gorbunovs, mais ceux-ci ne figuraient pas parmi les dirigeants invités à s'exprimer vendredi soir au cours du journal télévisé et M. Ter Petrossian se refusait par ailleurs à tout commentaire.

Alors que M. Gorbatchev, ouvrant la réunion du Conseil vendredi à midi, n'espérait pas qu'elle se poursuive samedi tant l'ordre du jour était chargé, selon l'agence Tass, en fin d'après-midi il n'était plus question de se revoir le lendemain. M. Ter Petrossian s'enfermait dans son bureau de la représentation arménienne à Moscou et le représentant permanent de la Lituanie dans la capitale soviétique, qui participait à la réunion, partait pour Vilnius rendre compte.

La question de la répartition des pouvoirs entre le centre et les Républiques, dans le cadre du projet de traité d'union, a été abordée sans que des progrès notables puissent être enregistrés, au contraire puisque, selon Tass, « un certain nombre de nouveaux problèmes ont surgi ». M. Gorbatchev a réaffirmé sa position sur la construction d'un « Etat fédéral démocratique ». Sans parler des Baltes, qui considèrent simplement qu'ils n'ont rien à voir avec un quelconque traité d'union, plusieurs Républiques, et notamment la Russie, ont émis des réserves sur ce projet. Les Républiques baltes, la Moldavie, l'Arménie et la Géorgie n'entendent pas participer au référendum du 17 mars selon les règles établies par M. Gorbatchev, et la

Russie elle-même étudie actuellement une autre formule. Pour M. Andréï Fedorov, vice-ministre des affaires étrangères de Russie, « un traité d'union est nécessaire, mais quel traité et sous quelle forme ? S'il s'agit d'un accord venu du bas que les Républiques elles-mêmes concluent, c'est correct. Mais si on leur propose un traité qu'elles doivent seulement signer, ce n'est pas bon. Elles doivent le mettre au point elles-mêmes. Dans le projet de M. Gorbatchev, il y a des points positifs que l'on peut utiliser, mais des parties entières et le schéma d'ensemble ne nous conviennent pas. Pour M. Gorbatchev, le traité d'union est comme un chapeau mis sur la tête ». M. Eltsine, qui poursuit son jeu personnel, a passé la journée à présider le Parlement de Russie. Il se réserve, selon son entourage, pour une « importante déclaration télévisée » le 5 février, au lendemain de négociations qui doivent débiter lundi entre la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. Ces « quatre grands » de l'URSS se préparent à signer leur propre accord, une démarche parallèle et indépendante du traité d'union voulu par M. Gorbatchev.

## « Idéologie occidentale »

Mais c'est sur la question balte que les discussions ont visiblement échoué. Le Conseil de la Fédération, dont la dernière réunion remonte au 12 janvier, veille au massacre de Vilnius, a exprimé « son extrême inquiétude et sa préoccupation sur la situation dans les Républiques baltes », a indiqué M. Rafik

Niehanov, président du Soviet des nationalités au Parlement soviétique. Les participants ont été unanimes pour demander la reprise d'un dialogue politique et l'abandon du recours à la force, mais on peut fortement douter que l'unanimité ait été atteinte lorsqu'il s'est agi d'approuver la version soviétique des origines de la crise balte, qui veut que les affrontements aient été provoqués par « les actes anticonstitutionnels pris dans les Républiques baltes et les violations des droits de l'homme » commises par les indépendantistes. M. Niehanov a d'autre part réitéré l'exigence que les Parlements des Républiques rebelles reviennent sur « les lois anticonstitutionnelles adoptées à la hâte ». Une demande déjà rejetée par ces mêmes Républiques.

Parallèlement, M. Gorbatchev décidait par décret d'envoyer trois délégations de Moscou « discuter d'un ensemble de problèmes politiques, économiques et sociaux » dans les Républiques baltes. Le mot « négociation » n'est pas ici prononcé. Ces délégations, dont la date de départ n'est pas connue, seront composées de huit personnalités chacune, essentiellement des membres du gouvernement soviétique et des hauts responsables militaires. Ainsi, le général Mikhaïl Minisscev, chef d'état-major de l'armée soviétique, fera partie de la délégation envoyée en Lituanie, tandis que le général Valentin Varennikov, commandant en chef de force de terre, se rendra en Lettonie. Si l'un en juge par les déclarations de ce même général Varennikov à la réunion du conseil

de la Fédération, rapportées par le premier ministre estonien à l'agence UPI, ces démarches ne participent pas d'un esprit d'ouverture particulièrement élargi : « Les pays baltes sont devenus un terrain d'essais pour l'idéologie occidentale », aurait-il dit, et « la recherche d'un compromis avec Landsbergis est une vaine entreprise ».

## Longues matriques

Les dirigeants baltes, eux, ne se bercent guère d'illusions sur cette nouvelle initiative du Kremlin. Pour M. Savisaar, le premier ministre estonien, Moscou cherche simplement à « gagner du temps ». M. Landsbergis, pour sa part, a déclaré à la radio lituanienne « ne pas voir là le signe de bonne volonté du Kremlin que nous attendions ». Le président lituanien ne s'est bien entendu pas privé de relever la formulation du décret présidentiel qui décide simplement de l'envoi d'une délégation dans « la République socialiste soviétique de Lituanie ». Une appellation honnie à Vilnius. « Cela veut dire que nous devons d'abord capituler et nous rendre » avant de discuter, a observé M. Landsbergis.

Les Lituanais ont effectivement toujours quelques raisons de s'inquiéter sur les intentions de Moscou puisque, si certaines unités militaires semblent s'être retirées, l'armée conserve le contrôle des bâtiments qu'elle a occupés de force à Vilnius. Les autorités militaires ont informé les dirigeants lituanais que des patrouilles de l'armée allaient être

organisées jour et nuit à Vilnius en application du décret présidentiel et des directives ministérielles entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> février.

Moscou a vécu cette entrée en vigueur dans le plus grand calme et les forces de l'ordre se sont bien comportées, même si on a vu parfois, çà et là, un groupe de miliciens armés de longues matriques : 63 patrouilles conjointes milice-armée, selon la police, ont circulé à pied vendredi après-midi dans la capitale. Selon la *Komsomolskaïa Pravda* d'ailleurs, la température - entre -20 et -30 degrés - s'est allée au sous-équipement vestimentaire des soldats pour encourager les patrouilles à exercer leurs talents surtout dans le métronome et les passages souterrains. Bien sûr, ni chars ni blindés ne sont sortis. La Géorgie, l'Arménie et la Moldavie ont décidé que ces mesures n'étaient pas applicables sur leurs territoires, de même que les Etats baltes. A Tallin, la milice a refusé de participer à des patrouilles avec l'armée.

Le Parlement russe, de son côté, a enfin réussi à adopter, après plusieurs tentatives, une motion très stricte d'un texte prévu à l'origine comme une condamnation de la politique du Kremlin dans les Républiques baltes. La résolution sur la situation politique finalement votée condamne l'utilisation de soldats russes dans les conflits interethniques et s'oppose à ce que l'état d'urgence puisse être instauré en Russie sans consultation de ses députés.

SYLVIE KAUFFMANN

## Le putsch mou

Suite de la première page

Il faut dire, à la décharge de ces nouveaux parlements, que le « centre » ne leur facilite pas la tâche, en défendant bec et ongles tout ce qui lui reste. Le gouvernement de l'Union continue de gérer à l'ancienne les usines de niveau fédéral, c'est-à-dire l'essentiel de l'industrie du pays. Le Parti communiste « verrouille » ses propriétés, notamment ses nombreuses entreprises de presse, décrétant avec l'aide de la troupe un immuable après l'autre. Or, l'ancien et le nouveau système s'épuisent mutuellement dans cette coexistence de plus en plus conflictuelle : tandis que les pouvoirs locaux discutent dans le vide, le « centre » onbille ses velléités de réformes pour se rabattre sur les instruments les plus traditionnels, mais aussi les plus stériles, du pouvoir ancien : police et armée.

Conclusion d'un éditorialiste de l'« Indépendant » : « La paralysie du pouvoir est entrée dans sa phase finale : le pouvoir du paralytique. » Et ce paralytique, c'est bien évidemment M. Gorbatchev. Le président soviétique est plus isolé que jamais depuis le tournant d'octobre 1990, lorsque, contrairement aux conseils de M. Chataline et Petrakov, il a entériné ses plans de « réforme économique radicale », à la plus grande satisfaction de la bureaucratie gouvernementale fédérale et de son chef d'alors, M. Rykov.

Un succès qui a été, peu après, « transformé » par une offensive en règle, politique celle-là, contre ceux que les conservateurs appellent les « conseillers de l'ombre » : M. Chevardnadze, Petrakov et Chataline ont été passés au départ ; M. Balakine, le ministre de l'intérieur, jugé trop libéral, a été écarté, comme il le confirme lui-même, sous la pression des « durs » ; seul M. Alexandre Iakovlev, récemment réapparu dans l'entourage présidentiel, semble devoir conserver un rôle au sein du

conseil de sécurité qui reste à créer. Résultat, comme l'explique un des rares amis de M. Gorbatchev : « Le jour de Vilnius, le président était seul face aux militaires. Il a dû s'incliner ».

## « M. Gorbatchev honnête mais faible »

Est-il pour autant à l'abri des critiques de ce côté-là ? Nullement, car les conservateurs en uniforme lui reprochent ouvertement, désormais, ses hésitations, voire ses trahisons. Le général Filatov, rédacteur en chef de la *Revue d'histoire militaire*, qui s'était déjà signalé en publiant *Mein Kampf*, d'Adolf Hitler (et l'on attend toujours de connaître les « sanctions sévères » promises contre lui par le ministre de la Défense), publie des articles accusant ouvertement M. Gorbatchev de « détruire le socialisme ».

Le colonel et député Petronchenko avertit : « On ne fait pas de politique avec des mains qui tremblent. » Un peu plus modéré, son compère le colonel Alkanis, chef des pieds-rouges de Lettonie, trouve le président soviétique « honnête mais faible ». Même le KGB, l'institution restée jusqu'à présent la plus fidèle au président, a des doutes. Son numéro deux, le général Buhkov, admet, devant un journaliste, que M. Gorbatchev, à force de « changer d'avis brusquement » et de formuler des « jugements contradictoires », fait preuve d'« inconstance ». Une impression que confirment ses interventions publiques, surtout lorsqu'elles sont improvisées : le style en est parfois si déconstruit que la presse a beaucoup de mal à en tirer un texte à peu près cohérent.

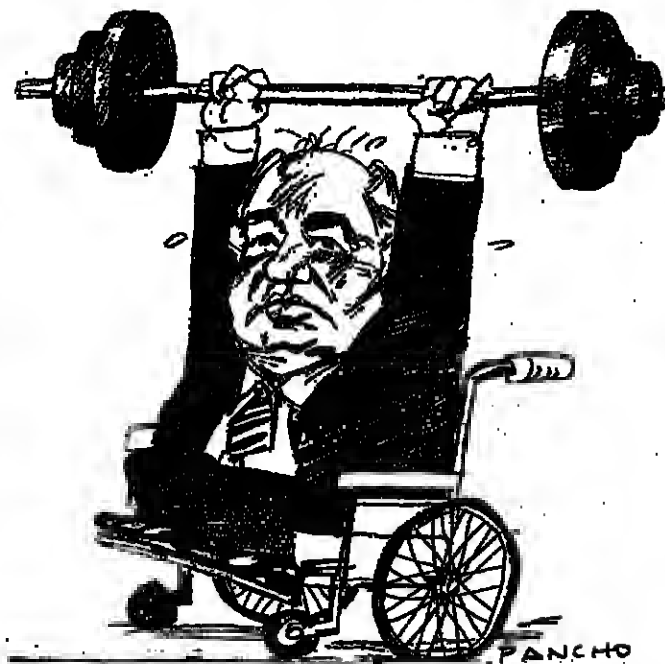
A gauche, chez les libéraux, Vilnius a fait également tomber les masques. Les plus sévères demandent à M. Gorbatchev d'abandonner, parmi ses nombreuses casquettes, celle de chef d'Etat : puisqu'il se conduit en communiste, disent-ils, qu'il reste à la tête de cette organisation discréditée

mais ne se mêle pas du reste. Les plus charitables lui demandent, au contraire, de quitter la direction du parti pour rester président. « Coupez les ponts avec le PC, lui disent ses anciens amis libéraux, rejoignez votre vraie famille, quittez le camp réformateur, et vous retrouverez votre popularité perdue ».

Is ont raison, cette mesure de chef du Parti communiste est, dans les circonstances actuelles, plus un boulet qu'un atout : comme l'explique le néo-conservateur de Leningrad Guidaspov, « autrefois, le parti était le parti du secrétaire

parallèle, mais il est resté un appareil ».

Antoritaire (il croit toujours qu'il suffit de signer des décrets pour redresser la situation), il est toujours aussi insuffisant en matière économique et manque en même temps de l'intuition et des « astuces » qui font les bons politiciens, dont même M. Khromtchev faisait preuve. Pourquoi, par exemple, avoir attendu près de dix jours pour présenter ses condoléances aux victimes de Vilnius, alors même qu'il assurait n'être pour rien dans la tragédie ?



général : aujourd'hui, les rôles sont inversés. N'importe quel secrétaire général doit tenir compte des opinions du parti ». Selon des sources informées, c'est le bureau politique du parti qui a décidé de désigner l'un de ses membres, M. Iannov, comme candidat à la vice-présidence du pays ; depuis son élection, c'est M. Iannov qui supervise à son tour, toujours avec le Politburo, les nominations dans l'appareil gouvernemental.

## Le phénomène Eltsine

Malheureusement, le président de l'URSS n'est pas enclin à céder de sitôt aux pressions de ses anciens amis libéraux. Il faudrait un de Gaulle, un homme capable de comprendre que les réformes partielles ne suffisent pas, qu'il n'est pas possible de démocratiser le système tout en gardant l'empire, que la seule solution est donc un nouveau bond en avant de la révolution qu'il a déclenchée. Or le père de la perestroïka a brisé l'ap-

pareil, mais il est resté un appareil ».

Du coup, et par défaut, le personnage de Boris Eltsine n'émerge au-dessus du paysage, en proportion même de l'effacement de M. Gorbatchev. La meilleure preuve du succès du président de Russie, c'est moins les acclamations qui accueillent chacune de ses apparitions que la haine que lui vouent les conservateurs de tout poil : les militaires viennent de déclencher dans leur quotidien, l'« Etoile rouge », une intense campagne contre lui, ramenant tout ce qu'on peut trouver de maréchaux et de héros de l'Union soviétique, pour fustiger son projet de création d'une armée russe (en fait, M. Eltsine précise qu'il s'agit seulement de « défendre la souveraineté de la Russie », mais qu'aucune décision n'a été prise).

Or, malgré ces attaques et une santé apparemment fragile, Boris Eltsine a effectué, de l'avis général, un parcours sans faute, aidé par une équipe de conseillers autrement plus efficace et moins dyspragmatique que celle, en voie d'éclatement, du président de l'Union. Sa

dernière trouvaille a consisté à négocier avec l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan (trois Républiques qui, avec la Russie, totalisent 85 % de la production de l'URSS) un traité régissant leurs relations à long terme. L'entreprise se présente déjà comme une redoutable rivalité du fameux traité d'« Union » que M. Gorbatchev cherche à faire ratifier sous son égide entre toutes les Républiques, mais qui, surtout après Vilnius, semble toujours hors d'atteinte.

## Un pouvoir en lambeaux

Qui l'emportera des deux camps qui se disputent un pouvoir en lambeaux ? L'hypothèse d'une reprise en main, sous couvert de l'état d'urgence, du pouvoir présidentiel direct et de divers « comités de salut public » est visiblement en progrès, et pas seulement dans les pays baltes. Il ne s'agit pas, bien sûr, de revenir à Brejnev, mais à ce que le néo-conservateur Polozkov appelle « la bonne perestroïka » : en gros, celle des trois premières années, avec un peu de glasnost et même plus de marché qu'à l'époque, mais avant la grande débâcle du pluralisme parlementaire.

L'ennui est que personne ne voit, dans tout cela, une solution. En premier lieu, personne - ni M. Gorbatchev ni non plus ses militaires - ne souhaite assumer l'opprobre suscité par les milliers de morts que coûterait le rétablissement de « l'ordre » dans toutes les régions troubles, la dissolution des parlements et des gouvernements locaux, la reprise en main de la presse. En second lieu, aucun de ces nostalgiques n'a de recette pour le redressement de la situation économique. Déjà, les décrets de types policier et administratif que M. Gorbatchev multiplie ces derniers temps confirment surtout l'absence de perspectives crédibles dans ce domaine.

Plus probable est donc la poursuite du « putsch mou » déjà commencé. C'est d'ailleurs ce à quoi l'on s'attend dans les pays baltes : à une occupation « à la tchécoslovaque » ; pas à celle de la normalisation triomphante imposée par Gustav Husak, mais plutôt à celle des premières semaines qui avaient suivi l'intervention d'août 1968, lorsque les chars glissaient impuissants au milieu d'une population hostile. Avec cette différence que, cette fois, la gangrène s'est solidement installée au cœur même du système condamné. Ce n'est plus seulement un avant-poste du socialisme, mais la Russie elle-même qui revit ce qu'elle avait vécu du temps de Boris Godounov : le temps des troubles.

MICHEL TATU

## EN BREF

■ **Délégations européennes dans les pays baltes.** - Une délégation du Conseil nordique, regroupant les présidents des Parlements du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède, se rendra à partir du mardi 5 février dans les trois Républiques baltes et assistera au « sondage » sur l'indépendance organisé en Lituanie, à-t-on annoncé vendredi 1<sup>er</sup> février à Copenhague. Par ailleurs, une délégation parlementaire du Conseil de l'Europe se rendra du 14 au 17 février à Moscou, Vilnius, Riga et Tallinn. - (AFP)

■ **ITALIE : Démission du ministre de la justice.** - M. Giuliano Vassalli, ministre de la justice, a démissionné, vendredi 1<sup>er</sup> février, de ses fonctions sans donner d'indication sur ses motivations. Le départ de M. Vassalli était cependant attendu. Selon certaines informations, il devrait être bientôt nommé juge à la Cour constitutionnelle. Avocat connu, M. Vassalli, soixante-seize ans, avait été appelé au gouvernement il y a trois ans et demi. - (AFP)

■ **Le Conseil de l'Europe accorde le statut d'invité spécial à la Roumanie.** - Le Conseil de l'Europe a attribué, vendredi 1<sup>er</sup> février, le statut d'« invité spécial » à la Roumanie, après un premier refus en octobre 1990. Parmi les pays de l'ex-bloc de l'Est, y compris l'URSS, seule l'Albanie ne bénéficie pas encore de ce statut. La Hongrie est déjà membre à part entière, la Tchécoslovaquie le sera le 21 février et la Pologne devrait l'être après ses élections générales libres. - (AFP)

■ **ALBANIE : rétablissement des relations diplomatiques avec Washington.** - L'Albanie et les Etats-Unis sont parvenus à un accord sur le rétablissement de leurs relations diplomatiques, a indiqué vendredi 1<sup>er</sup> février l'agence albanaise ATA. Les « détails techniques » ont été mis au point à New-York et il ne reste plus qu'à fixer les dates et lieux de la signature. - (AFP)

■ **Signature d'un accord améliorant la coopération des polices française et allemande.** - Le ministre allemand de l'intérieur, M. Wolfgang Schäuble, et son homologue français, M. Philippe Marchand, ont signé vendredi 1<sup>er</sup> février à Bonn un accord améliorant la coopération entre les polices de leurs pays. Cet accord précise les conditions d'échanges et de stages d'apprentissage de la langue des personnels de chacune des deux polices. Les séjours durent environ trois mois et les fonctionnaires bénéficient pendant cette période d'un statut d'observateur. - (AFP)

JAVICO 1350



## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : l'annonce de la disparition prochaine de l'apartheid

### Le président De Klerk entend faire table rase des textes encore en vigueur

Un pas de plus a été franchi sur la voie du démantèlement de l'apartheid, et il s'agit cette fois d'un pas de géant. Le président Frederik De Klerk, dans son discours aux députés, à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire, vendredi 1<sup>er</sup> février, n'y a pas été par quatre chemins. L'ancien avocat n'a pas joué les effets de manches. Il a simplement annoncé que la discrimination raciale disparaîtrait au fur et à mesure que la procédure d'abolition d'une nouvelle Constitution progresserait. Il a rappelé que plusieurs lois avaient déjà été abrogées avant d'expliquer pourquoi le moment était venu de faire table rase des textes encore en vigueur.

#### LE CAP

de notre envoyé spécial

C'est d'un ton ferme et convaincu, les deux mains posées sur les bords du pupitre, que M. De Klerk a lancé aux parlementaires que l'abolition du Land Act de 1913 et celle du Group Areas Act de 1950 leur seraient soumises au cours de la présente session. Un bruit de mécontentement s'est immédiatement élevé des bancs conservateurs. Après quelques secondes d'interruption, le président a ajouté que le Population Registration Act serait lui aussi aboli cette année. Cette fois, les députés du Parti conservateur quittèrent bruyamment la salle.

Ces trois lois et celle sur la discrimination raciale dans les lieux ouverts au public (Separate Amenities Act), abrogées depuis le 15 octobre dernier, constituaient les quatre derniers piliers de l'apartheid, un système inique auquel une bonne partie de la population blanche reste cependant attachée. Avec l'apartheid agonisant, ce sont les privilèges qui meurent. La droite et l'extrême droite n'entendent pas capituler sans se battre, sûres de leur bon droit, de la supériorité de la race blanche sur la race noire et d'avoir toujours agi, selon les préceptes de la Bible, au nom de Dieu.

#### La ségrégation par l'argent

Au début de la semaine, le pasteur Andries Treurnicht, chef du Parti conservateur, est allé soutenir l'occupation du centre de Pretoria par quinze mille fermiers en colère. Eugène Terreblanché, responsable de l'AWB, mouvement néonazi dont l'emblème est une svastika stylisée, a fait de même. L'abolition du Land Act met en péril le bien le plus cher des Afrikaners : la terre à laquelle ils sont viscéralement attachés et qu'ils n'entendent pas partager avec des fermiers noirs ou métis. Cette loi votée par le Parlement de

l'Union sud-africaine en 1913, amendée en 1936, sans que la Couronne britannique y trouve à redire, est largement antérieure à l'arrivée au pouvoir du Parti national en 1948. C'est elle qui confère la majorité noire sur seulement 13,7 % des terres.

La droite afrikaner est arbutée sur ses positions. Un peu partout à travers le pays, des municipalités conservatrices ont trouvé un moyen bien simple de perpétuer sous une autre forme la ségrégation raciale que la loi interdit pourtant dans de nombreux domaines. Elles fixent des tarifs exorbitants pour l'accès aux lieux publics, aux bibliothèques, aux piscines, de tous ceux qui ne résident pas dans les agglomérations blanches. Les Noirs qui vivent toujours dans leurs ghettos, sont donc désormais victimes d'une ségrégation par l'argent.

Tant que toutes les barrières fondées sur les différences raciales ne seront pas tombées, l'apartheid continuera d'exister. Le Group Areas Act, qui régit la discrimination résidentielle, a organisé les villes sud-africaines sur le même modèle. Chaque race a son quartier. Les Noirs, les métis et les Indiens vivent dans leurs ghettos, aux portes des villes blanches. Les contrastes sont saisissants entre les centres hypermodernes de grandes villes comme Le Cap ou Johannesburg, et les townships évanouissants créés par la surpopulation, le désenvolement et la misère.

Dès la naissance, conformément au Population Registration Act, le vie des citoyens sud-africains est en

quelque sorte programmée en fonction de leur race. Blancs, métis, Noirs et Indiens sont ainsi classés en catégories. Les Blancs ne sont pas « asiatiques » comme les Coréens, mais « Blancs d'honneur », au même titre que les diplomates et hommes d'affaires noirs africains ou américains. Ce texte de loi, fondamental pour le système sud-africain, est l'un des fondements de l'ancienne Constitution. C'est pourquoi il ne pourra pas être purement et simplement abrogé comme les autres. Il disparaîtra au cours de cette session parlementaire, le président l'a promis, mais avec des mesures d'accompagnement transitoires comblant le vide ainsi créé.

#### Un manifeste et une déclaration

Cependant, comme l'a précisé le ministre du développement constitutionnel, M. Gerrit Viljoen, au cours d'une conférence de presse, dès que la mesure aura été annoncée, les débats qui naîtront ne seront plus, comme leurs parents, classés en catégories différentes en fonction de la couleur de leur peau. Ils seront simplement « citoyens sud-africains, sans autre spécification ».

Pour sortir des pièges posés par l'apartheid, le président De Klerk a choisi d'attaquer sur tous les fronts à la fois, condition sine qua non pour continuer à mener ses réformes tambour battant comme il le fait depuis son accession au pouvoir, le 20 septembre 1989. « Le moment est venu de construire la

nation », a dit le chef de l'Etat au tout début de son discours, signifiant en fait qu'il devient urgent de se débarrasser du passé. Pour étayer son propos, le président a alors annoncé qu'il avait pris « la liberté de formuler quelques idées » diffusées en même temps que le texte de son allocution sous le titre de *Manifeste pour la nouvelle Afrique du Sud*. Un manifeste qui pourrait être associé à « une Déclaration des droits de l'homme à laquelle le gouvernement est d'ores et déjà prêt à souscrire », a-t-il ajouté.

Au moment même où il s'exprimait, quinze mille manifestants défilaient dans les rues du Cap, réclamaient une Assemblée constituante et un gouvernement intérimaire pour gérer le pays jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution. En tête du cortège, Walter Sisulu, compagnon de route de Nelson Mandela, responsable de la branche interne de l'ANC, donnait le bras à Clarence Makwetu, le président du Congrès panafricain (PAC). Les deux organisations, qui divergent sur leur façon de combattre l'apartheid, ont trouvé pour dénominateur commun : ces deux revendications que sont l'Assemblée constituante et le gouvernement intérimaire. Deux exigences que le président De Klerk a rejetées une fois de plus car « les négociations sur une nouvelle Constitution sont l'affaire de tous les partis politiques », a-t-il dit, indiquant également que l'actuel gouvernement continuerait son œuvre jusqu'à ce qu'une nouvelle Constitution ait été adoptée.

FREDERIC FRITSCHER

### Les trois derniers piliers

Les trois lois raciales dont le président Frederik De Klerk a annoncé la prochaine abolition par le Parlement constituent les trois derniers piliers de l'apartheid.

— La loi sur l'habitat séparé (Group Areas Act) attribue un lieu de résidence en fonction de la race. Initialement votée en 1950, soit deux ans après l'arrivée au pouvoir du Parti national, puis amendée en 1966, cette loi avait entraîné jusqu'en 1984, selon des chiffres officiels, l'expulsion de leurs foyers de plus de 126 000 familles (66 % métisses, 32 % indiennes et 2 % blanches) qui résidaient dans un quartier réservé à un autre groupe racial. Ce texte est en fait ouvertement bafoué, depuis une bonne dizaine d'années, dans les plus grandes villes, à tel point que le gouvernement, mis devant le fait accompli, avait préféré entériner cet état de choses en légalisant, en 1989, la présence de « non-

Blancs » dans quelques quartiers blancs, devenus des quartiers officiellement multiraciaux baptisés « Free settlement Areas » (zones de résidence libre).

— Les deux lois sur la terre (Land Acts) attribuent aux Blancs la propriété de 87 % des terres et aux Noirs les 13 % restant, divisées en dix bantoustanes dont quatre ont été déclarées « indépendantes » par Pretoria. Ces deux lois ont été votées en 1913 et en 1936, c'est-à-dire bien avant l'apparition du terme « apartheid » et l'accession des nationalistes au pouvoir.

— La loi sur la classification de la population (Population Registration Act) de 1950, la plus importante, puisqu'elle « étiquette » les Sud-Africains à la naissance, en fonction de la couleur de leur peau, et conditionne tout le reste de leur existence en fonction de ce critère racial.

Les autres grandes lois d'apartheid abolies précédemment sont :

— En 1985, la loi sur l'immoralité (« Immorality Amendment Act ») de 1957, interdisant les relations sexuelles entre personnes de races différentes, et la loi sur l'interdiction des mariages mixtes (« Prohibition of mixed marriages act ») de 1949.

— En 1986, les lois sur les permis intérieurs, les fameux « passbooks », qui interdisaient aux Noirs de séjourner plus de trois jours en zone urbaine sans une autorisation spéciale. Ce document devait être obligatoirement porté par les non-Blancs. Il désignait leur ethnicité et, en fonction de celle-ci, leur lieu d'habitation.

Le 15 octobre 1990, la loi sur les lieux publics séparés (Separation of Separate Amenities Act) de 1953, concernant l'apartheid dit « mesquin » (bibliothèques, parcs, plages, toilettes...). — (AFP)

### La communauté internationale applaudit mais reste divisée sur une levée des sanctions

L'annonce de la prochaine abolition des derniers piliers juridiques de l'apartheid a suscité, en Afrique du Sud, l'approbation prudente des militants antiracistes et provoqué la fureur des députés du Parti conservateur (PC) et de l'extrême droite. « Nous osons maintenant combattre pour la survie du peuple blanc », a menacé le porte-parole du PC, Ferdi Hartzenberg.

L'archevêque anglican Desmond Tutu, tout en se réjouissant d'un « pas positif » que représente l'abolition des lois d'apartheid, a souligné que « les obstacles concrets, économiques, sont toujours là ». Concernant, par exemple, la redistribution des sols, Mgr Tutu a expliqué que « les noirs n'ont pas les moyens financiers d'acquiescer des terres » et qu'ils risquent, pour des mêmes raisons, de ne pas avoir la possibilité matérielle de quitter les ghettos.

A Windhoek (Namibie), la Conférence sud-africaine pour un développement équilibré (SADCC) a lancé un appel « pressant » à la communauté internationale pour qu'elle maintienne les sanctions contre l'Afrique du Sud. La Commission européenne par sa section chargée des relations commerciales extérieures a, fait savoir que, si tôt que sera mis en vigueur le train de réformes annoncé par le chef de l'Etat sud-africain, la CEE pourra « procéder à un assouplissement des mesures adoptées en

1986 », à savoir l'embargo sur les importations de fer, d'acier et de pièces d'or. En Allemagne, le groupe parlementaire des Unions chrétiennes (CDU/CSU) du chancelier Helmut Kohl a d'ores et déjà demandé le levée immédiate des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

Les gouvernements de la Suède et des Pays-Bas, qui ont chaudement accueilli le discours de M. De Klerk, s'affirment prêts désormais à étudier la possibilité de levée des sanctions. L'Australie, de son côté, va appeler le Commonwealth à dis-

cuter de ce dossier, lors de la prochaine réunion du comité des ministres des affaires étrangères prévue les 15 et 16 février à Londres. Le gouvernement britannique a réagi de façon plus mesurée. Le Foreign Office précisant que Londres n'accroîtrait pas la pression sur ses partenaires européens : « La Communauté européenne ira plus loin lorsque ces mesures (l'abolition des lois d'apartheid) seront engagées », a-t-il indiqué.

A Washington, le département d'Etat a salué la décision du président De Klerk et les « mesures

spectaculaires et d'une grande portée » qu'il a annoncées. Mais il a souligné que la libération de « tous les prisonniers persécutés pour leurs convictions politiques ou détenus indûment sans procès » restait une des conditions à remplir pour pouvoir obtenir la levée des sanctions contre Pretoria, décrétées par le Congrès. « Nous attendrons que le Parlement agisse et nous verrons ensuite », a, pour sa part, commenté le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. — (AFP, AP, Reuters, UPI)

### Les réactions en France

Le président du RPR, M. Jacques Chirac, a réagi aux décisions annoncées en Afrique du Sud en disant, vendredi 1<sup>er</sup> février : « Je me félicite que le président Frederik De Klerk vienne d'annoncer la prochaine abolition des trois lois qui constituent, en Afrique du Sud, les derniers fondements de l'apartheid que j'ai toujours condamnés. Cette mesure courageuse marque une étape importante dans le processus de concertation qui permettra de conduire ce pays au respect des règles de la démocratie et des droits de l'homme ».

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a vu

dans ces mesures « une grande étape juste et courageuse ». « Il reste qu'il y a encore une discrimination, mais elle est de type économique, a-t-il dit sur Europe 1. Le fait cependant que les grandes lois soient abolies, c'est vraiment la voie ouverte vers une Afrique du Sud nouvelle. La question qui va se poser (...) est de savoir si cela doit nous entraîner, nous pays d'Occident, à desserrer un peu le dispositif à l'égard de l'Afrique du Sud. On va entendre quelle est la réaction des responsables noirs. Mais je trouve tout à fait normal de saluer positivement ce qui est fait par De Klerk et qui est très, très courageux ».

Au nom du Parti socialiste, Mme Claire Dufour, adjointe au secrétariat national, chargée des droits de l'homme, a estimé que « l'évolution », en Afrique du Sud, « a été possible grâce à la pression exercée par la communauté internationale, notamment par le biais des sanctions économiques. Cette politique ne pourra être considérée comme achevée que lorsque toute ségrégation aura été définitivement abolie ». Elle a-t-elle souligné. Cela passe par l'insécurité, sans restriction, du suffrage universel pour tous ».

MAROC : la répression après les émeutes de la mi-décembre

### Quelque trois cent quatre-vingts personnes ont été condamnées à des peines de prison

Une certaine confusion continue de régner concernant les procès engagés contre des manifestants à l'issue des violentes émeutes du 14 décembre dernier. De source informée, on indique que, sur « plus d'un millier d'interpellés », environ « sept cents ont été traduits en justice », dont quelque « trois cent quatre-vingts » ont été condamnés à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison.

D'un point de vue strictement judiciaire, les choses sont loin d'être finies. Ainsi à Tanger, quarante et un prévenus, poursuivis pour « entrave à la justice », « trouble de l'ordre public », ont été condamnés, vendredi 1<sup>er</sup> février, à des peines de prison allant de trois mois avec sursis à dix mois ferme. A Fès, le procès de deux groupes d'« émeutiers » (au total cent dix-huit personnes) vient d'être reporté à une date ultérieure, d'après le correspondant local de l'agence Reuters.

La manière dont ont été opérées les arrestations ainsi que le déroulement des procès suscitent l'interrogation des militants des droits de l'homme. Selon un responsable de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH), « entre ceux qui ont été condamnés à deux mois et ceux qui l'ont été à quinze ans, les peines-verbales sont, bien souvent, presque les mêmes. On fait « payer » les gens ou

hasard, ou, en tout cas, selon des critères que nous ignorons ». Ainsi, affirme l'OMDH, « un grand nombre de procès-verbaux de la police ne comportaient pas des prévisions suffisantes pour justifier des poursuites ». Plus grave, « dans certains dossiers en cours à Fès, Rabat et Kenitra, il a été établi publiquement que des décrets portaient des traces manifestes de torture », infligées « durant la garde à vue, dans les locaux de la police ». Dans la plupart des cas, les tribunaux n'ont pas pris ces indications en compte ni demandé d'expertise médicale.

Concernant le nombre des victimes - cinq morts à Fès, selon le bilan officiel -, on estime, de source officielle, que cent soixante-dix personnes (dont vingt parmi les forces de l'ordre) auraient été tuées dans tout le pays. La seule morgue de Fès aurait reçu quarante-huit cadavres. C. S.

## REPÈRES

### CHILI

#### Le président Patricio Aylwin décide de fermer la colonie « Dignidad »

Le président chilien Patricio Aylwin a décidé vendredi 1<sup>er</sup> février la fermeture de la colonie « Dignidad », un camp dirigé par d'anciens nazis accusés de pratiquer la torture et d'autres violations des droits de l'homme (voir Le Monde du 16 avril 1990). Pour ce faire, le gouvernement du président Aylwin a supprimé l'autorisation légale de la colonie accordée il y a trente ans à ses dirigeants, indiquant un communiqué officiel.

« Dignidad » est située dans une région montagneuse à 350 km au sud de Santiago, près de la ville de Peral. Son chef, Paul Schaefer, ainsi que les autres dirigeants de la colonie étaient arrivés au Chili dans les années 60. Ils ont été accusés à de nombreuses reprises de traitements cruels, de sévices sexuels et d'atteintes à la liberté de plus de 300 colons allemands et chiliens. De même, des opposants au régime militaire du général Augusto Pinochet (1973-1990) ont rapporté qu'ils avaient été torturés par des agents de la police secrète dans la colonie « Dignidad ». — (AFP)

### EL SALVADOR

#### La guérilla va remettre ses missiles sol-air soviétiques au Nicaragua

La guérilla salvadorienne a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> février, qu'elle allait remettre samedi aux autorités de Managua les missiles

sol-air soviétiques qu'elle avait obtenus auprès de militaires nicaraguayens. En revanche, elle conservera les missiles sol-air américains qu'elle détenait. Ces missiles anti-aériens portables Red-eye avaient été fournis par les Etats-Unis à la Contra, la résistance anti-sandiniste du Nicaragua, à présent dissoute. Quatre officiers nicaraguayens sont détenus à Managua, ils sont accusés d'avoir remis l'année dernière au FMLN 28 missiles Sam-7 et Sam-14.

Par ailleurs les combats entre l'armée et la guérilla salvadorienne ont fait au moins 13 morts et 12 blessés jeudi dans le département de Chalatenango, dans le nord du pays. — (AFP)

### HAÏTI

#### Le nouveau gouvernement veut obtenir l'extradition de M. Jean-Claude Duvalier

Haïti va entreprendre des démarches légales en vue d'obtenir l'extradition de M. Jean-Claude Duvalier et de récupérer les fonds détournés par son régime, a indiqué vendredi 1<sup>er</sup> février, au cours d'une conférence de presse, le président élu d'Haïti, le Père Jean-Bertrand Aristide.

Chassé du pouvoir au février 1986, Jean-Claude Duvalier s'était réfugié en France en compagnie de sa femme et de leurs deux enfants, avant d'être assigné à résidence dans les Alpes-Maritimes.

Par ailleurs, un religieux canadien a été gravement blessé, vendredi, à Port-au-Prince, d'une balle dans la tête par des bandits armés venus, semble-t-il, de la dévalise. La victime est dans un état grave. C'est la deuxième agression en moins d'un mois contre un religieux canadien. — (AFP)

**Le Monde ÉDITIONS**

**Les inégalités des années 90**

**Club Vauban**

Préface de Jean-Marie Colombani

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**CHAMPS**

**Le Monde ÉCONOMIQUES**



## ÉDUCATION

La mise en place des nouveaux cycles scolaires

## Le redoublement deviendra exceptionnel à l'école primaire

Tracée dans ses grandes lignes par la loi d'orientation du 10 juillet 1989, puis par un décret de septembre 1990, la réforme de la scolarité à l'école primaire doit être généralisée à partir de la rentrée prochaine. Le redoublement devra notamment devenir exceptionnel avant le collège. Dans un texte adressé aux directeurs d'école, le ministre de l'Éducation précise, vendredi 1<sup>er</sup> février, les conditions dans lesquelles ces transformations pourront être mises en œuvre.

Remplacer l'année-couperet par des périodes d'apprentissage plus souples (trois cycles de trois ans couvrant tout le cursus, de la maternelle au CM2), supprimer le redoublement, peu efficace et qui handicape lourdement la scolarité future, mettre en place un soutien personnalisé des élèves : le politique est ambitieux.

Elle suppose notamment que les instituteurs bousculent leurs habitudes et travaillent en équipe, qu'ils disposent de temps pour se concerter, mais aussi d'outils de pilotage et de directives claires.

Soucieux de ne pas brusquer les choses, le ministre de l'Éducation nationale a opté pour une mise en œuvre progressive. Trente-trois

départements avaient été choisis, dès septembre 1990, pour expérimenter cette nouvelle organisation. Après une phase de réflexion couvrant le premier trimestre, les écoles-pilotes se sont mises, en principe depuis le mois de janvier, à travailler selon le nouveau schéma ministériel. La généralisation à l'ensemble des établissements est prévue pour la prochaine année scolaire.

Mais le dispositif envisagé restait encore flou sur bien des points, comme ont pu en faire l'expérience, depuis cinq mois, les écoles des trente-trois départements pilotes. Le document d'usage, quant à lui, ne vient d'être adressé, par le ministre, à chaque instituteur concerné dans ces trente-trois départements et aux directeurs des autres écoles, repère donc cette lacune.

## Simplicité d'application

Ce texte devrait prochainement être édité au CNDP (Centre national de documentation pédagogique) et, ainsi, accessible aux parents d'élèves.

Le ministre précise d'abord les différentes possibilités d'organisation des classes, chaque école devant choisir « le mieux adapté aux besoins des élèves et aux contraintes locales ». On peut ainsi imaginer qu'un même maître

prene en charge un groupe d'enfants pendant les trois années d'un cycle. Ou, au contraire, que des élèves d'âge différent, d'un même cycle, soient confiés au même maître.

Où encore - troisième solution - organiser des groupes pour certaines disciplines « sur la base d'échanges de services et de compétences entre les maîtres ».

Tous les modes d'organisation sont possibles, précise le texte ministériel, s'ils ont comme objectif d'assurer « la continuité des apprentissages », sans répétitions ni ruptures inutiles.

Et à condition d'éviter certaines dérives, notamment le recours, sous couvert de « groupes de niveaux », à la restauration de « filières plus ou moins déguisées, en particulier celles qui seraient hautement contrôlées sur de simples bilans d'entrée ».

Jusqu'à l'enseignement escamoté, y compris dans la loi d'orientation, la question du redoublement paraît désormais tranchée, même si ce texte n'a pas de valeur réglementaire.

« Le redoublement conçu comme la reprise à l'identique d'une année scolaire ne se justifie plus, précise-t-on. Et la scolarité, dans l'ensemble des deux derniers cycles de l'école primaire, ne peut pas être prolongée de plus d'un an ».

C'est l'importance « que tous les élèves entrent au collège au plus

tard dans leur douzième année ». De la même façon, « le passage anticipé à l'école élémentaire n'a plus lieu d'être dans la mesure où la grande section de maternelle appartient au cycle des apprentissages fondamentaux ».

En outre, pour chacun des trois cycles, la direction des écoles s'est efforcée de définir avec précision les « compétences à acquérir » par les enfants. Véritable « tableau de bord » du maître, comme le souligne M. Lionel Jospin dans sa préface, ce guide précise par exemple qu'à l'issue du cycle 2 (grande section de maternelle, CP, CE1) les enfants doivent savoir résumer sommairement un texte lu, déchiffrer des mots inconnus ou utiliser une bibliothèque; ou bien encore, connaître la suite des nombres, savoir utiliser une calculatrice, etc.

Mais on leur demandera aussi de savoir mener un travail à son terme, ou encore d'utiliser une notice ou un mode d'emploi.

Il n'a pas d'année nouvelle mouture des instructions officielles, et les programmes de 1985 sur lesquels travaille actuellement le Conseil national des programmes (CNP), en vue d'un éventuel collatage, restent pour l'instant en vigueur.

Mais des indications devraient permettre aux enseignants de mieux façonner pour mettre en œuvre la réforme.

CHRISTINE GARIN

## CATASTROPHE

## Plus de 250 morts lors du séisme au Pakistan

NEW DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Un tremblement de terre, d'une intensité de 6,8 sur l'échelle de Richter, a provoqué la mort d'environ deux cent cinquante personnes, vendredi matin 1<sup>er</sup> février, à 4 heures 35, dans le nord du Pakistan. Ce séisme, dont l'épicentre se situe dans la chaîne montagneuse de l'Hindukush, qui est le prolongement occidental de l'Himalaya, a également entraîné d'importants dégâts matériels.

Les effets du tremblement de terre ont été notamment perceptibles dans la zone frontalière de l'Afghanistan, c'est-à-dire la province pakistanaise du Nord-Ouest, où une douzaine de localités ont été sévèrement touchées. Plusieurs milliers d'habitants ont été partiellement ou entièrement détruits. A Swat notamment, près de trois cents maisons se sont écroulées et quatre-vingts corps ont été retirés des décombres. Les autorités d'Islamabad craignent

que le bilan ne soit beaucoup plus lourd : en effet, une grande partie des zones affectées sont actuellement hors d'atteinte en raison de la neige qui recouvre tout le nord du Pakistan, notamment la région de Chitral. Certaines estimations non confirmées font état de trois cents, voire quatre cents morts. A Kaboul, le gouvernement afghan a annoncé un bilan de cinq morts, ainsi que la destruction de quelques habitations. Il est possible que ce séisme ait également provoqué des pertes en vies humaines en Union soviétique, dans la région du Tadjikistan.

En Inde, l'onde de choc a été ressentie dans tout le nord du pays. A New-Delhi, la population a été réveillée par un fort tremblement, mais celui-ci n'a provoqué que de légers dégâts matériels, la capitale indienne étant située à environ 1 000 kilomètres de l'épicentre. Le dernier séisme de puissance relativement importante a été ressenti en octobre dernier et mesurait 6,7 sur l'échelle de Richter.

LAURENT ZECCHINI

## SPORTS

## SKI ALPIN : les championnats du monde

## Natacha Bokal, enfant de Slovénie

SAALBACH

de notre envoyé spécial

« On ne peut vraiment pas savoir pourquoi on est rapide dans une épreuve et à la traîne dans une autre », l'auteur de cette réflexion, la Slovénienne Vreni Schneider, sait de quoi elle parle. Comme pour répondre à l'appel de ses admirateurs venus avec leurs énormes cloches des alpages des Grisons, elle a réalisé une première mondiale parfaite lors de l'épreuve de slalom des championnats du monde course-vendredi 1<sup>er</sup> février à Saalbach (Autriche).

La championne olympique de la spécialité souhaitait gagner la médaille qui manquait à sa collection, elle n'avait donc qu'un objectif : « Attaquer à fond ». Un pari parfaitement tenu sur ce premier parcours et la victoire assurée dans la deuxième. La seule à l'inquiéter vraiment fut celle qu'un attendait le moins, Natacha Bokal, la Slovène.

Cette alémanque yougoslave de vingt-trois ans ne possède pas un palmarès qui lui permette de nourrir des rêves de grandeur, avec sa modeste trentième place en Coupe du monde l'an passé. Enfant de Skofja-Loca, une petite localité située à 20 kilomètres de Ljubljana, elle est montée très jeune sur des planches, à l'image de ses compagnes de jeux. Une méchante blessure au genou au cours de la saison 1987-1988 l'obligea à abandonner la compétition au niveau européen.

## L'héritage de Matjeva Svet

Mais le ski reste sa passion. Elle continue à pratiquer, et même à disputer de petites courses sous le blason de son club. Étudiante à la faculté des sports de l'université de sa République, elle accepte même la proposition de participer de participer aux Universiades de 1989. Ce retour à la course se traduit par une victoire, qui

rassemble la jeune fille sur sa condition physique. Alors, peu après, lorsqu'on lui demande si elle souhaite retourner sur les champs de neige de la Coupe d'Europe, elle répond : « Pourquoi pas ? »

Le succès se fait attendre. Mais le petit bout de bonne femme volontaire s'entête. Elle affirme ne rien devoir à Matjeva Svet, sa concitoyenne médaillée d'or aux précédents championnats du monde, et secrètement rêve de faire mieux qu'elle. Les rapports entre la championne et les petites jeunes de l'équipe ne sont d'ailleurs pas très bons. Le départ de Matjeva Svet, au début de la saison, libère les dauphines sur le chemin du succès. Natacha Bokal le trouve à Kranje-Gora, une station pas très éloignée de chez elle, en Coupe du monde, le 11 janvier. Ce jour-là, malgré un dossier portant le numéro 47, elle termine à la deuxième place d'un slalom géant. « La petite fille de la neige », comme on l'appelle affectueusement dans ses montagnes, devient une « grande ».

C'est dans cet état d'esprit qu'elle aborde le deuxième manche du slalom des championnats du monde. « Je n'étais pas à une bonne place après la première manche, j'ai attendu dans la deuxième et ça m'a réussi », dira-t-elle. Un scénario tout simple, qui lui a permis de révéler le meilleur temps de cette seconde manche. Et la médaille d'argent et couronné sa prestation, un accessit qui ravit tous les spectateurs, témoin d'une course « fabuleuse », et remplit de joie les membres de la fédération de ski yougoslave, très perturbée depuis le départ de bilan de la firme nationale de ski, Elan.

Les Françaises, elles, durent se contenter des places d'honneur, avec la quatrième place de Florence Masnada et la septième de Patrice Chauvet. A chacune selon sa détermination.

SERGE BOLLOCH

## EN BREF

FOOTBALL : résultat nul (1-1) entre Bordeaux et Marseille. - Les Girondins de Bordeaux ont, sur leur terrain, obtenu un résultat nul (1-1) face à l'Olympique de Marseille, vendredi soir 1<sup>er</sup> février, en match amical de la 25<sup>e</sup> journée des championnats de France de football. Au terme d'une rencontre houleuse et marquée par l'expulsion du Marseillais Casani, les deux équipes n'ont pu se départager, puisque, au but marqué par le Bordelais Dugarry (22<sup>e</sup> min), les champions de France ont répliqué par un but de Waddell (75<sup>e</sup> min).

Incendie de la mosquée de Montigny-en-Ostrevent (Nord) : deux incendiaires - Quatre hommes et une femme ont été interpellés par la police, vendredi 1<sup>er</sup> février en début d'après-midi, à Montigny-en-Ostrevent (Nord). Ils auraient avoué être

les auteurs de l'incendie qui, le matin même, avait détruit la salle de prières dans la mosquée locale (le Monde du 2 février 1991). Dénoncés par l'épouse de l'un d'eux, ils auraient déclaré avoir « agi en état d'ivresse sans intention de commettre délibérément un acte raciste ».

Les États-Unis lèvent les restrictions imposées au vin traité au procyon. - L'agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> février, que l'importation aux États-Unis de vin contenant des traces de procyonidone - un fongicide utilisé par les viticulteurs européens - serait à nouveau autorisée pour quatre ans. Pour les exportateurs de vin européens aux États-Unis, dont le marché représente 1 milliard de dollars par an, ces restrictions affectaient entre 10 % et 20 % des exportations. - (AFP, UPI)

## JUSTICE

Devant la conférence des bâtonniers

## M. Nallet présente le schéma de la réforme de l'aide légale

Au cours de l'assemblée générale annuelle de la Conférence des bâtonniers, qui regroupe les chefs de file des cent quatre-vingt barreaux français, le ministre de la justice, M. Henri Nallet, a rendu public, vendredi 1<sup>er</sup> février, les grandes lignes du projet de réforme de l'aide légale qu'il s'est engagé à présenter au parlement à la session de printemps.

Présenté aux côtés des syndicats de magistrats, de fonctionnaires et d'avocats au cours des derniers mois, la Conférence des bâtonniers, souvent perçue comme une organisation plutôt conservatrice, regroupant, pour une bonne part, des notables peu enclins aux protestations tumultueuses, n'a pas, une fois passé le cap du budget, baissé sa garde. M. François Badel-Buzareignes, son président, l'a clairement montré en garde des sceaux, M. Henri Nallet, qui avait renoué avec la tradition en occupant de se joindre aux travaux de la Conférence.

Certes, la réforme des professions juridiques et judiciaires, après un marathon parlementaire, e bien été votée, ce dont se réjouissent les bâtonniers. Mais il reste de nombreux sujets de préoccupation : qu'il s'agisse, pour les avocats, de la crise de la justice - pour laquelle M. Badel-Buzareignes propose qu'on lance un plan de sauvetage « quinquennal » - ou de problèmes spécifiques. Le texte voté sur la réglementation de l'exercice du droit attend toujours ses décrets d'application. Le système de représentation nationale de la nouvelle profession issue de la fusion des conseils juridiques fait toujours grincer des dents. On s'exprime de l'assujettissement, pour les avocats, à une TVA de 18,6 %.

## Les moyens financiers

Mais surtout, on attend avec impatience le projet de réforme de l'aide légale que le garde des sceaux a promis de présenter au Parlement à la session de printemps, c'est-à-dire presque un an après la remise du rapport du conseiller d'État, M. Paul Bouchet.

M. Nallet, c'était l'un de ses premiers engagements, avait bien

compris, à son arrivée place Vendôme, qu'il fallait sortir de l'ornière dans laquelle son prédécesseur l'avait laissée une réforme pour laquelle tous les barreaux avaient, depuis un an, décliné des grèves à répétition. Mais il avait, aussi, assuré qu'il ne se laisserait pas dans un projet sans avoir, auparavant, obtenu les moyens de le financer. Ces moyens, désormais, M. Nallet estime en disposer. Il a donc annoncé aux bâtonniers les grandes lignes du texte qu'il va soumettre, avant la fin du mois de février, à la concertation de la profession.

Malgré les réticences, fréquemment affichées, du ministère du budget, l'enveloppe de l'aide légale devrait, en trois ans, être multipliée par trois et demi pour atteindre 1,5 milliard de francs. Ce qui représenterait 3,25 % du budget du ministère de la justice (contre 2,4 % aujourd'hui) s'il restait inchangé. Dès 1992, première année d'application de la réforme, la dépense se situerait entre 800 millions et 1 milliard de francs. M. Nallet ne veut pas aller au-delà, même si le niveau de cette aide doit être régulièrement réévalué : « Je ne demanderai pas d'arbitrages financiers supplémentaires », a-t-il prévenu.

Restent les mécanismes d'attribution et l'organisation de ce droit élargi à la défense des plus démunis. Sans que l'on veuille prendre le Smic comme seuil, il est vraisemblable que les personnes dont les revenus mensuels dépassent les 100 000 francs ne pourront bénéficier de l'aide totale, et que l'aide partielle pourrait être accordée à celles dont les revenus ne dépassent pas 8 000 F. Les Ordres seront dotés d'une enveloppe de crédits qu'il leur appartiendra ensuite de répartir. Ainsi Paris disposerait de 25 millions de francs, Rouen, de 10 millions de francs et Bobigny, de 13 millions de francs. Aux Ordres de s'organiser, barreaux ou barreaux, pour distribuer l'aide, choisir le système de désignation des avocats qui leur conviendrait le mieux, tout en respectant, pour les clients, le libre choix d'un défenseur. A eux aussi de définir le montant de la rémunération des avocats.

## Des réactions négatives

Des groupes régionaux d'intérêt public, comprenant avocats et représentants de l'État, devraient tenter de réguler le système. Barreaux et collectivités locales des évènements qui leur conviendrait le mieux, tout en respectant, pour les clients, le libre choix d'un défenseur. A eux aussi de définir le montant de la rémunération des avocats.

« Ce n'est pas, a dit M. Nallet, un marché de dupes. Mais déjà certains avocats manifestent leur déception, pour ne pas dire plus. Si le système proposé était retenu, certains d'entre eux voient d'un mauvais œil arriver des « aides » qui ne leur étaient pas jusqu'ici et se méfient paradoxalement d'un relèvement des seuls d'écarts, pour l'aide partielle notamment, qui conduirait à contrôler des honoraires jusqu'ici libres. D'autres estiment que l'aide légale, déjà lourdement supportée par la profession, sera insuffisamment prise en charge par l'État, qui se dédouanerait de ses responsabilités sur les barreaux.

Le schéma proposé par M. Nallet n'est pas définitif. Il va donner lieu à d'autres discussions. Jusqu'ici, on a peu vu M. Nallet à l'œuvre, en dehors du budget, que l'agitation de l'automne lui a permis d'améliorer sensiblement, et du texte sur la réforme des professions, qui est au début. La réforme de l'aide légale est le premier texte dont il s'agit vraiment. Il s'agit - avant peut-être de s'engager vers la réforme de la procédure pénale - de son premier véritable test comme ministre de la justice.

AGATHE LOGEART

## NOMINATIONS

Au ministère de la défense

## M. François Nicoullaud dirigera le cabinet de M. Pierre Joxe

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a nommé, jeudi 31 janvier, M. François Nicoullaud au poste de directeur de son cabinet civil et militaire. Il a, d'autre part, maintenu le contrôleur général des armées Yvon Jouan aux fonctions de directeur adjoint du cabinet civil et militaire, et le général d'armée Amédée Mouchat au poste de chef du cabinet militaire.

[Né le 24 juillet 1940 à Port-Tovfik (Égypte) et élève de l'ENA, M. François Nicoullaud a notamment été deuxième secrétaire à l'ambassade de France au Chili (1973-1975), chef de cabinet du général gouverneur militaire de Berlin (1975-1978), chargé des questions atomiques et spatiales au ministère des affaires étrangères (1978-1981), sous-directeur chargé des questions sud-américaines (1981-1983), puis du budget (1983-1986) à l'administration centrale du Quai d'Orsay et consul général à Bombay (1986-1988), avant de devenir, au cabinet de M. Joxe, alors ministre de l'Intérieur, conseiller pour les affaires internationales, depuis 1988.]

Au ministère de l'intérieur

## Le cabinet de M. Philippe Marchand

Nommé ministre de l'Intérieur le 29 janvier, en remplacement de M. Pierre Joxe, M. Philippe Marchand a composé son cabinet à partir de celui de son prédécesseur et de celui qu'il avait formé quand il était ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur.

Directeur de cabinet : M. Christian Vigouroux (1).

Directeur adjoint de cabinet : M. Daniel Cadoux (2).

Conseiller auprès du ministre : M. Bernard Boucault (1).

Chargé de mission auprès du ministre (affaires réservées) : M. Marcel Peres (2).

Conseiller pour la communication : M. Claude Gault (2).

Chef de cabinet : M. Gilles Lagarde (2).

Conseillers techniques (police) : MM. Patrice Bergougnoux et René-Georges Querry (1).

Conseiller technique (administration territoriale, politique de la ville) : M. Jean-Pascal Coges (2).

Conseiller technique (collectivités locales) : M. Gaëtan Gorca (1).

Conseiller technique (fonction publique territoriale) : M. Philippe Viron.

Conseiller technique (sécurité civile) : M. Denis Robin (2).

Conseiller technique (relations avec les élus, aménagement du territoire) : M. Michèle Cascales (2).

Conseiller technique (coopération administrative internationale) : M. Chantal Philippot (2).

Conseiller technique (presse) : M. Jean-Marc Anon (1).

Chargé de mission (Corse - affaires régionales) : M. Christian Paul (1).

Chargé de mission (communautés religieuses) : M. Raul Wexsteen (1).

(1) Ancien membre du cabinet de M. Pierre Joxe au ministère de l'Intérieur.

(2) Ancien membre du cabinet de M. Marchand quand il était ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des collectivités territoriales et de la sécurité civile.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



## HEURES LOCALES

# Les illusions perdues de la Savoie olympique

A un an des Jeux d'hiver d'Albertville, les Savoyards n'attendent plus de miracle économique et pensent déjà à l'après-92

**«V**OUS préparez le futur rapport de la Cour des comptes ?», demandait le préfet de la Savoie à un fonctionnaire qui s'occupait de la brusque flambée des prix du béton sur les chantiers. Crime pour Grenoble après 1968, la haute administration n'aura pas à chercher bien loin les anomalies qui, depuis 1986, ont émaillé le parcours de la préparation des XVI<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver d'Albertville. Qui osera y songer lorsque, à partir du 8 février 1992 et pendant quinze jours, la flamme brûlera dans le ciel de cette petite sous-préfecture de 18 000 habitants, porte d'entrée de la vallée de la Tarentaise. « Nous n'avons pas droit à l'erreur. La réussite est obligatoire », ont toujours prouvé Jean-Claude Killy et Michel Barnier, coprésidents du comité d'organisation (COJO). Quel qu'en soit le prix ?

Pour bien se faire comprendre, ce dernier - qui est aussi président (RPR) du conseil général de la Savoie - aime paraphraser J.-F. Kennedy : « Ne demandez pas ce que les Jeux vont vous apporter, mais ce que vous pouvez apporter aux Jeux. » Et l'ancien champion de ski de s'exprimer ainsi : « Les Jeux n'appartiennent pas à la Savoie. Ils sont ceux de la France entière. Nous devons être fiers de les accueillir. »

Les deux porte-drapeaux des cinq anneaux ont beau dire et beau faire : les Savoyards n'ont pas encore renoué avec l'enthousiasme qui les avait animés durant la candidature. L'événement mondial était-il hors de portée pour ce département de 330 000 habitants qui, comme Perrette dans la fable, s'étaient pris à rêver : croissance, créations d'emplois, nouvelles entreprises, richesse. « Les Jeux sont perçus comme un grand cirque qu'une équipe, très professionnelle, est chargée d'installer sur le terrain. La fête terminée, le chapiteau sera plié et emporté. Qu'en restera-t-il ? », s'interroge un membre de l'observatoire économique des JO mis en place par le département. Ce malentendu n'est pas encore dissipé.

### Un coup d'accélérateur

Qui pourrait nier pourtant que cette manifestation a représenté un « fabuleux coup d'accélérateur » ? Certes, pas les Savoyards qui, grâce aux 4 milliards de francs investis sur les routes et les autoroutes, vont connaître leur dernier hiver de bouillottes dans les stations. Certes, pas Jean-François Chedal, maire (S. et L.) de Brézet-les-Bains, cité thermale vieillissante de fond de vallée et futur village olympique. L'été dernier, il se livrait à une arithmétique de 6 combiens symbolique : « Il reste 600 jours à notre village de 600 habitants pour réaliser 600 millions de francs d'investissements. » Profitant de la manne des aides de l'Etat, de la région et du département (1), Albertville, auparavant si « frileuse », s'y est mise elle aussi. Outre la patinoire des Jeux et l'anneau de vitesse, elle reconstruit son centre-ville, dont le flambeau sera un équipement culturel grandiose. Cette frénésie de travaux, qui a saisi chacun des maires des douze sites d'accueil (2), n'a pas suscité que de l'enthousiasme. Henri Dujol, maire (RPR) de la cité olympique, s'est heurté à une



opposition interne, inquiète des possibles dérives financières. Que dire des sous de M<sup>me</sup> Collette Pavet-Salomon, maire (S. et L.) de Mâcot-la-Plagne. Elle va hériter d'une piste de bobsluge en « bois massif » (son coût a été de 130 à 200 millions de francs), chargée de 45 tonnes d'ammunition (un gaz toxique), dont le déficit annuel de fonctionnement est estimé à plus de 3 millions de francs par an. Pour les quelque 150 licenciés de la fédération française.

M. Barnier, qui a banni de ses discours la formule « Les Jeux paieront les Jeux », met tout cela sur le compte des doutes, on des insatisfactions inévitables. « Aucune ville olympique n'a été épargnée lors de la préparation. Nous avons tout fait pour éviter le Far-West. » Cette tenta-

tion s'est manifestée durant quelques mois, juste après 1986. Les hausses spéculatives ont gagné les stations. Le marasme du marché du ski, la défection de la clientèle et deux hivers sans neige ont eu tôt fait d'y mettre un terme.

Les entreprises d'inférieur et les espaces bancaires se sont installés massivement. « Pour faire des coups », « La plupart sont déjà réparés », coasse un banquier. Alors que la plupart des chantiers s'achèvent, les mineurs du Nord reconvertis dans le bâtiment (essentiellement des Marocains) et appelés en renfort sont, eux, invités à quitter le département. Antoine Falga, secrétaire départemental de la CFDT, regrette : « L'occasion était belle de créer des activités innovantes liées à la montagne. » Alain Perrier,

président de la chambre de commerce et d'industrie, qui n'était pas le dernier à crier victoire, considère que « les Jeux ont contribué à renforcer l'image touristique d'un département dont l'activité industrielle est en régression. Quant aux PMI, elles se sont vite rendu compte que la machine des Jeux n'était pas à leur portée ». En clair, malgré ses retombées positives immédiates, l'événement n'a pas suscité d'implantations nouvelles ni l'installation d'unités technologiques durables.

### Un emblème confisqué

« L'essentiel, c'est de réussir les Jeux. » Dans son « bunker », comme on surnomme le siège du COJO à Albertville, l'équipe dirigée par Jean-Albert Corrand, un ancien chef d'entreprise, soucieuse du compte à rebours, ne s'est guère préoccupée d'associer les entreprises locales, ni de communiquer avec la population. Pis : l'emblème officiel, aux couleurs de la Savoie, est « confisqué » par les douze sociétés du Club Coubertin (IBM, Renault, AGF, Crédit lyonnais...) ou prestataires de services, seules autorisées à en faire usage.

« Le système du CIO et de son président, M. Samaranch, relayé par J.-C. Killy, impose des contraintes de marketing que nous ne supportons pas », résume René Carron, président de Savoie 92, association de promotion, qui n'a recueilli l'adhésion que de six sociétés locales. En créant Valera, un club d'entreprises de Rhône-Alpes, la région s'est heurtée à la même difficulté. Comment profiter de l'impact médiatique des Jeux dans le monde entier sans jamais pouvoir prononcer le mot olympique ni mettre en évidence les anneaux ou la flamme ?

Dès lors, le grand rendez-vous, tant attendu, n'est plus qu'une étape, une « parenthèse ». A Chambéry, « capitale » de la Savoie, exclue du dispositif, le trou financier des championnats du monde cycliste de 1989 a laissé des traces. Dans la vallée valaisanne de Maurienne, on attend avec impatience l'autoroute vers Turin ou la ligne internationale de TGV. D'autres grands chantiers, mais pour l'après 92. Conscient de ce décalage, M. Barnier n'exclut pas un sursaut de « fierté » de dernière minute. Dans tous les « pays » de Savoie, il récite : « Nous aurons rattrapé notre retard. » Mais ce n'est pas tout. Le monde entier et nous aurons appris à travailler autrement, dans le sens de la qualité et de l'ouverture internationale. » Fallait-il un événement de cette taille pour réaliser une « révolution culturelle » ? Un mois après le grand rendez-vous olympique, une autre échéance guette le président du conseil général. Il devra rendre des comptes lors des élections cantonales. Pour les municipales, en mars 1989, l'effet JO avait déjà provoqué quelques mauvaises surprises dans la vallée de la Tarentaise.

MICHEL DELBERGHE

(1) L'ensemble des investissements directement ou indirectement liés aux JO (routes, hôpitaux, adductions d'eau...) est estimé à plus de 10 milliards de francs. Le budget de la « fête » est fixé à 4 milliards.

(2) Albertville, Les Saisies, La Léchère, Moutiers, Les Menuires, Méribel, Courchevel, Pralognan, La Plagne, Les Arcs, Tignes et Val-d'Isère.

## Radioscopie des capitales régionales

**Q**UELS sont les atouts économiques, culturels ou urbanistiques de chacune des vingt et une capitales régionales ? La revue Urbanismes et architecture essaie de répondre à cette question dans un numéro spécial (1) constitué d'une série de fiches bien documentées et illustrées de nombreuses cartes. Elles permettent de prendre rapidement connaissance des caractéristiques majeures de la ville à laquelle on s'intéresse et d'établir des comparaisons avec ses « concurrentes ».

Sans masquer les points faibles, ces radioscopies semblent parfois un peu complaisantes et aboutissent à des incohérences. Ainsi, Toulouse est présentée comme « la capitale européenne de l'aéronautique et de l'espace », alors que Bordeaux est qualifiée de premier centre aéronautique et spatial après Paris. Villes de quoi réveiller l'envie rivale entre les deux métropoles du Sud-Ouest.

Jean-Pierre Dupan, patron de la DATAR, qui préface cette série de diagnostics, se dit « frappé de voir combien les capitales régionales ont besoin d'être valorisées face à leurs concurrentes européennes ». Et d'énumérer leurs handicaps : plus de la moitié d'entre elles n'ont pas d'organisation d'agglomération ; la plupart ne disposent pas d'une bonne structure de développement économique ; beaucoup n'exploitent pas leurs atouts scientifiques, urbanistiques ou culturels. Comment pallier ces insuffisances ? M. Dupan rappelle que l'Etat offre son concours financier à celles qui veulent bien signer une charte d'objectif, élaborer un programme de collaboration inter-villes, construire avec leurs banlieues des communautés de ville.

Les capitales régionales françaises, dont on a souvent souligné la faiblesse face aux autres « cités d'Europe », ne pourront pas tirer toutes les épingles du jeu. Il leur faut nécessairement s'appuyer sur leur arrière-pensée et s'entraider les uns les autres. C'est la mission de ces radioscopies de le rappeler à ceux qui tentent la splendeur isolément.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Urbanismes et architecture : « Radioscopie de vingt et une capitales régionales », 88 pages, 110 cartes et plans, 150 francs. 57, rue de Seine, 75006 Paris.

## La ruine des « maisons Malraux »

A Nevers, l'une des dernières maisons de la culture imaginées par le ministre du général de Gaulle a fermé ses portes le 31 décembre dernier

### NEVERS

de notre envoyé spécial

**E**LLLE s'est éteinte discrètement au milieu des lampadaires de Noël. Sur les bords de la Loire, il ne reste qu'un bâtiment grisâtre et défraîchi, définitivement fermé. La maison de la culture de Nevers est morte, comme une dizaine d'autres avant elle. Les quatre-vingts « cathédrales du vingtième siècle » dont rêvait André Malraux ne sont plus qu'une poignée en France, égarées parmi les multiples centres culturels.

Le 31 décembre dernier, le conseil d'administration de l'établissement avait annoncé la disso-

lution de l'association gestionnaire, créée il y a vingt-huit ans. Le maire de Nevers, Pierre Bérégovoy, avait cependant prononcé la sentence un an plus tôt en décidant, en accord avec l'Etat, de ne plus financer la maison. Le budget de 1990 n'a servi, en fait, qu'à effacer le déficit de 1,5 million de francs et à régler les indemnités de licenciement des dix-huit derniers employés.

En 1962, Nevers s'était pourtant jeté avec passion dans le projet de culture populaire eber à Malraux. Pour cette ville de 50 000 habitants, les architectes dessinaient alors une énorme bâtisse, mais ne soignent pas le détail. La maison de la culture tourne le dos à la Loire et s'élève loin du centre, de l'autre côté de la nationale. Comme dans les autres villes, la structure se met progressivement en place avec un financement de 50 % par l'Etat, de 38 % par la mairie et de 12 % par le conseil général. Des représentants de ces trois tutelles siègent au conseil d'administration aux côtés des membres bénévoles de l'association.

La « macu », comme on l'appelle dans les rues de Nevers, connaît le succès avec les années 70. « C'était la période faste », se souvient Jean-Pierre Harris, adjoint au maire chargé des affaires culturelles et ancien président de l'association. A l'époque, il y avait une cellule de création, des programmes de qualité et surtout sept mille adhérents. Les comptes sont en revanche dans le rouge, et les tutelles doivent, chaque saison, combler le déficit, ce qui

n'empêche pas le budget d'atteindre 7 millions de francs au début des années 80. L'établissement emploie alors plus de cinquante personnes.

Résorber le déficit devient la priorité avec l'arrivée, en 1984, de Claude Sageot à la direction de la maison de la culture. « Le ministre de la culture, dit-il, m'avait donné pour mission de restructurer et d'assainir les comptes. Il souhaitait, dans un second temps, que je définisse un nouvel établissement culturel. » En clair, la disparition de la « macu » est très sérieusement envisagée. Rue de Voltaire, immédiatement, le nouveau directeur procède à une série de licenciements, alors que le ministère annonce la réduction de sa subvention. « La mairie s'est alignée et, entre 1985 et 1986, nous avons ainsi perdu 1 million de francs. Les tensions financières ont été voulues par l'Etat », conclut-il.

### Raser

le « pâté de saindoux » ?

Le climat se dégrade, le programme s'appauvrit et les Nivernais délaissent la maison de la culture. Claude Sageot, considéré comme « l'homme de Bérégovoy », est lui aussi sur la sellette, jusqu'à ce que le conseil d'administration le licencie en octobre 1989. « Progressivement, la maison s'était coupée de la ville, affirme Michel Tharmin, le président de l'association. Le déficit n'était toujours pas considérable, et il n'y avait aucune raison de fermer l'établissement, sinon une volonté politique. »

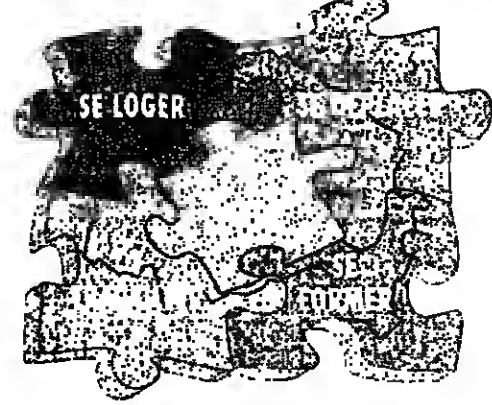
A l'automne 1989, au lendemain d'une réunion avec Jack Lang, Pierre Bérégovoy annonce la fin prochaine de la « macu ». Les deux mille signatures recueillies par le comité de salut culturel n'y changeront rien.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les portes sont closes. Les lieux d'exposition accueillent plus que des travaux d'enfants, et la grande salle de mille cinq cents places équipée en Dolby résonne sous les seuls pas du gardien. « La maison de la culture était beaucoup trop lourde, commente Jean-Pierre Harris. Elle ne correspondait plus aux besoins. » A Nevers, comme dans la plupart des villes, la structure n'a jamais réellement fonctionné, entre des collectivités locales pourvoyeuses de fonds mais pas totalement maîtresses de leurs décisions, souvent tentées par la démagogie électorale, et des professionnels de la culture anémisés par le ministère, libérés de leurs mouvements financiers et artistiques.

Aujourd'hui, la mairie veut obtenir le soutien financier de l'Etat et ne laisser à personne le soin de la gestion. Pierre Bérégovoy a toutefois lancé une autre idée : détruire le bâtiment. L'« énorme pâté de saindoux » dont parlait François Mitterrand en 1978, lorsqu'il était président du conseil général de la Nièvre, serait rasé et on construirait un autre immeuble en centre-ville. Dans les couloirs de l'hôtel de ville, on murmure cependant que le coût de la destruction pourrait dissuader le maire.

ERIC DECOUTY

Dans la région de la Loire, vivre en Val d'Isère.



## ASSISES DE L'AMENAGEMENT ET DE LA QUALITE DE LA VIE

15-16 MARS 1991 CHATELAIN

à l'initiative de Michel Germa  
Président du Conseil général



## DÉBAT

## La Picardie quand même

par Jean Ranger

Le découpage régional est régulièrement critiqué. A ceux qui lui reprochent la trop petite taille des régions françaises s'ajoutent ceux qui accusent certaines d'être étiées d'être artificielles, sans support historique, sociologique ou géographique. La Picardie cumule tous ces inconvénients. Pourtant, les enquêtes de l'OIP prouvent que le sentiment régional est fort chez les Picards. Même dans les pires conditions, la région s'impose sa réalité.

Dans le dispositif régional français, la Picardie n'apparaît pas spontanément comme une entité laïable et incontestable. Elle n'a pas vraiment de références historiques communes, au moins dans ses limites territoriales d'aujourd'hui, et la géographie économique et sociale contemporaine annule la manière profondément marquée par l'extracritique de l'agglomération parisienne, plus qu'aucune autre région périphérique de l'Île-de-France. En définitive, la Picardie serait dans le meilleur des cas une région floue, dans la pire des hypothèses une région artificielle.

Constatons d'entrée de jeu que le nom de la région est correctement énoncé par sept Picards sur dix, ce qui constitue une proportion nettement supérieure à la moyenne nationale et qui est dépassé par la seule région d'Alsace.

Peut-être faut-il voir dans cette bonne connaissance du toponyme « Picardie » la traduction d'un bon niveau d'information sur l'institution régionale. En effet, à la question « Vous, personnellement, estimez-vous que vous êtes bien ou mal informés sur les activités du conseil régional ? », les Picards sont parmi les plus nombreux (44 %) à exprimer leur satisfaction. Cette information institutionnelle, portée à la fois par la presse écrite et audiovisuelle et par les publications du conseil général, instaure probablement dans les esprits l'identité picarde et contribue éventuellement à former une image de la région.

Celle-ci apparaît, dans l'ensemble, défavorable. Lorsqu'on demande aux Picards de comparer leur région aux autres régions françaises, il s'y a qu'un seul domaine — sur les dix critères retenus — pour lequel ils pensent que la Picardie est dans une bonne position relative : l'agriculture. Sur tous les autres terrains, la Picardie enregistre des taux de jugements favorables parmi les plus bas, ou au mieux dans une petite moyenne, au regard des autres régions. Cependant, quand on prend soin de distinguer les trois départements picards, il est clair que l'image de la région y est sensiblement différente : de la Somme à l'Aisne et à l'Oise, l'évaluation positive est croissante pour toutes les dimensions, et le dernier de ces départements se démarque souvent très fortement de ses voisins.

Les habitants de l'Oise ont, au total, une image assez favorable de leur région, qui semble influencée par la proximité de l'Île-de-France et par l'intensité des contacts avec celle-ci.

D'un ensemble d'attitudes profondément négatives et dévalorisantes dans la Somme à une perception somme toute favorable dans l'Oise, on pourrait en déduire résumer ces observations dans l'opposition entre pessimisme et optimisme : 39 % des habitants de la Somme, 51 % de ceux de l'Aisne et 65 % de ceux de l'Oise se déclarent optimistes sur l'avenir de leur

région. Mais la confiance et l'engagement peuvent aller plus loin, puisque, à la question « Accepteriez-vous ou non de payer plus d'impôts si cela devait favoriser le développement économique de la Picardie ? », 47 % des personnes interrogées dans l'Oise répondent positivement, contre 35 % dans l'Aisne et 31 % dans la Somme.

Cependant, ces écarts interdépartementaux pourraient être la simple traduction d'importantes différences dans la composition sociologique des populations. De fait, celles-ci ne sont pas absolument négligeables. Les habitants de l'Oise ont un statut social un peu plus élevé, qui se lit notamment dans le niveau scolaire : 26 % d'entre eux ont obtenu ou dépassé le baccalauréat, contre 23 % dans l'Aisne et seulement 15 % dans la Somme.

On sait à quel point la variable « éducation », plus encore que le statut socio-professionnel, hiérarchise l'intérêt pour les affaires publiques et influence leur perception : les différences constatées entre les trois départements picards sont-elles donc réductibles à cette variable sociologique majeure ? Pour le vérifier, on peut revenir à la question sur l'effort fiscal en faveur de la région.

## Des représentations mentales assez divergentes

L'influence du niveau d'études est, une fois encore, vérifiée : plus il est élevé, plus l'acceptation d'un sacrifice financier personnel au bénéfice du progrès régional est fréquente. Mais il apparaît aussi à l'évidence que la variable sociale ne rend pas compte de toute la distribution : à statut « intellectuel » équivalent, les habitants de l'Oise sont mieux disposés que leurs voisins envers une politique de développement régional qui impliquerait une majoration des impôts.

Les différences d'attitude au regard de la région sont donc réelles. A un pôle, les habitants de la Somme semblent repliés sur leur environnement immédiat, d'autant qu'ils ont une lecture profondément pessimiste ; d'un autre côté, les habitants de l'Oise, sans doute moins liés à la région de Picardie, évaluent de façon beaucoup plus optimiste le présent et l'avenir de cette dernière. Bien entendu, ces sensibilités divergentes se fondent sur des conditions économiques et sociales distinctes : les représentations mentales ou peuvent être les mêmes dans le sud de l'Oise, voire de l'Aisne, plus ou moins inclus dans le dynamisme relatif de l'agglomération parisienne, et dans les zones déprimées de la Somme ou du nord de l'Aisne. Le paradoxe est que la volonté régionale soit plus forte là même où le sentiment d'appartenance à la région est vraisemblablement le moins intense : la réalité de la région de Picardie trouve ici une de ses limites.

► Jean Ranger est directeur de recherche au CNRS (Centre d'étude de la vie politique française, FNSP/CNRS).

## L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/POLITIQUE/OIP

L'Observatoire interrégional du politique (OIP) a été créé en 1985 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon régional. L'OIP offre à ses

régions partenaires un tableau de bord annuel de la politique sociale et économique dans chaque région : un baromètre de l'image de la région et des attentes de l'opinion à son égard ; des analyses sur des problèmes spécifiques. Toutes les quatre semaines, nous publions ici un indicateur politique fruit des travaux de l'OIP.

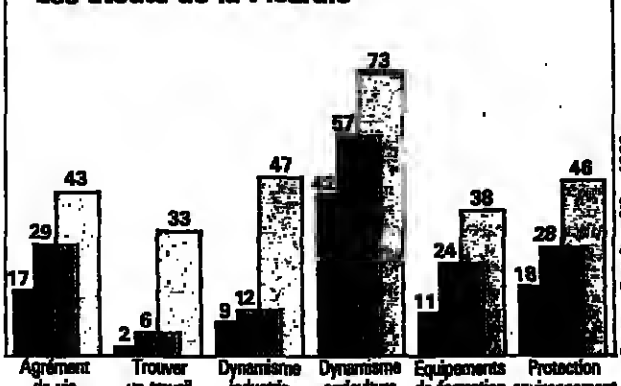
## Images picardes

De la Somme à l'Aisne et à l'Oise, les images positives de la Picardie ont croissantes sur toutes les dimensions. Les écarts entre départements sont marqués : 26 points pour l'évaluation de la vie, 31 pour la possibilité de trouver un travail, 36 pour le dynamisme de l'industrie, 31 pour le dynamisme de l'agriculture, 27 pour les équipements de formation, 26 pour la protection de l'environnement (graphique 1).

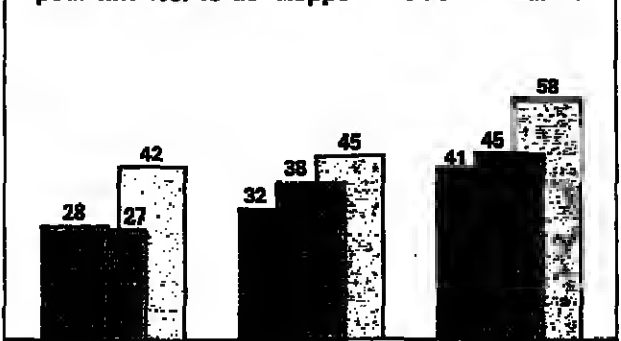
Conséquence paradoxale mais en fait logique, les habitants de l'Oise, à niveau de diplôme équivalent, ont les plus favorables à un effort fiscal en faveur du développement régional (graphique 2).

En 1980 : les mêmes plus la Bourgogne.

Les atouts de la Picardie



Seraient d'accord pour payer plus d'impôts pour financer le développement de la Picardie



## BLOC NOTES

## AGENDA

► Travaux d'urbanistes. — La direction de l'architecture présente les travaux d'un vingtième d'urbanistes (places publiques, parcs technologiques, quartiers d'affaires ou cités résidentielles) dans la galerie de l'esplanade de Paris-la Défense, du 13 février au 10 mars. L'exposition doit s'ouvrir avec un débat sur la profession d'urbaniste.

► Renseignements au (16-1) 47-70-06-18.

► Convention pour l'avenir de l'espace rural français. — Le Sénat, l'Association des maires de France et l'Assemblée des présidents des conseils généraux organisent les 28 février et 1<sup>er</sup> mars à Bordeaux, une convention pour l'avenir de l'espace rural français. Elus locaux, experts de l'aménagement rural, représentants d'associations et partenaires économiques sont conviés à débiter des réflexions à entreprendre pour enrayer le processus de déclin des zones rurales.

► Renseignements auprès de l'APCG. Tél. : (16-1) 43-23-09-05.

► La Fédération nationale des offices de HLM tendra son assemblée générale, intitulée « Un projet pour construire l'avenir, les actions de l'habitat », le 14 et 15 février, à Clermont-Ferrand. Il s'agira d'une assemblée capitale, selon Maurice Carraz, directeur de la Fédération, dans la mesure où elle tentera de définir les conditions d'intervention du secteur public dans la politique locale de l'habitat. Celle-ci devrait être intégrée très en amont et imposer de véritables équilibres sociaux. Les HLM pourraient décider de relever le plafond des ressources, tout en cherchant de nouvelles sources de financement.

► Renseignements au (16-1) 40-75-78-00.

► Quel sport pour l'an 2000 ? — La Fédération nationale du sport en milieu rural organise, du 15 au

17 février à Toulouse, un colloque sur l'avenir du sport et de la pratique sportive à l'aube du troisième millénaire, sous le patronage des ministères concernés et avec la participation de nombreux spécialistes.

► Renseignements et inscriptions : Comité régional Midi-Pyrénées du sport en milieu rural, 17, allée du Pré-Tolosa, 31320 Auzanville-Tolosan. Tél. : 61-75-88-85.

## CONTACTS

► Une bourse de l'emploi pour les secrétaires généraux. Le Syndicat national des secrétaires généraux des collectivités territoriales a décidé de centraliser les informations sur les postes vacants à travers la France. Un fichier sera également constitué pour tenir à la disposition des maires, et éventuellement des cabinets de recrutement, la liste des secrétaires généraux à la recherche d'un poste, ou simplement déchargés de fonction.

► Renseignements : M. Claude Demouillat, secrétaire général, 78320 Soles-Orléans. Tél. : 35-60-07-60. Fax : 35-61-63-44.

## PUBLICATIONS

► Encyclopédies des villes Bonneton. — Une nouvelle collection des Editions Bonneton consacrée aux villes, après les encyclopédies des départements et des régions. Toujours la même méthode : descriptions approfondies du cadre naturel, histoire détaillée de la cité, influences et apports culturels, traditions populaires... pour mieux éclairer la vie quotidienne d'aujourd'hui et l'importance économique des grandes villes françaises. Des bibliographies complètes permettent de ne rien ignorer d'Amiens, Dijon, Nantes, Reims, Rouen et Toulouse.

► Encyclopédies des villes. Editions Bonneton, 250 francs chaque volume de 320 pages environ.

## Démocratie en culottes courtes

Président de l'Association des conseils municipaux d'enfants, Yves Laurent prêche par l'exemple dans sa commune

## NANTES

de notre correspondant

« RALENTISSEZ, les enfants vous le demandent. » Cette phrase, entendue au sein d'un conseil municipal d'enfants, est une détermination du conseil municipal d'enfants. Elle date de 1988, bien avant le décret instituant le 50 à l'heure en agglomération. La sécurité prime dans cette ville de la banlieue sud de Nantes (22 000 habitants, dont 6 000 enfants).

Ce n'est pas la seule réalisation des élus en culottes courtes — une cinquantaine de mètres de dix à treize ans, des classes de CM2, sixième et cinquième, du public comme du privé. Dans le cadre de la commission « menus de la restauration scolaire », ils ont décidé d'utiliser la carte à puce, pour remplacer le ticket. A leur actif également, depuis que l'institution existe (1985), un transport régulier à la patinoire, la pose de lampadaires et d'une cabine téléphonique, la mise en place de sèche-chauffage à la piscine, la construction d'un mur d'escalade, une campagne antitabac.

Leur action ne se limite pas au périmètre de Saint-Sébastien. Ils ont délégué un de leurs élus pour participer à la croisade Nantes-Groë-New-York, sur le bateau « messenger des droits de l'enfant ». Ils ont réalisé un disque avec Claude Sarrillon (un Nantais) pour financer des aides à l'école d'Arabé, au Mali. Yves Laurent, trente-cinq ans, maire de Saint-Sébastien et président de l'Association nationale des conseils municipaux d'enfants, les voit à l'œuvre : « Un enfant ne supporte pas qu'un autre enfant meure de faim, dit-il. Je constate que les enfants anticipent certains sujets brûlants comme l'intégration des étrangers. »

Les conseils municipaux d'enfants se ressemblent peu ou prou. Le premier a été créé en 1979, par Alfred Muller, maire de Schiltigheim. Ils sont cinq cents aujourd'hui. Ils seront mille dans un an et cinq mille d'ici une décennie. « Je ne souhaite pas que cela devienne une obligation, prévient

Yves Laurent. Pour nous, c'est le moyen de bousculer les habitudes des adultes, c'est notre poil à gratter. »

L'association qui préside le maire de Saint-Sébastien est fixée des règles. Tous les enfants votent sans discrimination de nationalité. Les conseils doivent être élus. Il n'y a pas de sujets tabous. Cette association a des objectifs : être au lieu d'apprentissage de la vie démocratique et de la prise de parole, une instance de dialogue entre adultes et enfants. Et des résultats : no retrouve ces jeunes élus dans les conseils d'établissement des collèges, et parfois ailleurs, comme Nasser Ramdane, un ancien du conseil municipal d'enfants de Rueil-Malmaison, qui s'est fait connaître lors du mouvement lycéen de l'automne 1990. Conclusion du président Yves Laurent : « La meilleure façon de combattre l'abstentionnisme et le désintérêt pour les affaires publiques, c'est de favoriser ces conseils municipaux d'enfants. »

YVES ROCHONGAR

► Le Club de l'Hortologie présente, dans un ouvrage intitulé *la Démocratie locale, un pari pour la France*, plusieurs textes dont le fructueux n'est pas la vertu cardinale, puisqu'ils datent de 1987. Il s'agit de contributions proposées lors d'un colloque à l'université Jean-Moulin de Lyon, cette ville ayant été choisie, notamment, pour son caractère « girondin ». Les auteurs, qui semblent confondre décentralisation et déconcentration, estiment que cette dernière est source de « désordre, gaspillage, irresponsabilité », dans la mesure où elle imposerait une multiplication, voire un « enchevêtrement », des niveaux de compétence, favorisant « la démagogie ».

► 125 pages, 60 francs, Ed. CDH.

## TEXTES

► Le maire et le bruit. — Une modification du code des communes parue au Journal officiel du 2 décembre 1990 (article 28 de la loi 90-1087 du 28 novembre 1990) vient de donner à tous les maires des pouvoirs identiques en matière de lutte contre le bruit de voisinage. Jusqu'à présent, seuls les maires des communes dotées d'une police municipale disposaient de cette compétence, tandis que les maires des communes ayant une police d'Etat ne pouvaient intervenir en la matière. La situation était paradoxale, puisque ces derniers, qui comptent généralement plus d'habitants, sont souvent plus bruyantes. Cette extension des pouvoirs communaux va modifier le champ d'action de la police d'Etat, qui devrait concentrer son action sur le tapage nocturne, le bruit des véhicules et les installations classées pour la protection de l'environnement.

► « Acteurs environnement, le maire face au bruit », Tél. : (16-1) 47-72-38-81.

## Pêcheurs Intra-muros

La préfecture de Paris vient de prendre un arrêté à propos de « l'exercice de la pêche en eau douce » dans la capitale. Ainsi, selon le recueil des actes administratifs du 21 janvier dernier, la pêche aux « truites arc-en-ciel » est ouverte toute l'année, sauf dans les parties de cours d'eau classées à saumon et à truite de mer. En revanche, pour « les truites fario ou saumons de fontaine, les ombles chevaliers », on ne pourra lancer le bouchon que du 1<sup>er</sup> au 31<sup>er</sup> mai, et du 1<sup>er</sup> au 31<sup>er</sup> octobre.

Les services de la préfecture précisent également que « les hameçons de plus de deux branches dont la distance entre extrémités de pointe est supérieure à 20 millimètres sont interdits ». Une application de cet arrêté a été adressée au ministre délégué chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs. Il est clair qu'il n'y avait plus de poissons entre le pont de Bercy et le pont Marie, ou dans les lacs du bois de Vincennes ?

J. P.

## TECHNIQUE

## FORMATION

## La musique au laboratoire

CELA ressemble étrangement à un laboratoire de langues avec ses huit places et son poste de pilotage, mais on y apprend la musique. Chaque poste de travail comporte un clavier doté de plus de deux cents sonorités différentes et un casque. L'ensemble est relié à un poste de pilotage équipé d'une table de mixage stéréo huit pistes, d'une paire d'enceintes de très haute qualité. Le professeur de musique dirige la leçon de sa place en s'aidant d'un logiciel et en utilisant un système de projection informatique sur grand écran.

Ce laboratoire de formation musicale a été inauguré et créé par la municipalité de Vernouillet (Eure-et-Loir) pour les enfants de la com-

mune, les professeurs, les professionnels et le grand public. Les ateliers proposent remise à niveau, déchiffrement, répétitions sur piano, théorie musicale, musique d'ensemble, initiation au clavier, ordonnance d'un arrangement et des stages de découverte des logiciels musicaux. Plus de cent cinquante personnes y ont déjà eu accès depuis son ouverture en septembre 1990.

La commune de Vernouillet, qui a investi 300 000 francs dans ce projet, souhaite présenter ce laboratoire aux collectivités locales qui veulent développer la formation musicale.

► Mairie, esplanade du 8-Mai-1945, 28500 Vernouillet. Tél. 37-46-68-57.

Journal du 15/02/91



HEURES LOCALES

DOSSIER

Villes en quête de prospérité

Pour attirer des entreprises et créer des emplois dans leurs communes, certains maires utilisent toute la panoplie des aides. Sans pouvoir toujours en mesurer les risques

Villa et développement économique. Sur ce thème, qui obsède bon nombre d'élus locaux, l'Association des maires de France (AMF) organise, mercredi 6 et jeudi 7 février à Cambrai, un colloque qui permettra d'analyser, exemples à l'appui, les différentes stratégies des villes. Jusqu'où les collectivités doivent-elles s'impliquer dans l'aide à la création d'emplois ? Ont-elles toujours les moyens d'évaluer les risques de leur politique économique volontariste ?

VRP pour le Choletais

Pendant deux ans, Charles-Henri Bouvet a parcouru la France comme un VRP pour « vendre » sa région à des industriels. Directeur du Comité d'expansion du Choletais (CEC), sa mission était simple : rechercher des entreprises pour cet ensemble de quatorze communes et de 90 000 habitants.

« Pour réussir, il faut respecter quatre contraintes, raconte-t-il. La première est de ne prospecter que des entreprises dont l'activité a un rapport avec la tradition industrielle de la région : mode, confection, papeterie, mécanique de précision ou agroalimentaire. La deuxième est de rechercher des entreprises à haute valeur ajoutée utilisant des méthodes innovantes pour garantir un certain niveau de qualité des emplois. Ainsi, dans le vêtement, nous nous adressons à ceux qui utilisent la broderie ou la sérigraphie. La troisième est de ne prospecter que dans les régions à forte densité industrielle. La dernière contrainte est de vérifier, avant tout contact, la fiabilité de l'entreprise et sa capacité à se développer. Pour cela, nous nous rapportons aux informations fournies par la Banque de France et les chambres de commerce. »

La « cible » ainsi définie, Charles-Henri Bouvet ne contacte par téléphone que le directeur général ou le directeur financier de l'entreprise visée : « Quelqu'un qui peut prendre une décision, puisque nous avons déjà effectué le débroussaillage préalable. »

« Un service après-vente »

Le contact établi, Charles-Henri Bouvet agit qu'il dispose de peu de temps pour convaincre : « Je vends Cholet avec des méthodes classiques de marketing. Je présente les équipements de la ville, son caractère sportif, ses activités culturelles. » Il projette quelquefois une cassette vidéo de dix minutes, intitulée *La Région de Cholet*, ce film raconte l'installation d'un Parisien dans le Choletais.

Il reste à Charles-Henri Bouvet à présenter les « produits » que le Comité d'expansion propose : zones industrielles, main-d'œuvre, maintenance et sous-traitance. « Nous avons souvent préparé un dossier financier qui calcule le bénéfice entre la réalisation des actifs immobiliers et le crédit-bail sur quinze ans d'une usine- relais et tous les avantages de la délocalisation. » Sa mission comprend également « un véritable service après-vente ». « Nous assistons l'industriel dans ses démarches administratives, bien sûr, mais nous accompagnons aussi sa famille et celle de tout le personnel qui l'a suivi dans leur installation. Nous organisons des rencontres avec ceux qui sont arrivés précédemment dans la région, des visites d'appartements, de maisons avec les agents immobiliers locaux. »

C. Ch.

AVANT même que les reconstruc-tueurs, rénovateurs et autres cadets de l'opposition ne décident de s'attaquer à la reconstitution du paysage politique, un nouveau mouvement s'est quasiment implanté en France, ces dernières années, sans qu'on y prenne garde. C'est sous sa bannière que se sont fait élire bon nombre de maires en 1989. Cette nouvelle génération d'élus locaux, toutes tendances politiques confondues, a choisi de privilégier le développement économique dans son action municipale. Aides directes ou indirectes, ils utilisent toute la panoplie des moyens – quelquefois risqués – pour y parvenir.

« Nous en avons fait la priorité des priorités », rappelle par exemple Pierre Pascalon (RPR), maire d'Issore. Les 15 000 habitants de cette ville du Puy-de-Dôme sortent en effet traumatisés de la crise des années 80. Repris par Valeo, l'équipementier automobile Ducellier a supprimé 700 à 800 emplois sur la ville et près de 1 400 sur le bassin. Beaucoup étaient occupés par ceux qui avaient déjà connu, quinze ans auparavant, les fureurs des mines de charbon. Et, malgré la présence d'importantes unités comme Pechiney-Rhenelu (1400 salariés), Airforce ou Interforge, Issore vit sous la menace de nouvelles fermetures d'usines.

Pierre Pascalon, qui se donne cinq ans pour réussir le « défilé du redressement », charge un adjoint de la promotion économique de la ville et de la recherche d'entreprises, un autre des infrastructures d'accueil, un troisième de la revitalisation du centre-ville. Il crée Issore-Développement, une agence de quinze personnes qui reçoit pour mission de prospecter des entreprises avec un véritable plan de marketing.

Les « facilitateurs » et les « développeurs »

Parallèlement, le conseil municipal modifie le plan d'occupation des sols (POS) et décide la création d'une réserve foncière de 70 hectares pour une zone d'activités le long de l'axe routier et ferroviaire Paris-Méditerranée. La ville construit 2 700 mètres carrés d'ateliers-relais et rétrocède ces bâtiments aux nouvelles entreprises qui s'installent ainsi qu'à celles qui souhaitent s'étendre.

Tous ces investissements suscitent les critiques : « Tel patron pourrait financer lui-même son extension »,



entend-on dire dans la ville. Pierre Pascalon leur répond que ce serait alors au risque de ne pas investir dans la production : « L'entreprise en question est passée de trois emplois en 1985 à quarante-huit aujourd'hui. Si certains accusent le maire de prendre trop de risques, celui-ci assure que le jeu en vaut la chandelle. « Je suis prêt à aller très loin pour favoriser l'implantation d'entreprises, admet-il. S'il le faut, je fournirai gratuitement des terrains. »

Si Pierre Pascalon se classe dans la catégorie des « développeurs », Jean-Pierre Lapaire (PS), maire de Saint-Jean-de-Braye et député du Loiret, se considère davantage comme un simple « facilitateur ». D'une taille très comparable à celle d'Issore, Saint-Jean-de-Braye risquait de devenir le « quartier chic » d'Orléans, une « cité-dortoir » de luxe avec ses splendides propriétés entourées de parc. Dès son premier mandat, en 1984, Jean-Pierre

Lapaire dote la commune d'un service économique et définit une stratégie de développement. Plutôt que de prospecter à l'extérieur pour attirer de nouvelles entreprises, Jean-Pierre Lapaire décide de valoriser le patrimoine existant. C'est d'abord celui d'un environnement de qualité : la ville a échappé aux ZUP. Et par sa composition démographique et socio-professionnelle, proche de la moyenne nationale, la commune offre une main-d'œuvre variée.

Enfin, la ville dispose d'un tissu économique diversifié : en dehors de nombreuses PMI-PME, quelques grandes entreprises, comme les Parfums Christian Dior ou Leroy-Sommer, emploient chacune plusieurs centaines de personnes. La municipalité commence par transformer le club patronal local en une véritable organisation d'échanges économiques : « Dès la première réunion, deux contrats ont été négociés, raconte

Jean-Pierre Lapaire. Nous avons créé une dynamique autour de l'action de la commune, et très vite les chefs d'entreprise ont pris l'habitude de s'adresser à nous pour étudier des problèmes techniques ou de recrutement. »

Le maire réussit ainsi à convaincre les dirigeants de Christian Dior que l'entreprise locale peut doubler ses effectifs sans modifier la bonne qualité des rapports sociaux. Il fait également intervenir la municipalité pour rénover l'usine Leroy-Sommer qui menaçait de quitter l'agglomération : « Le coût de l'opération est nul puisque nous louons les bâtiments en crédit-bail. » Enfin, la ville présente un contre-projet très argumenté pour arracher à l'Irlande et à ses nombreux avantages fiscaux et sociaux l'implantation de l'usine des Parfums Christian Dior.

« L'argent public ne doit pas tout faire », aime à rappeler Jean-Pierre Lapaire. Même la gestion de la pépi-

nière d'entreprises, qui a permis à une quarantaine de sociétés de s'implanter dans la région, ne coûte rien à la commune. »

Les petites et moyennes communes qui investissent dans des usines-relais connaissent souvent de cruelles et coûteuses déceptions. C'est sans doute la raison pour laquelle le Crédit local de France (CLF), très impliqué dans ce type de financement, a constaté, ces dernières années, une diminution sensible des investissements immobiliers des communes : de plus de 1 milliard de francs en 1983, le niveau de ces interventions est passé à environ 300 millions de francs en 1989. « Beaucoup de communes n'ont pas les moyens de jouer de la fiabilité d'un entrepreneur, explique Hervé Delmaire, directeur du département diversification au CLF. C'est pourquoi nous proposons une formule de garantie, assurée, qui présente le double avantage d'offrir une expertise économique et financière des projets d'entreprise sur la commune et de garantir partiellement les loyers en cas de défaillance de l'entreprise locale. »

S'assurer contre les risques

Le Crédit local de France rejette près d'un dossier sur deux, mais certaines communes ont déjà engagé des fonds sur des prêts globalisés. « Il est tentant pour les maires qui veulent attirer des entreprises de proposer des conditions avantageuses d'implantation qui s'ajoutent aux différentes aides régionales. »

L'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANCE) intervient également pour aider les élus des collectivités locales à assurer cette nouvelle mission qui leur a été donnée par les lois de décentralisation. « Quand l'intérêt d'une collectivité locale croise l'intérêt d'un créateur d'entreprise, il y a une dynamique du développement économique qui s'instaure, précise Philippe Deraud, président de l'ANCE. C'est pour cette raison que nous avons mis au point un ensemble de moyens pour détecter les atouts et les handicaps d'une commune, puis pour les valoriser et enfin pour les promouvoir. » Par des stages de formation, l'ANCE cherche aussi à donner aux élus les outils techniques pour affronter, sans risques inconsidérés, la jungle de l'économie.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Cambrai mise sur la formation

A l'écart des aides publiques dont bénéficient ses voisines, la ville investit dans l'enseignement supérieur pour « fixer » sa jeunesse

LILLE

de notre correspondant

AVEC ses trente-cinq mille habitants au cœur d'un arrosage de cent soixante-cinq mille, Cambrai ferait bon poids dans une autre région que le Nord-Pas-de-Calais. Il serait, par exemple, au troisième ou au quatrième rang des villes en Picardie. Mais dans cette région de quatre millions d'habitants, à 60 kilomètres de la métropole lilloise, qui en réunit à elle seule un million, Cambrai a du mal à faire reconnaître ses difficultés. Celles-ci se résument en un seul chiffre : 14,5 % de chômeurs, moins sans doute que certains secteurs de la région comme le Valenciennais ou le Calaisais, où le taux de chômage dépasse les 16 % et 17 %, mais plus que la moyenne régionale, elle-même supérieure aux chiffres nationaux.

Outre son poids démographique trop faible, la ville souffre de son voisinage avec des villes et des régions davantage touchées par la crise. « Nos voisins ont fait des investissements dans le crédit-bail sur quinze ans d'une usine- relais et tous les avantages de la délocalisation. » Sa mission comprend également « un véritable service après-vente ». « Nous assistons l'industriel dans ses démarches administratives, bien sûr, mais nous accompagnons aussi sa famille et celle de tout le personnel qui l'a suivi dans leur installation. Nous organisons des rencontres avec ceux qui sont arrivés précédemment dans la région, des visites d'appartements, de maisons avec les agents immobiliers locaux. »

C. Ch.

clennes, il y a quinze usines-relais subventionnées à 30 % : tel, il n'y en a aucune. Pourtant, la ville n'a ni la chambre de commerce, qui doit « jouer » avec des forces politiques concurrentes – la mairie RPR, d'un côté, le député PS, Jean Le Garrec, de l'autre, – ne déserment. La ville a des atouts, au premier rang desquels sa situation géographique, au croisement de deux autoroutes, l'A 26 Calais-Reims, et l'A 2 sur la liaison Paris-Bruzelles ou Paris-Cologne. « Mais on ne s'en est pas encore vraiment servi », reconnaît M. Tomé. La chambre de commerce imagine l'implantation d'un business-parc, à proximité d'un croisement des deux autoroutes.

Une porte étroite

La ville a aussi joué, en 1987, la carte du TGV nord, s'efforçant – sans grande illusion – de « tirer » la ligne vers l'est au moment du choix du tracé. Mais, aussi bien à l'hôtel de ville qu'à la chambre de commerce, on est persuadé que la clé du développement réside dans la formation des hommes. On s'est en quelque sorte réparti les tâches. Le maire a fait sien le combat de la délocalisation des premiers cycles universitaires. Dès 1985, il a commencé à négocier avec les universités lilloises : « Ce n'était pas facile. Il a fallu se contenter, dans un premier temps, des filières qui étaient déjà saturées. »

Cambrai a d'abord obtenu un DEUG d'histoire avec l'université de Lille-III, puis un premier cycle en droit avec Lille-II. Après, la ville s'est sentie mieux armée pour négocier, avec l'université voisine de Valenciennes, un DEUST (en production du bâtiment). Et, depuis peu, elle peut proposer un DEUG en langues étrangères appliquées dans des langues peu communes comme le japonais ou le russe.

La chambre de commerce, qui par nature a une approche plus professionnelle des problèmes de formation, joue la complémentarité en mettant, par exemple, en place une formation à bac + 3 en hôtellerie et tourisme, recrutant dans la France entière. La mairie a acquis une ancienne blanchisserie du début du siècle qu'elle va laisser à la disposition de l'Etat et de la région pour l'aménagement d'un campus universitaire. Cambrai espère ainsi retenir plus longtemps les jeunes sur place, indispensables pour l'animation et le développement d'une ville. Bien sûr, les retombées économiques ne sont pas directes, même si l'on prévoit une pépinière d'entreprises à côté de l'université. Mais peut-on faire autrement ? « Si les jeunes nous quittent à seize ans pour aller se former ailleurs, ils ne reviendront pas. S'ils partent à vingt-deux ou vingt-trois ans, il y a des chances pour qu'ils reviennent », insiste M. Legendre. Et puis on sait que la formation fait aussi partie de l'environnement à offrir aux entreprises en recherche d'implantation.

En dépit de tous ces efforts, la porte est étroite pour le développement. De la régression de l'emploi industriel au terme, l'évolution n'est pas facile pour les villes moyennes du Nord, note Jacques Legendre, « parce qu'il y a la métropole qui crée des bureaux à tour de bras : la régionalisation et la volonté des grandes agglomérations de se hisser au niveau européen « pompent » une bonne part de l'accroissement du territoire. »

Cambrai ne désespère pas pour autant. La ville est dans la grande couronne de Lille, mais aussi de Paris : « Nous sommes à une heure de Roissy, sans frais rouges », remarque son maire, en disant qu'il faut penser développement à l'horizon 2000 ou 2010.

JEAN-RENÉ LORE

Montreuil croit au « diable »

La municipalité communiste fait confiance au privé pour commercialiser ses mètres carrés de bureaux

« L'E légume qui pousse le mieux à Montreuil aujourd'hui, ce sont les grues. » Jean-Pierre Brard, maire et député (PCF) de la deuxième commune de la banlieue parisienne, aime les comparaisons imagées. C'est vrai qu'une fois le boulevard périphérique franchi, on entre en Seine-Saint-Denis au milieu des collantes façades en voie d'achèvement de plusieurs immeubles de grand standing. De gigantesques panneaux annoncent la commercialisation prochaine de milliers de mètres carrés de bureaux. Ces affiches sont signées des plus grands cabinets conseils.

Si on s'étonne de trouver en si bonne place, dans cette ville communiste, la marque du groupe Féau, un des plus prestigieux de l'immobilier d'entreprise, Jean-Pierre Brard répond en riant qu'il n'a pas peur de « s'allier avec le diable ». Clive Llewellyn, qui préside Féau-LSH, s'amuse lui aussi de cette dantesque comparaison : « C'était dans notre intérêt de nous implanter dans l'Est parisien. Et Montreuil avec son potentiel immobilier, sa localisation entre Orly et Roissy nous a vite semblé le meilleur lieu possible. Quelques mois après notre arrivée pour commercialiser un programme immobilier, nous avons demandé à rencontrer le maire car nous souhaitions devenir un partenaire de la ville. »

Jean-Pierre Brard n'a pas été surpris par cette démarche : « Si en 1982, c'est la ville qui a géré la reprise de 13 000 mètres carrés de bureaux dans les locaux d'une ancienne usine de papiers peints, nous avons par la suite, au sein de la municipalité, et malgré les réserves du groupe socialiste, décidé de poursuivre une politique de développement économique sans intervenir directement. »

En d'autres termes, la ville de Montreuil décide de laisser faire les lois du marché. Avec quelques réserves cependant. Les programmes de logements doivent respecter un caractère social bien que le mètre carré atteigne 30 000 francs dans les communes limitrophes. Malgré la tradition d'une industrie lourde en voie de disparition, les élus souhaitent également que soient privilégiées les entreprises à haute valeur ajoutée. C'est ainsi que la ville est devenue la capitale, méconnue, des techniques audiovisuelles. La municipalité veille également à ce que les entreprises qui veulent s'installer consacrent à la recherche une part suffisante de leur chiffre d'affaires. Autant de critères qui donnent lieu à une notation des candidats, le minimum de 12 étant requis pour obtenir un agrément définitif.

Une coopération exemplaire

« Nous définissons parfaitement les objectifs pour éviter les dérapages et nous n'avons aucun problème avec nos partenaires privés. Le groupe Féau nous a apporté un savoir-faire et un réseau de relations extérieur aux milieux économiques avec lesquels nous avons l'habitude de travailler, explique Jean-Pierre Brard. La Semimo B, notre SEM immobilière, qui travaille en collaboration avec eux, bénéficie de leur image de marque. » Le cabinet conseil a ouvert des bureaux juste en face de ceux de la société d'économie mixte. Une coopération à ce point exemplaire que la mairie et le groupe Féau organisent en commun, le 14 février prochain, un colloque pour présenter la ville aux investisseurs.

C. Ch.



## CULTURE

## MODE

## Haute couture : le défi du luxe

Du 27 au 30 janvier, vingt maisons parisiennes ont présenté leurs collections printemps-été 1991.

Les Américaines ne sont pas venues

Signes particuliers des cérémonies de la haute couture cette année : on se souvient d'abord de l'entrée des grands hôtels parisiens et des salles pleines, malgré les prévisions pessimistes de dernière heure. Certains magazines de mode d'Amérique - *Hurper's Bazaar*, *Vogue*, *Women's Wear Daily*, - qui envoient habituellement toute leur équipe, n'avaient délégué qu'un seul correspondant. Les Américaines, qui représentent 40 % de la clientèle de la couture, ne sont pas venues, ni quelques top models, ni certains photographes - Arthur Elgort, Pamela Hanson, Herb Ritts. La peur de voyager reste à l'origine des annulations. Ungaro, Venet, Lacroix, Givenchy iront en février présenter leur collection à New-York. La crise a déjà eu ses premiers effets : la chute du yen et celle du dollar ont contraint aux

économies. Depuis l'automne, chez Nina Ricci, les ateliers ne travaillent plus que quatre jours au lieu de cinq. Les événements du Golfe ont précipité la tendance. Le parurier Lesage, brodeur à Paris, admet que la moitié des commandes ont été reportées depuis septembre. Une situation instable qui survient après un exercice 1990 il est vrai fructueux, avec une progression de 30 % du chiffre d'affaires.

Les derniers événements ne font qu'accentuer la fragilité chronique de la couture, un marché limité - selon des statistiques datant des années 70 - à trois mille clientes dans le monde entier, et régulièrement menacé depuis les années 60 : après l'assaut du prêt-à-porter et des créateurs, la couture doit rendre des comptes à l'époque et aux financiers, au nom d'un critère qui lui a toujours été étranger : la rentabilité. Récemment, Alain Cheva-

lier, PDG de Balmain, annonçait la suppression de l'activité couture.

Pour les couturiers, l'enjeu est là : comment en faire moins - moins de modèles, moins de broderies - tout en maintenant l'excitation médiatique des dernières saisons. Les uns tentent d'écarter le public avec des vieilles recettes, du court et du sexy façon *Dallas* (Ungaro), d'autres le prennent par les grands sentiments avec des amants impressionnistes : « Jean-Louis Scherrer a voulu dédier cette collection à la paix », c'est inscrit (à la main) en glose de programme.

La crise a pour effet de révéler toutes les limites d'un monde artificiellement entretenu par « l'image d'un prestige » depuis la fin des années 80 et des capitaux injectés massivement par les nouveaux investisseurs de la couture (LVMH chez Givenchy, Seibn chez Scher-

rer, Agache chez Lacroix...), sans véritable stratégie à long terme, sans véritable définition du mot luxe.

Dans cette ambiance troublée, les rendez-vous se succèdent à toute allure : le créateur Azzedine Alaïa défie juste après les couturiers, tandis que le Salon international de la mode masculine se tient du 2 au 5 février à la Porte de Versailles dans un décor agrandi : 1 025 exposants de vingt-cinq pays attendent 50 000 visiteurs. Viendront, viendront pas ? Certaines maisons - et pas des moindres, ont annulé leur défilé - Girbaud, Maïmoud, Hocher, et tandis que Montana, Miyaké Mugier présentent leurs modèles au cours de « séances de travail ». La véritable échéance reste maigre, avec les défilés de prêt-à-porter féminin (automne-hiver 1991) qui auront lieu, entre autres, à la cour Carrée du Louvre.

LAURENCE BENAÏM

## VARIÉTÉS

## La multiplication des Zénith

Le succès de la salle de la porte de La Villette a donné des idées à la province

A l'occasion du septième anniversaire du Zénith, M. Jack Lang, ministre de la culture, devait présenter, samedi 2 février, la nouvelle étape de son plan de développement des salles consacrées à la musique populaire, qui concerne, outre les Zénith, les petites salles (quelques centaines de places) et les cafés-musique, chers au premier ministre, qui s'implanteront dans les banlieues.

Le Zénith, inauguré le 12 janvier 1984 (*Le Monde* du 14 janvier 1984) par le président de la République, célèbre son septennat en accueillant les « victoires de la musique ». La structure « provisoire » coïncide contre le boulevard Macdonald, « préfigurait » une grande salle qui devait sortir de terre porte de Bagnolet. En 1991, on travaille à établir la continuité entre le Zénith et le parc de La Villette - les nouvelles salles seront intégrées à l'une des folies rurales de Bernard Tschumi.

Le provisoire est devenu définitif, la toile grise tendue sur la structure métallique résiste parfaitement aux années et aux cinq millions de spectateurs qui se sont succédés dans la salle. Le Zénith, construit grâce aux deniers de l'Etat et de la Caisse des dépôts et consignations, gère ses dépenses pour équilibrer son exploitation et amortir son financement.

A Montpellier, le Zénith local fonctionne depuis février 1986, six salles (Toulon, Pau, Nancy, Caen, Marseille, Lyon) sont en cours de réalisation et quatre autres (Tours, Fort-de-France, Mulhouse et une ville nouvelle de la région parisienne) sont en projet.

Loulé de 130 000 à 190 000 F

« Le succès immédiat du Zénith s'explique parce qu'il répondait à un besoin déjà existant », explique Daniel Kervae, qui, avec Daniel Collias (ce dernier également directeur du Prince de Borghese et producteur de Guy Bedos et de Jacques Higelin), dirige la programmation et l'accueil du public depuis l'ouverture de la salle. Il suffit de se souvenir de la vie avant le Zénith : concerts sous des chapiteaux qui prenaient l'air, dans des salles de sports à l'acoustique de hall de gare. De plus, l'équipe du Zénith n'a voulu résoudre tous les problèmes d'un coup : l'architecture, l'accueil des spectateurs, mais aussi celui du spectateur.

Enfin le temps des services d'ordre qui se payaient sur le public et des chiens policiers en guise d'ouvreuses. Rien de ce qui se passe dans l'enceinte du Zénith n'échappe au contrôle de la direction de la salle : quand on loue le Zénith, on loue également son service d'ordre, son personnel d'accueil, ses bars et ses stands de merchandising, services confiés à des sociétés choisies par la direction du Zénith.

Aujourd'hui, le Zénith de Paris ouvre ses portes au public entre cent vingt et cent cinquante fois par an. Depuis que le CNPF en a lancé la mode, en 1985, des entreprises (Renault, Citroën, Epoca) aiment à y tenir leurs conventions. Avec les meetings politiques, les conventions représentent 15 % des manifestations. Le reste va au rock et à la variété. Les chanteurs français capables de remplir la salle y

restent souvent plusieurs soirs, leurs binômes anglo-saxons ne font que passer. An bout du compte, chaque catégorie se partage à égalité l'année Zénith. Mais le Zénith n'est pas le même pour tout le monde : selon la configuration (avec ou sans sièges au parterre, en occultant ou non par un velum une partie des gradins) il accueille de 3 800 à 5 800 spectateurs. Le prix de la location de la salle va de 130 000 à 190 000 francs.

La pari consiste maintenant à construire d'ici trois ans une douzaine de Zéniths dans toute la France. A chaque fois, ce sont les collectivités locales - communes ou département dans le cas de la Haute-Garonne - qui seront maître d'ouvrage. Le Zénith de Paris avait coûté 29 millions de francs, celui de Montpellier 46, les projets à venir reviendront entre 60 et 120 millions de francs. Les Zénith nouveaux ne seront pas obligatoirement reproduits à l'identique de la salle de la porte de La Villette mais ils devront respecter un certain nombre de contraintes techniques pour garder l'appellation et bénéficier de l'aide de l'Etat. A l'exemple de Montpellier (70 manifestations et 200 000 spectateurs en moyenne chaque année), ces nouvelles salles peuvent espérer une exploitation équilibrée. Reste à savoir si ce réseau aura suffisamment d'attrait pour que les artistes qui ne font que passer par Paris fassent durer un peu leur séjour en France.

A Paris, l'excursion sur les bords du boulevard Macdonald est devenue un rite, un peu plus agréable depuis l'aménagement du Parc de La Villette. Mais le Zénith, conçu en fonction d'un optimum de confort et non du confort maximum (on voit les sièges sont durs...), tarde à devenir plus que le lieu « décent » qui manquait à Paris. Manque toujours une restauration satisfaisante, et les conditions d'accueil (fonctionnement sécuritaire). Que l'on aille voir Iron Maiden, Ariette Laguerre ou Patrick Bruel, le Zénith reste un lieu de passage qui ne vaut que par les occupants de la scène.

THOMAS SOTINEL

## DANSE

## Dominique Bagouet va quitter Montpellier

MONTPELLIER

de notre correspondant

C'était dans l'air depuis quelque temps mais c'est désormais officiel. Le chorégraphe Dominique Bagouet a annoncé son intention de quitter Montpellier où il dirigeait le centre chorégraphique depuis onze ans. La compagnie devrait poursuivre son travail sur place jusqu'en juillet 1992, après quoi elle déménagera pour une destination qui n'est pas encore arrêtée, mais qui pourrait bien être Berlin.

Dominique Bagouet part avec des regrets. « Je rêvais pour Montpellier d'un local réunissant plusieurs studios pour maintenir mon répertoire, que je suis obligé d'abandonner faute d'espace, et aussi par manque de danseurs », explique-t-il. « Le lieu idéal existe : le souvent des Ursulines situé en plein centre-ville à deux pas de la place de la Comédie.

Georges Frêche, le maire (PS) de Montpellier, veut encore croire qu'un terrain d'entente peut être trouvé. Jugeant le projet des Ursulines trop coûteux, il propose cependant à Dominique Bagouet de lui construire très rapidement une salle à Grammont, à l'est de la ville. Ce projet coûterait 14 millions de francs, la municipalité comptant pour sa réalisation sur une aide du ministère de la culture.

Dominique Bagouet et Georges Frêche se rencontreront le 14 février, mais le chorégraphe présente aujourd'hui sa décision comme irrévocable, partagée entre la lassitude et l'attraction d'autres lieux. « Même si la structure s'installe par je ne sais quel miracle, je souhaite que le prochain centre chorégraphique national de Montpellier en profite ».

JACQUES MONIN

## Yves Saint Laurent

Le style, tranquille

Le premier numéro est un tailleur. Grain de poudre marine, trois gros boutons, bijoux devant, trois eux bas des manches. Le modèle Celui qui précède la robe de mariée est une robe du soir, en crepe georgette noire, longue mais souple, comme une blouse. Au total, quatre-vingts-quatorze modèles pour une collection réalisée en quinze jours avec l'aisance que donne la technique quand elle se passe de tout, sauf de l'essentiel : la ligne. Plus pure encore, avec des tailleurs aux vestes droites en soie sauvage, des épaules plus carrées, des bermudes et sabariennes en faille de soie. Couleurs d'avant les couleurs : blanc, naturel, mauve, bijoux de bois, on d'ambre illuminés de strass, sans rien de cassant, de raide. Un pli creuse les jupes sans les défaire, une capuche moutée en pointe encadre le visage comme un fieu, retombe en vague sur les épaules. C'est une collection rétrospective. Mais les souvenirs ne pèsent pas : avec eux, on revient toujours à la source, à ce corps qui n'est jamais démodé.

L. B.

## Chanel

Couture-clip

Pas de pitié pour le bourgeois, semble dire Karl Lagerfeld, qui tourne en dérision tous les tics du bon goût maison. La star du défilé, c'est le mannequin Linda Evangelista, décolorée en blond champagne, moulée dans un tailleur Chanel extensible bleu canard. Merci Gaultier (les jupes-coulopes en trillage de cuir, les vestes-coulopes bien galbées), et vive les jeunes ! Les excentriques ont coupé leurs jupes en lamelles, cousu du gros grain ou des garnitures de taffetas écossais sur leurs tweeds rose bonbon, trottent sur des escarpins ou à semelle compensée version 1970. Organes, perles ou paillettes, le vrai limite le faux dans un grand déballage second degré parodiant les Années folles.

L. B.

## Lanvin



Le dé d'or a été remis à Claude Montana pour sa collection Lanvin, pour le ligna pure de ses fourreaux courts, asymétriques, brodés de cristal et qui s'embrassent des stéatites étonnantes.

Ses vêtements pour l'été ont des enlours d'hiver, de neige, irisée. Ils ont le fraîcheur bienfaisante des gilets dans un verre, quand dehors la chaleur

brûle. Ils en ont le clarté, la douceur paresseuse, ils sont faits pour des filles jeunes, discrètes, la visage enroulé de haut col, pointu romantique, un peu rêveuses.

Montana a rêvé pour elles de ces années 60 où la jeunesse était reine, et de l'aise dans des vêtements évasés, des robes, trapèzes à ammanures emfilées, des robes fluides. Tout est soie, tout est limpide.

C. G.

## Christian Lacroix

L'habit de lumière

Christian Lacroix dit qu'il se tourne vers la simplicité. C'est une façon de voir la magnificence - presque dépourvue, c'est vrai - des formes cubistes, des ors adoucis, des bleus et des verts qui se fondent les uns aux autres, des brandebourgs de diamants ou des cols moirés, accompagnant le noir... Il y a quand même des trépanes à balconnets et dentelles, des sylphides auxquelles se sont accrochées des plumes presque impalpables, d'étranges princesses exotiques en corse de cuir martelé. Il y a ce maotau-éclat aux manches arrondies montées à mi-hauteur du buste, cette double cape superposant des couleurs tendres, ouverte sur un fourreau carmin stoué, sur lequel danse le lumière. La lumière, Christian Lacroix l'approprie et en joue comme un peintre, comme un architecte qui vous ferait croire que la pierre est transparente, qu'elle est légère et peut s'envoler.

C. G.

## Dior

Images vernies

Les modèles s'appellent *Tout nouveau*, *Passionnément*, *Eblouissant* et *Gianfranco Ferré* propose un « rendez-vous d'amour » en quatre-vingts épisodes. Bienvenue dans l'académie du sentiment. Homme au large cœur, le couturier n'a prévu des énormes nœuds de gaze sur les chemises, des corolles de moire en guise de col ; et la ligne sévère des tailleurs cigarette, la coupe stricte, beige, noire et blanche, n'en finissent pas de lutter contre un tissu qui gonfle, qui gonfle comme un étron. La nuit, Cupidon verse un peu dans le décor avec des robes longues coupées dans des toiles de Jovy, des falbalas de satin duchesse rouge pivoine. Et les souvenirs Dior, jupons de tulle, bustiers brodés, redingotes en A, ont éclaté des images sur papier glacé.

L. B.

## MUSIQUES

## Bizet en tôle

Tant qu'à reprendre « les Pêcheurs de perles » à l'Opéra-Comique, pourquoi ne pas les repêcher tout à fait ?

C'est un opéra de jeunesse - Bizet n'avait que vingt-quatre ans quand il le composa, en trois mois, pour le Théâtre Lyrique de M. Carvalho. Mais ces *Pêcheurs de perles* sont sortis tout maîtres de l'imagination du jeune Prix de Rome, dix ans avant *Carmen*, aussi irrésistibles que mal ficelés. Et ces *Pêcheurs* se sont maintenus à l'affiche de notre Opéra-Comique, sans faire parler d'eux, jusqu'aux années 70 ; on n'a jamais cessé de les enregistrer (quatre versions discographiques répertoriées dans le numéro de l'*Avant-Scène Opéra* vient de leur consacrer) ; les plus grandes voix s'y sont collées, en France comme à l'étranger. Et l'Opéra-Comique les reprend aujourd'hui, dans une version garantie authentique (1). Et l'on espère de cette Salle Favart devenue indépendante, comme des ambitions expérimentales de son jeune directeur Thierry Fouquet, une produc-

tion qui repêche d'une main ferme ces incroyables *Pêcheurs de perles*.

L'action, nous disent les librettistes, se passe à Ceylan, dans l'Antiquité. Image probable, en ce milieu de dix-neuvième siècle épris d'exotisme, d'un alcorado marin corsé d'un zeste de fanatisme et d'un soupçon de paganisme. Le metteur en scène, Antoine Bourgeois, et son décorateur, Oskar Gustin, ont pourtant succombé à la pire tentation de notre époque, qui est de moderniser et de politiser d'innocentes intrigues. Ils ont transposé celle-ci dans une Inde colonisée par les Anglais : le grand prêtre Nourabad se retrouve ainsi attifé à l'occidentale, un attaché-case en or massif à la main ; façon de signaler sans doute que ce grand sacrificateur, exploitateur de nymphes, est en réalité un provocateur, un profiteur vendu à l'occupant.

Le décor se compose d'éléments

abstraits sur lesquels sont plaquées des feuilles de tôle rutilante. Mais tout ce qui brille n'est pas or, ni esthétiquement reluisant, comme l'a déjà prouvé le Châtelet au bon vieux temps. Affaire de goût, il est vrai. Affaire de style aussi, et c'est par le style, justement, que pèche et la production et la distribution.

La Coréenne Jungwon Park - elle fut Micaëla dans le *Carmen* de Peter Brook - est une Lella roucouleuse mais quelque peu déstabilisée par un rôle qui demande une meilleure assise vocale et une technique plus accomplie. Rôle que Léontina Vaduva (deux distributions alternent tout au long des représentations) éhante prudemment, quant à elle, sans retrouver la grâce de sa Maïmoud, dans la même salle.

Le Norvégien Robert Swensen, le Français Gérard Carino, se partagent le rôle de Nadir, amoureux de la chaste vierge : ces deux légers

ont dû beaucoup écouter Léopold Simoneau et Alain Vanzo. Le premier n'en reste pas moins prisonnier d'une émission particulièrement coincée. Le second a l'air assez adroit, l'émission assez aisée pour chanter sa célèbre romance sans bécoter dans le *falsetto*. Mais il n'est excellent que seul.

Baryton belge, Marcel Vanaud force sa voix courte mais solide, privative l'articulation sur le ligne. Patrick Fournillier, au pupitre d'un Orchestre Colocoe diversément mobilisé (vents et violoncelles excellents ; violons souvent vacillants), dirige avec sérieux et ponctuosité cette partition sans prétention. On le croirait au garde-à-vous devant *Par-sifal* !

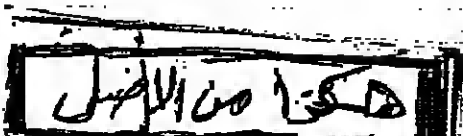
Alors, si le but que s'est fixé l'Opéra-Comique new-look est bien d'abaisser l'âge de son public et de réinventer un genre désuet sans pour autant le caricaturer, il faut bien

renoncer à remplacer une convention par une autre, les faux palmiers par du métal synthétique et, sur le modèle de ce qui se fait à Glyndebourne ou au festival irlandais de Wexford, mettre un peu de distance, d'humour et d'insolence dans la pratique de telles « exhumations ».

FRANÇOIS LAFON et ANNE REY

(1) Gérard Condé fait l'historique des différentes versions dans le *Monde Radio-Télévision* de ce jour, page 23.

Prochaines représentations : les 2, 10 et 22 février (avec Léontina Vaduva dans le rôle de Lella), les 6, 8, 16, et 20 (avec Jungwon Park). Dans le rôle de Nadir, Gérard Carino chante les 3, 5 et 8 février, Robert Swensen les autres jours. Salle Favart, 20 h 30 (matinée la dimanche, 17 heures). Tél. : 42-96-12-20.





هنا من الأصل

# AGENDA

SAMEDI 2 - DIMANCHE 3 FÉVRIER

## CINÉMAS

### LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT  
(47-04-24-24)

#### SAMEDI

Michel Paré: Un enfant dans la tôle (1975), de Gérard Blain, 15 h; Gary Merrill: L'incident (1987), v.o. s.t.f., de Larry Pearce, 17 h; Kouchkov et les siens: le Grand Constat (1933, v.o.), de Lev Kouchkov, 19 h; Kouchkov et les siens: Horizon (1933, v.o. traduction simultanée), de Lev Kouchkov, 21 h.

#### DIMANCHE

Michael Powell: le Voyeur (1980, v.o. s.t.f.), de Michael Powell, 15 h; Madge Bellamy: L'homme de l'année (1922), de Maurice Tourneur, 17 h; Kouchkov et les siens: Nous sommes de l'Oréal (1943, v.o.), de Lev Kouchkov et Alexandra Khokhlova, 19 h; Kouchkov et les siens: Accident sur le volcan (1943, v.o.), d'Evguén Schneider, 21 h.

#### PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

#### SAMEDI

Tora embrasse une religion (1982), de Yoï Yamada, 18 h; les Fédérations (1971, v.o. s.t.f.), de Krzysztof Kieslowski, 20 h.

#### DIMANCHE

Capitale du cinéma (1988, v.o. s.t.f.), de Yoï Yamada, 18 h; Tokyo-ga (1985, v.o. s.t.f.), de Wim Wenders, 20 h.

#### CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

#### SAMEDI

Zavattini: Amore e chiacchiere (1957, v.o. s.t.f.), d'Alessandro Blasetti, 14 h 30; le Dernier Train (1986, v.o. s.t.f.), de Nelo Risi, 17 h 30; Pour l'amour du ciel (1989, v.o. s.t.f.), de Luigi Zampà, 20 h 30.

#### DIMANCHE

Zavattini: la Mantoue (1952, v.o. s.t.f.), de Alberto Lattuada, 14 h 30; Primavera (1980, v.o. traduction simultanée), de Renato Castellani, 17 h 30; les Fleurs du sol (1989, v.o. s.t.f.), de Vittorio de Sica, 20 h 30.

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

#### SAMEDI

Les Folles Années 1920-1940: la Vie artistique (Eclair journal, Mésèque sur les forêts (1978) de Jacques et Evelyn Renard (1989) de G. Barbière, 14 h 30; Vers la guerre: l'été 39 (1958) de Gérard Philou, Fric-Frac (1938) de Maurice Lehmann et Claude Autant-Lara, 16 h 30; le Front populaire, les Femmes et le Droit de vote à travers Gaumont (1935-1936), 38, le Grand Tourneur (1970) de H. de Turénne, 18 h 30; les Années 30; Jacques Feyder: Bande à part, la Bandera (1935) de Julien Ouyvier, le Grand Jeu (1933) de Jacques Feyder, 20 h 30.

#### DIMANCHE

Les Folles Années 1920-1940: la Front populaire: Trente-six, c'était aussi... (1970) de Gérard Philou, Rigol-boche (1938) de Christian-Jaque, 14 h 30; le Front populaire: Eclair journal, la Belle Equipe (1935) de Julien Ouyvier, 18 h 30; la Vie artistique: Philippe Soupault et le Surréalisme (1982) de Bernard Tavernier, 18 h 30; les Années folles: Encyclopédie du cinéma français: les années 20 (1978) de Claude-Jean Philippe, Yvette (1927) d'Alberto Cavalcanti, 20 h 30.

#### LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (\*) (A., v.o.): Les Trois Balais, 6 (45-61-10-60).

L'AMOUR DANS DEUX DRAPS (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); v.l.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-27-64-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78); UGC Maillot, 17 (40-88-00-15); v.l.: Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74); Miramar, 14 (43-20-88-52); Gaumont Convention, 16 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.): Lucerna, 6 (45-44-57-34).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.): Latina, 4 (42-78-47-88); Le Berry Zébro, 11 (43-57-51-55); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.l.): Le Berry Zébro, 11 (43-57-51-55); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (45-26-59-00).

CABAL (\*) (A., v.l.): Rex, 2 (42-38-83-83); UGC Gobelines, 13 (45-81-94-95); Les Montparnoses, 14 (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDO ALBA (Esp., v.o.): Latina, 4 (42-78-47-88).

## LE CERCLE DES POÈTES DISPARS

RUS (A., v.o.): Cinoches, 6 (48-33-10-82); George V, 8 (45-82-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.): Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Alésia, 14 (43-27-64-50).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.l.): République Cinémas, 11 (48-06-51-33); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHUCKY LA POUPÉE DE SANG (\*) (A., v.l.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Grand Pavois, 15 (45-64-48-85).

LA CITÉ DES DOULEURS (Chin., v.o.): République Cinémas, 11 (48-06-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.): UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DAMES GALANTES (Fr.): Cinoches, 6 (48-33-10-82); Studio 28, 18 (48-06-36-07).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.): Cinoches, 6 (48-33-10-82).

DESPERATE HOURS (\*) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

LA DISCRÈTE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); La Bastille, 11 (43-07-48-80); Fauvette, 13 (43-31-60-74); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-27-64-50); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.): Cinoches, 6 (48-33-10-82).

## IMPRÉL, 2 (47-42-72-52); Pathéon,

5 (43-64-15-04); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (43-05-50-50); v.l.: Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

HOT SPOT (\*) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); v.l.: Rex, 2 (42-38-83-83); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-81-94-95); Miramar, 14 (45-39-52-43).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.): Cinoches, 6 (48-33-10-82).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.): Racine Odéon, 5 (43-28-19-88); La Bastille, 11 (43-07-48-80); Escorial, 13 (47-07-28-04).

JU DOU (Chin.): Les Trois Luxembourgs, 6 (45-74-94-94).

KORCZAK (Pol.-Aut., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).

LACENAIRE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.): République Cinémas, 11 (48-06-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01).

LES LIASONS DANGEREUSES (A., v.o.): Cinoches, 6 (48-33-10-82); Grand Pavois, 15 (45-64-48-85).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauteville, 8 (45-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE PETIT CRIMINEL







Préoccupées par l'aggravation du chômage

## Les autorités monétaires américaines abaissent de 6,5 % à 6 % leur taux d'escompte

Au lendemain du relèvement, par la Bundesbank, de ses taux directeurs, la Réserve fédérale américaine a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> février, une baisse de 0,5 point de son taux d'escompte (nos dernières éditions du 2 février). Sans effet notable sur le Bourse, cette décision a en revanche provoqué une nouvelle chute du dollar, qui a atteint, un moment, son plus bas niveau historique vis-à-vis du deutschemark, à 1,48 DM dans la journée. La devise américaine a terminé à 4,99 francs français vendredi soir à New-York.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Les taux d'intérêt doivent baisser maintenant », avait indiqué le président Bush dans son discours sur l'état de l'Union. Il a été entendu. Se pliant aux injonctions de la Maison Blanche et répondant aux appels lancés par l'économie américaine, après l'annonce du taux de chômage le plus élevé depuis trois ans et demi, la Réserve fédérale a annoncé le 1<sup>er</sup> février l'abaissement de son taux d'escompte, ramené de 6,5 % à 6 % avec effet immédiat.

Le 18 décembre dernier, déjà préoccupé par la situation économique, la Fed avait décidé d'injecter des

liquidités dans le circuit en ramenant le taux d'escompte de 7 % à 6,5 %, ce qui constituait alors la première réduction de ce taux directeur intervenue depuis août 1986. Peu de temps après, les grandes banques commerciales réajustèrent à l'unisson et ramenant leur taux de base (consenti à leurs clients privilégiés) de 9,5 % à 9 %. Après les réductions intervenues en décembre et janvier dernier, ce taux se situe actuellement à son plus bas niveau depuis mai 1988.

Cette décision de la Réserve fédérale, acquiescée à l'unanimité des membres de son conseil, n'a toutefois guère impressionné Wall Street qui a clos la séance de vendredi à 2 730,69, en baisse de 5,70 points pour la séance, signe que les mauvaises nouvelles provenant du front économique ont encore de l'effet sur la bourse new-yorkaise.

### Le risque inflationniste

Vendredi matin, en effet, le département de l'emploi annonçait pour le mois de janvier un taux de chômage de 6,2 %, contre 6,1 % le mois précédent, son plus haut niveau depuis juin 1987. Au cours de ce mois de janvier, environ 232 000 emplois non agricoles ont été perdus, après 148 000 le mois précédent. Une fois de plus, c'est le secteur manufacturier qui a payé le plus lourd tribut à la crise, perdant 69 000 emplois le mois précédent, qui s'ajoutent aux

900 000 emplois abandonnés au cours des deux années antérieures.

Le plus préoccupant pour les milieux d'affaires est que le ministre de l'emploi ne semble escompter aucune amélioration à brève échéance, confortant les prévisions extrêmement prudentes du président de la Réserve fédérale quant à la durée de la récession et à la forme que pourrait prendre une éventuelle reprise économique.

Dans un récent entretien accordé au *New York Times*, M. Alan Greenspan admettait que la Réserve fédérale avait peut-être tardé à réagir face au ralentissement économique qui, indépendamment de la crise du Golfe, menaçait de se transformer en récession dès l'été dernier. Pour ce qui est de l'avenir, le président du Fed anticipait effectivement une reprise, mais à condition que la guerre contre l'Irak « soit relativement courte ». Au-delà de trois mois, devait-il ajouter, « on assiste à une érosion de la confiance des consommateurs, ce qui compromet les chances d'une reprise significative ». C'est pour aider la machine à repartir, alors que tous les indices de confiance sont au plus bas et que la production de biens et de services a chuté de 2,1 % au dernier trimestre 1990, que M. Greenspan s'est résolu à peser une fois de plus sur les taux d'intérêt. En espérant que l'inflation — sa bête noire — ne repartira pas de plus belle.

SERGE MARTI

Bruxelles accorde un crédit de 2,2 milliards d'euros à Athènes

## La Grèce promet d'utiliser le prêt de la CEE pour de grands projets d'investissement

Le prêt de 2,2 milliards d'euros (15,4 milliards de francs) que la CEE a accordé cette semaine à la Grèce n'est pas « une ponction », a déclaré le ministre grec de l'économie, M. Ethymios Christodoulou, en revenant de Bruxelles. Il sera utilisé non pour financer la consommation, mais de grands projets d'investissement. Il constitue un « équilibre » de l'oxygène pour une économie nationale à bout de souffle.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le crédit accordé par la CEE doit permettre à la Grèce, dont le déficit budgétaire (20 % en 1990) est, selon la Commission européenne, « clairement insoutenable », d'assainir son économie et de rattraper son retard vis-à-vis de ses partenaires. Une première tranche de 1 milliard d'euros sera disponible au mois de mars, après l'approbation finale du conseil des ministres des finances des Douze du 25 février, les autres tranches devant être versées d'ici à 1993, selon les résultats du plan d'assainissement mis en place par les responsables grecs. L'obtention du prêt permet à la Grèce d'accéder aux marchés financiers internationaux et au gouvernement de cou-

vrir ses besoins en devises. Ceux-ci sont évalués, pour le premier trimestre, à plus de 1 milliard de dollars.

Le prêt sera « exclusivement consacré » au financement des grands projets d'investissement (métro, nouvel aéroport, grands travaux d'infrastructure) et « non à la consommation », a assuré le premier ministre, Constantinos Mitsotakis, satisfait d'un événement « heureux et attendu ». Le porte-parole du gouvernement, M. Byron Polydoras, a indiqué que la somme correspondait à la part grecque du programme de développement régional de trois ans qui s'élève à 7,5 milliards d'euros. « Elle constitue le premier grand pas vers le redressement, le développement et la modernisation du pays », a ajouté le porte-parole.

Pour les dirigeants grecs, la décision prise est « une preuve de la solidarité communautaire », mais aussi de « la confiance rétablie » envers la Grèce depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en avril. M. Polydoras a rappelé à ce propos que le président de la commission, M. Jacques Delors, avait adressé en mars une sérieuse mise en garde à la Grèce, l'exhortant à se ressaisir sous peine d'être marginalisée.

La commission avait alors estimé qu'elle se trouvait dans une position difficile si elle devait participer et engager sa propre « fidélité » dans un éventuel nouveau prêt. Elle soulignait que la Grèce

n'avait pas tenu ses engagements (baisse de l'inflation et réduction des dépenses publiques notamment) lors du premier prêt de 1,7 milliard d'euros (2,4 milliards de dollars), obtenu en 1985 par les socialistes du PASOK alors au pouvoir.

Les conditions du nouveau crédit seront définies lors du conseil du 25 février. Selon M. Christodoulou, le menu comprend l'imposition des riches agriculteurs, la réduction du nombre de fonctionnaires (notamment par le non-recrutement d'un fonctionnaire par rapport à la retraite sur deux) et la lutte contre la fraude fiscale.

D'après la presse grecque spécialisée, le gouvernement devra réduire l'inflation à moins de 10 % avant 1993 (22,8 % en 1990), diminuer de 10 % le nombre d'emplois du secteur public, prévoir 30 milliards de drachmes (1,5 milliard de francs) de réserves budgétaires — dont 30 milliards destinés aux investissements —, élargir l'assiette fiscale des agriculteurs et ramener à 10 % du PNB en 1993 les besoins de financement du secteur public (19 % actuellement).

Le président du PASOK, et ancien premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou, s'est insurgé contre la manière dont la CEE a accordé le prêt, qui, selon lui, « porte inévitablement atteinte au pays, à ses institutions et à son avenir ».

DIPIER KUNZ

## REPÈRES

### AUSTÉRITÉ

#### Le Brésil bloque prix et salaires

Le Brésil a décidé de mettre fin au système traditionnel d'indexation généralisée de l'économie en gelant temporairement les prix et les salaires, et en interdisant les placements à très court terme, a annoncé le 31 janvier, M. Zelia Cardoso de Mello, ministre de l'économie. Cette disposition a été adoptée dans le cadre d'une série de mesures visant à juguler une inflation redevenue galopante (+ 20 % par mois).

### EMPLOI

#### Taux de chômage japonais au plus bas depuis 1980

Avec 1 340 000 personnes sans emploi recensées en 1990, soit 2,1 % de la population active en moyenne, la taux de chômage a atteint au Japon son plus bas niveau depuis 1980, a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> février, l'Agence gouvernementale japonaise de gestion et de coordination. En 1989, le taux de chômage s'est élevé à 2,3 % de la population active avec 2 140 000 personnes sans emploi recensées. Avec 62,49 millions de personnes occupées en 1990, le nombre de Japonais au travail a progressé de 2 % par rapport à l'année précédente, soit la plus forte hausse enregistrée depuis trente-cinq ans. Ces résultats correspondent à une situation de pénurie de main-d'œuvre puisque l'économie japonaise a, selon les statistiques diffusées le même jour par le ministère du travail, proposé en 1990 140 postes de travail (voire même 143 en décembre) pour 100 demandeurs d'emploi.

### RÉFORMES

#### Accord entre le FMI et la Bulgarie

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement bulgare sont parvenus à un accord sur le programme de réformes économiques en Bulgarie, a annoncé jeudi 31 janvier, au cours d'une conférence de presse, M. Anup Singh, président de la mission du FMI. Ce programme, approuvé le jour même par le Parlement bulgare, prévoit une mise en œuvre immédiate. Après les fortes hausses des prix et des taux d'intérêt intervenues vendredi 1<sup>er</sup> février, la privatisation des terres et des petites et moyennes entreprises constitue le second grand chantier des réformes.

Publié au « Journal officiel »

## Un décret fixe les règles de répartition des actifs entre assureurs et assurés

Publié jeudi au *Journal officiel* par le ministère de l'économie, le décret fixant les nouvelles règles de répartition de la part des actifs affectée aux assurés en cas de transfert du portefeuille de contrats « clarifie de manière satisfaisante la répartition des droits respectifs des assurés et des assureurs », a estimé, vendredi 1<sup>er</sup> février, la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA).

Le décret fixant les nouvelles modalités du « cantonnement des actifs » fait obligation aux compagnies d'assurance-vie et de capitalisation de calculer et de publier chaque année dans leurs comptes la valeur réelle de l'ensemble des actifs (immobiliers, actions, obligations...) qu'elles détiennent et de la frapper part de ces actifs correspondant aux souscriptions de leurs assurés. Ce texte, qui, selon la FFSA, « complète le dispositif de transparence des relations entre assureurs et assurés mis en place par la loi » (loi de décembre 1989 portant réforme du code des assurances), règle un problème douloureux qui aurgi pour la première fois, en 1987, quand le gouverne-

ment de M. Jacques Chirac a voulu privatiser les compagnies d'assurances.

Jusqu'à présent, les actifs des sociétés d'assurance-vie pouvaient être transférés d'une société à une autre sans qu'aucune règle fixe le partage des plus-values entre celles qui reviennent aux actionnaires de la compagnie et celles qui reviennent aux assurés.

Le décret du 31 janvier 1991 fixe désormais une règle de calcul simple : les actifs déjà cantonnés du fait de la réglementation (portefeuille géré pour le compte de tiers, par exemple, ou contrats d'assurance en parts de sicc) appartiennent intégralement aux assurés. En revanche, tous les autres actifs des compagnies d'assurance-vie et de capitalisation, y compris les plus-values latentes, sont répartis selon la clé du partage des bénéfices.

Les plus-values latentes sont affectées aux assurés pour un montant au moins égal à 85 % de la part des actifs financés par les provisions techniques des compagnies d'assurances. De ce fait, les actionnaires de la compagnie d'assurances ne peuvent recevoir une part des plus-values latentes supérieure à 15 %.

En 1990

## Les Charbonnages de France ont créé 12 170 emplois dans les régions minières

12 170 emplois ont été créés en 1990 dans les régions minières-Nord-Pas de Calais, Lorraine, Centre-Midi-grâce à l'aide apportée par les Charbonnages de France via leur filiale spécialisée SOFIREM (Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières).

Cette mission de réindustrialisation, qui accompagne la fermeture progressive des puits et vise à permettre la conversion des anciens mineurs et de leurs familles, a coûté l'an dernier 712 millions de francs à CDF, a annoncé le jeudi 31 janvier M. Marcel Julia, président de la SOFIREM, en présentant le bilan de son action.

Plus des deux tiers de ces fonds (485 millions de francs) ont été directement apportés, sous forme de fonds propres ou de prêts à taux privilégiés, à 271 entreprises nouvellement implantées dans ces

régions ou ayant présenté des projets d'extension. L'ensemble de ces projets a permis de créer 10 580 emplois. Le reste, soit 230 millions de francs, ont été apportés aux Fonds d'industrialisation pour créer par exemple des zones industrielles ou former le personnel adapté. 1 590 emplois ont été créés par ce biais.

C'est dans le Nord qu'ont été créés le plus grand nombre d'emplois (5 132 postes). Fait nouveau : les entreprises étrangères sont de plus en plus nombreuses à s'implanter, et souligne M. Julia, estimant qu'elles avaient représenté 42 % des créations de postes dans le Nord et 68 % en Lorraine. Parmi les plus grosses opérations, il a cité plusieurs implantations : en Moselle l'allemande Nolte (meubles), dans la Loire l'italien Molema (menuiserie abusive), dans le Pas de Calais l'entreprise mixte (franco britannique) Bourgois-Moy Park (plats cuisinés) et enfin Grundig en Moselle pour une usine de téléviseurs.

## M. Fauroux envisage d'aider les secteurs industriels en difficulté

Les secteurs industriels en difficulté pourraient à nouveau bénéficier d'aides de l'Etat. C'est ce qu'indique le ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux, dans un entretien publié par le quotidien *La Croix* daté du samedi 2 février.

Ces mesures de soutien, explique-t-il, seraient limitées « à des secteurs où des difficultés spécifiques vont se cumuler avec des difficultés communes à toutes les entreprises », comme « l'automobile, le textile, l'informatique et les pneumatiques ». S'il compte réactiver

les dispositifs d'aides, le ministre de l'industrie reste discret sur la forme et les moyens. L'adoption de telles mesures, précise-t-il, se fera « bien évidemment en conformité avec les règles communautaires ».

Evocant la situation financière fragile des groupes industriels publics, en particulier celle de Bull, de Thomson et de Renault, M. Fauroux affirme que l'Etat continuera à leur apporter son soutien, « notamment par le biais de dotations en capital ».

## Wessex s'associe à Waste Management pour le traitement des déchets

La diversification des anciennes *water authorities* britanniques, privatisées en décembre 1989, s'accroît. Wessex, une des plus petites, mais une des mieux gérées, vient de frapper un grand coup en créant avec l'américain Waste Management, première société mondiale dans la collecte et le traitement des déchets (avec un chiffre d'affaires de plus de 22 milliards de francs et un bénéfice net de 2,8 milliards en 1989), déjà implantée en Allemagne, en Italie et en Espagne, une joint-venture (Wessex Waste Management) au capital de

125 millions de livres (près de 1,24 milliard de francs).

Elle financera l'opération en émettant 18,1 millions d'actions nouvelles, pour un montant de 62,75 millions de livres, réservées au groupe américain : celui-ci détient ainsi 14,99 % de Wessex (maximum autorisé pour un étranger dans une société d'eau) jusqu'en 1995 et pourra ensuite porter sa part à 19,30 %. La Lyonnaise des eaux, quant à elle, vient de vendre les 6 % qu'elle détenait dans Wessex.

Les difficultés du métro londonien

## 2 200 suppressions d'emplois dans l'industrie ferroviaire britannique

Les difficultés du métro londonien, en proie à une grave crise de liquidité, rejoignent sur l'ensemble de l'industrie ferroviaire britannique. La société d'exploitation du célèbre Underground a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> février, une série de mesures, parmi lesquelles mille suppressions d'emplois, destinées à assainir sa situation financière.

La cure d'austérité qu'elle impose le London Underground va également

se traduire par une réduction de son effort d'équipement. Ce qui n'arrange pas les affaires des fabricants de matériel ferroviaire, déjà pénalisés par la récession.

Le constructeur britannique de locomotives et de wagons BREL, qui emploie 8 422 personnes, va ainsi supprimer 1 200 emplois dans ses trois usines du nord de l'Angleterre, en raison de la faiblesse de son carnet de commandes.

Selon Radio-Téhéran

## Framatome aurait été condamnée à verser 550 millions de francs à l'Iran

Radio-Téhéran a déclaré, le 2 février, que l'entreprise française Framatome venait d'être condamnée, par le tribunal d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Lausanne, à verser 550 millions de francs à l'Organisation iranienne de l'énergie atomique. La radio a cité, comme source de l'information, un

porte-parole du bureau des services juridiques internationaux, rattaché à l'ambassade d'Iran à Paris. Elle ne donne aucune précision sur cette condamnation et ses motifs. Il semble qu'il s'agisse d'un des sous-dossiers de l'affaire dite du « milliard d'Eurodif », qui se trouve au cœur des contentieux financiers franco-iraniens.

## EN BREF

□ Air-France insaure une rotation quotidienne avec Bastia. — Selon la préfecture de Haute-Corse, la direction d'Air-France a décidé, vendredi 1<sup>er</sup> février, d'instaurer, dès la semaine prochaine, une rotation quotidienne entre Paris et l'aéroport de Bastia-Poretta, bloqué par du personnel au sol en grève depuis cinquante-cinq jours. Cette rotation, qui reliaira Paris à Bastia via Marseille, sera assurée par du personnel non gréviste, et pourrait être mise en service dès lundi prochain. Elle complètera le plan aérien d'urgence mis en place par les autorités à la demande des socioprofessionnels depuis le 19 décembre, qui prévoyait une liaison Bastia-Nice-Bastia par une compagnie régionale.

□ CNAM : M. Maurice Derlin figure sur la liste des administrateurs FO. — Force ouvrière a arrêté le nom des administrateurs des caisses d'assurance maladie qui entreront en fonction le 31 mars. M. Maurice Derlin, 66 ans, président de la CNAMTS (Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) figure à nouveau sur la liste, ainsi que, pour la première fois, M. Jean-Claude Mallet, membre du bureau confédéral, qui est candidat à sa succession. En principe, M. Derlin est atteint par la limite d'âge imposée depuis 1985 aux présidents de caisse, mais il n'est pas impossible que FO demande que l'on déroge à des règles sujettes à plusieurs interprétations.

□ Baisse du nombre d'accidents mortels dans le BTP en 1989. — Avec 329 dossiers réglés en 1989 au lieu de 370 en 1988, le nombre des accidents mortels dans le secteur du bâtiment et des travaux publics a diminué de 11,08 % en un an, alors qu'il a augmenté de 5,38 % pour l'ensemble des branches d'activité, selon les statistiques publiées vendredi 1<sup>er</sup> février, par la Caisse nationale d'assurance maladie. Si le nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente a également baissé de 8,16 points (17 126 sinistres réglés en 1989 au lieu de 18 648), celui des accidents ayant entraîné un simple arrêt de travail est en hausse de 4,4 % (167 428 au lieu de 160 315).

□ OPA forcée d'Indosuez sur Wentworth. — Indosuez se voit contrainte de lancer une OPA sur Wentworth, société britannique d'emballage, en raison de la réglementation boursière londonienne. Celle-ci exige, dès qu'un actionnaire détient 30 % d'une société, le déclenchement d'une OPA sur le reste du capital. Or Indosuez, à la suite de l'échec du placement d'une émission de Wentworth, se retrouve actionnaire majoritaire de cette société. La banque française, filiale du groupe Suez, n'ayant pas pu descendre en-dessous de 30 % avant la fin de janvier comme le lui avaient demandé les autorités boursières britanniques, est aujourd'hui obligée de lancer une OPA représentant une mise de fonds de 75 millions de francs.



## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 28 JANVIER AU 1<sup>er</sup> FÉVRIER

## PARIS

## Le mauvais coup des taux allemands

INDICE CAC 40  
+0,98 %

La semaine écoulée, qui aurait pu être bonne pour la Bourse, s'est en définitive révélée médiocre. Tout avait pourtant commencé sur une note gaie ou presque. Dès lundi, un nouveau tassement initial (-0,66 %) avait été écarté par un +0,17 %. L'amélioration constatée devait cependant faire rapidement long feu. Et mardi, après quelques instants d'hésitation, le marché reprenait lentement le chemin de la baisse (-0,72 %).

Simple recul pour mieux sauter ? C'est à croire, puisque le lendemain, un mouvement de hausse se résumait, si bien même qu'à la clôture les valeurs françaises s'appréciaient de 1,18 % en moyenne. Mais cette reprise n'eut pas réellement de suite.

Judi, très nerveuse, la Bourse se mit à varier de tous les sens. Plusieurs fois, la tendance se retourna. Finalement, de hausse en baisse et vice versa, la séance s'échoua sur un léger repli des indices (-0,11 %), qui mesquait une grande irrégularité dans tous les compartiments de la cote.

Le calme ne revint pas vraiment à la veille du week-end. Encore assez nerveuse, la Bourse devait encore cinq fois changer de direction avant que l'indice CAC 40, sorti une dernière fois du vert repassé dans le rouge et affiché une modeste baisse de 0,16 %. Bref, le bilan hebdomadaire n'est quand même pas positif (+0,98 %). Mais du peu.

Ce n'est rien de dire qu'un certain optimisme avait régné cette semaine sous les auspices des milieux financiers attendaient avec curiosité le discours sur l'état de l'Union que le président américain George Bush devait prononcer le 28 janvier. Attente récompensée puisque le chef de la Maison Blanche était confirmé le message que les augures de tout poil s'efforçaient déjà de faire passer depuis quelques temps, à savoir que la récession serait de courte durée et que la pire était déjà passée. Difficile de faire davantage plaisir aux places financières tourmentées par le conflit du Golfe, dont tout maintenant laisse à penser qu'il sera, pour le moins, beaucoup plus long que prévu. La réaction fut immédiate et d'autant plus marquée que, percuté, en plus, les boursiers carraient l'espoir de voir les taux d'intérêt baisser. Paris s'anflamma, mais aussi

Londres, Francfort, et surtout New-York où, pour la première fois depuis l'invasion du Koweït en août 1990, l'indice Dow Jones repassait la barre des 2 700 points.

## La durée du conflit et la récession

Hélas, le bel optimisme ainsi déclenché fut gâché par le discours, pour le moins inattendu, prononcé le 31 janvier par le Bundesbank allemand de relever d'un demi-point ses taux directeurs. Jugée contraire à l'intérêt des grandes pays industrialisées et qualifiée de « parialement égoïste », cette mesure fit passer un frisson glacé sur les marchés.

Peur de la contagion et de secousses monétaires avec le dérapage probable du franc et du dollar : toutes les hypothèses les plus noires furent évoquées par les opérateurs encore tout prêts à jouer à l'« après-guerre ». Du coup, passé inaperçu, l'avertissement lancé par M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, sur la risque d'une récession dure et longue si la guerre du Golfe ne s'arrêtait pas avant la mi-avril prit toute sa valeur. Mais que faire ? L'indéci-

elion fut à son comble jusqu'à ce qu'à la veille du week-end, cherchant à allumer un contre-feu, la banque centrale des États-Unis annonce la baisse d'un demi-point de son taux d'escompte. Elle ne fit qu'écarter la confusion.

Que faire, que tenter ? Les aller et retour rapides enregistrés sur les marchés en fin de semaine ont largement témoigné du désordre créé dans les esprits par ces contre-ordres monétaires et encore accru par la volée de mystère dont la censure entoure toutes les informations en provenance du Moyen-Orient. Sans parler de la très mauvaise impression causée par les dernières statistiques économiques américaines (nouvelle baisse pour janvier de l'indice des directeurs d'achats, baisse également mais pour décembre des dépenses de construction). Inutile de le préciser : les spéculistes ne savaient trop que penser. Et que conseiller ? Pour les financiers, il est désormais clair que la santé de la Bourse est plus que jamais très étroitement liée à la capacité de la coalition alliée de mettre très vite l'Irak à genoux.

ANDRÉ DESSOT

## Matériel électrique

	1-2-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	538	+ 12
CSEE (ex-Signaux)	160	+ 12
Général des eaux	2 301	+ 61
Intertechnique	1 090	+ 30
Labinal	775	+ 20
Legrand (I)	3 480	+ 82
Lyon, des eaux	529	+ 18
Matra	273,40	+ 3,40
Merlin-Gérin	468,50	+ 17,30
Moulinex	300	+ 6,35
Radio-technique	300	+ 6
SEB	1 165	+ 23
Sextant-Avionics	481,50	+ 33,50
Thomson-CSF	131,60	+ 1,40
IBM	638	+ 28
ITT	268,30	+ 9,40
Schlumberger	289,80	+ 2,80
Siemens	2 636	+ 53

(1) Coupon de 24 F.

## Bâtiment, travaux publics

	1-2-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 105	+ 55
Bouygues	510	+ 40
Ciments franc.	970	+ 30
GTM	3 120	+ 11,50
Immob. Phénix	132,50	+ 1
J. Leclercq	750	+ 59
Lafarge-Coppée	327,30	+ 7,30
Poliet et Chaus.	544	+ 6,60
VE-SB	190	+ 11,50

## Banques, assurances, sociétés d'investissement

	1-2-91	Diff.
AGF	479,20	+ 21,10
Air liquide	116,10	+ 1,20
Banque (C)	493	+ 3
Cetelcom	530	+ 24
CCF	150,40	+ 2,70
CFP	530	+ 40
CFI	330	+ 13
Chargeurs	696	+ 15,10
CPR	262	+ 10
Eurofrance	1 478	+ 59
GIAT	1 743	+ 28
Héris (La)	436	+ 10,50
Localfrance	419	+ 8,50
Loirefin	657	+ 31
AXA (Cie de Mid)	1 043	+ 31
Midland Bank	78,50	+ 1,50
OFF	1 400	+ 100
Paribas	429	+ 9
Schneider	635	+ 4
Société générale	393,90	+ 14,60
Sovac	549	+ 9
Suez (C fin.)	283,40	+ 6,60
UAP	544	+ 4
UCS	149,10	+ 5,90

## Valeurs diverses

	1-2-91	Diff.
Accor	639	+ 29
Air liquide	638	+ 10
Alcatel	538	+ 12
Alstom	550	+ 38
Bis	300	+ 5
CGIP	869	+ 21
Club Méditerranée	412	+ 13
Enel	720	+ 30
Euro-Disney	102,50	+ 1,20
Europe 1	1 050	+ 18
Eurotunnel	45,40	+ 1,10
Groupe CIE	625	+ 4
Hachette	172,80	+ 5,30
Havas	401,80	+ 11,50
Marine Wende	270	+ 8
Navigation mixte	1 309	+ 54
Nord-Est	114	+ 1
L'Oréal	471,50	+ 15,50
Saint-Gobain	372,50	+ 16,60
Sanofi	816	+ 5
Sauvage Chailion	233,50	+ 3,50
Skis Rossignol	625	+ 70

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	1-2-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	99,95	+ 0,05
8,80 % 1977	120,50	+ 0,50
10 % 1978	99,25	+ 0,05
10 % 1978	99,40	+ 0,15
9 % 1979	97,90	+ 0,07
10,80 % 1979	101,05	+ 0,05
CNE 3 %	376,00	+ 39
CNE 5 % 5 000 F	99,25	+ 0,15
CNE 5 % 5 000 F	99,30	+ 1,30
CNE 5 % 5 000 F	99,30	+ 0,20
CNE 5 % 5 000 F	99,25	+ 0,24

## Métallurgie, construction mécanique

	1-2-91	Diff.
Atapl.	351,50	+ 8,50
Dassault-Aviation	465	+ 3
De Dietrich	1 420	+ 28
Fives-Lille	162,60	+ 0,10
GIN	465	+ 19
Peugeot	431,50	+ 5,60
SAFARI	1 405	+ 43
Strafor, Facon	940	+ 30
Valco	340	+ 14
Vallourec	209	+ 9

## Pétroles

	1-2-91	Diff.
AP-France	96,40	+ 3,90
ELF-Aquitaine	280,60	+ 1,10
Esso	662	+ 15
Primagaz	659	+ 11
Sogehap	351	+ 9
SAFARI	1 405	+ 43
Exxon	257	+ 5,50
Petrolina	1 615	+ 11
Royal Dutch	376,50	+ 0,30

## Mines d'or, diamants

	1-2-91	Diff.
Anglo-American	129,50	+ 0,50
Amgold	384	+ 7
Buf. Gold M.	61,50	+ 0,50
De Beers	98	+ 3,45
Orif. Cons.	53,20	+ 0,80
Cocor	14,40	+ 0,75
Harmony	35,40	+ 1,20
Randfontein	19	+ 0,10
Saint-Helena	39,20	+ 2,20
Western Deep	127	+ 15

## Alimentation

	1-2-91	Diff.
Bégine-Sey	590	+ 25
Bouygues	2 290	+ 8
BSN	775	+ 23
Carrefour	3 372	+ 1
Cesino G. Perre	132	+ 5
Euromarché	3 011	+ 25
Guyenne-Garc.	1035	+ 10
LYM	3 212	+ 48
Occid. (Gle)	672	+ 53
Clapart	270	+ 3,50
Pern-Ricard	1 010	+ 53
Promodis	2 015	+ 5
Saint-Louis	1 215	+ 9
Sourire Perrier	2 218	+ 28
Neut	29 770	+ 430

## Filatures, textiles, magasins

	1-2-91	Diff.
Agache (Fin.)	800	+ 13
BIV	630	+ 29
Danart	1 650	+ 9
DMC	777	+ 22
Gal. Lafayette	1 425	+ 15
Nouvelles Galeries	3 094	+ 1
Promodis	528	+ 40
La Redoute	3 425	+ 145
SCOA	13,80	+ 0,30

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 1<sup>er</sup> février 1991  
Nombre de contrats : 95 399.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91	-
Premier.....	102,92	103,26	103,32	-
+ haut.....	103,20	103,52	103,54	-
+ bas.....	102,78	103,18	103,32	-
Dernier.....	103,12	103,52	103,40	-
Compensation.....	103,12	103,52	103,62	-

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	28-1-91	29-1-91	30-1-91	31-1-91	1-2-91
RM	1 357 125	1 651 842	2 379 029	3 030 863	-
Comptant	6 860 806	7 475 698	8 315 397	4 669 375	-
R. et cbl.	224 100	75 308	281 935	134 537	-
Actions	8 442 031	9 202 848	10 976 361	7 834 775	-
Total	15 884 062	19 205 694	21 652 723	15 669 550	-

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	102,9	102,4	104,2	104,2	-
Françaises	102,9	102,4	104,2	104,2	-
Etrangères	98,2	98,4	98,2	98,7	-

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén. 412,8 | 414,1 | 412,3 | 419,1 | 416,2

(base 1 000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 | 1 565,69 | 1 554,49 | 1 582,45 | 1 580,67 | 1 578,08

## NEW-YORK

## Grâce à la guerre...

INDICE DOW JONES  
+2,8 %

Pour tout observateur intéressé par le passage du message sur l'état de l'économie, la cause était évidente : ce n'était pas le moment. L'urgence, c'était la guerre contre l'Irak, beaucoup plus importante que ces histoires de taux de croissance négatifs, d'écarts budgétaires ou de chômage. Depuis le début du conflit en août 1990, les milieux boursiers s'attendaient à un conflit plus court que ce semblait l'envisager à présent le Pentagone.

Cette perspective a permis à l'indice Dow Jones de terminer la semaine d'achats sur une note positive de 2,8 % du ton maussade observé le 1<sup>er</sup> février au Big Board après l'annonce d'une baisse de 6,5 % à 6 % du taux d'escompte, suivie par une baisse générale du taux de base des principales banques américaines. Une bonne nouvelle occultée, il est vrai, par l'annonce, peu auparavant, d'une augmentation du chômage à 6,2 % au mois de janvier, le plus haut niveau depuis trois ans et demi.

Cette information a peiné Wall Street qui a clos la séance de vendredi en baisse de 5,70 points.

Sans pour autant entamer la belle allure imprimée au Dow Jones, qui, à l'issue de trois semaines de hausses consécutives, a progressé de 3,8 % depuis les premiers raids lancés sur Bagdad. Les prochains jours seront décisifs : tant sur le terrain où Saddam Hussein veut attirer l'armée américaine que dans les salles de change et sur les places boursières, où l'on est pas encore totalement convaincu qu'il existe un « lien » évident entre une fin rapide de la guerre et la relance de l'économie américaine.

	Cours 25 janv.	Cours 1 <sup>er</sup> fév.
Alcoa	59 1/8	65 1/4
ATT	31 3/8	31 3/4
Boeing	49 1/8	49 3/4
Chase Man. Bank	12 5/8	12 5/8
De Post de Newsweek	35 3/4	35 1/4
Eastman Kodak	41 7/8	43 1/4
Exxon	32 5/8	30 1/2
Ford	26 1/4	29 3/8
General Electric	59 7/8	64
General Motors	33 1/8	36 1/8
Goodyear	19 1/8	20 1/2
IBM	122 5/8	126 7/8
ITT	50 1/4	52 3/4
Mobil Oil	37 3/8	36 1/2
Pfizer	87 1/8	89 7/8
Schlumberger	57 3/4	58 3/8
Tesco	57 3/4	58 1/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	128 1/2	128 1/2
Union Carbide	17 5/8	18 1/2
USX	28 3/4	29 1/4
Westinghouse	26 1/2	28 3/8
Xerox Corp.	44 1/4	48 3/4

## TOKYO

## Baisse dans le vide

INDICE NIKKEI  
-1,76 %

Cinq séances, cinq baisses. La Bourse de Tokyo n'a pas été vigoureuse cette semaine. Si New-York a regagné du terrain perdu, Tokyo a fait le gros dos. Les investisseurs les plus audacieux ont tracé les titres capables de profiter de la guerre du Golfe. Le tableau de chasse a été des plus pauvres : quelques titres liés à l'électronique de défense, des fabricants de barrages flottants antipollution. Insuffisant pour parvenir à réveiller un marché atone, préoccupé par la guerre du Golfe, l'évolution de la situation en URSS et les mouvements contradictoires des taux d'intérêt dans le monde.

Les pertes sur la semaine ont été limitées à 1,76 % et les baisses, par séance, réduites, voire carrément négligeables, comme lundi quand l'indice Nikkei se contractait de 3 %, sans doute le recul le plus faible de son histoire. Du vrai grignotage sur fond d'échanges très modestes avec 250 à 300 millions de titres échangés par jour. « Le Kabuto-cho est tout aussi incapable de remonter la pente que de descendre », notait, désabusé, un professionnel.

Vendredi, le marché, qui n'avait pas besoin de cela pour être découragé, a mal vécu l'annonce du relèvement des taux allemands. La décision du FED de baisser de 0,5 % le taux d'escompte a été malheureusement cocoonnée trop tard dans la nuit de vendredi à samedi pour redonner de l'air au Kabuto-cho. Ce mouvement apporté de l'eau au moulin des analystes qui parient sur une détente de la politique monétaire japonaise à partir de fin mars ou début avril. Car depuis plusieurs semaines, les spéculations vont bon train sur les intentions de la Banque du Japon. Un facteur qui devrait compter dans les semaines à venir.

Indices du 1<sup>er</sup> février : Nikkei, 23 156,70 (c. 23 573,25) ; Topix, 1 704,26 (c. 1 724,62).

	Cours 25 janv.	Cours 1 <sup>er</sup> fév.
Akai	541	530
Bridgestone	973	966
Canon	1 280	1 270
Fuji Bank	2 680	2 680
Fujitsu	1 180	1 180
Honda Motors	1 630	1 630
Mitsubishi Electric	1 630	1 630
Mitsubishi Heavy	1 728	1 706
Sony Corp.	6 060	6 190
Toyota Motors	1 740	1 730

## LONDRES

## Vive reprise : + 3,1 %

Belle et même très belle semaine à London Stock Exchange, qui, après son dernier sur-place, s'est redressé de plus de 3 %. Certes, l'optimisme manifesté par les autorités américaines sur le déroulement de la guerre du Golfe n'a pas été étranger à ce sursaut. Mais les opérateurs ont surtout été encouragés à reprendre des positions par la posture du président Bush sur l'éloignement de la récession aux États-Unis. Ce qui est bon pour l'Amérique l'est forcément pour le Royaume-Uni et beaucoup ont ainsi fait l'impasse sur la dernière étude de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) d'un assez noir pessimisme, surtout s'agissant des suppressions d'emplois. La hausse des taux allemands n'a pas eu d'effet particulier sur la cote.

Indices « FT » du 1<sup>er</sup> février : 100 valeurs, 2 165,7 (contre 2 103) ; 30 valeurs, 1 694 (c. 1 643) ; mines d'or, 136,6 (c. 146,7) ; Fonds d'Etat, 84,51 (c. 84,3).

	Cours 25 janv.	Cours 1 <sup>er</sup> fév.
Bowater	4,48	4,58
BP	2,58	3,04
Churton	4,00	4,12
Courtauld	3,27	3,23
De Beers	10,47	9,95
Glaxo	8,65	8,90
GLS	14,00	14,25
ICI	8,90	7,67
Reuters	7,50	7,45
Shell	4,29	4,33
Unilever	6,78	6,72
Vickers	1,94	1,96

## FRANCFORT&lt;/



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Impressionnante activité

Le marché aura rarement été aussi sollicité que la semaine passée. Une soixantaine d'emprunts internationaux ont été émis depuis le 28 janvier, dont le montant total est impressionnant. Il dépasse les 12 milliards de dollars. Les débiteurs ont puisé à toutes les principales sources de financement. Dans presque tous les cas, les prêteurs ont répondu avec empressement aux propositions d'investissement qui leur étaient faites. Cette évolution n'a pas manqué de surprendre ceux qui s'attendaient à une accumulation d'éléments négatifs qui caractérisait la conjoncture actuelle, politique ou économique.

#### Six milliards d'eurofrancs en une semaine

Les dernières émissions du compartiment de l'eurofranc illustrent bien cette harmonie. Quatre transactions obligataires y ont vu le jour pour un montant total de 6 milliards de francs. Celles de 3 et 2 milliards d'une durée de dix ans, lancées par le Crédit commercial de France pour le compte de la Banque euro-

péenne d'investissement et du Crédit local répondent tout à fait aux besoins des grandes institutions qui apprécient particulièrement la perspective d'une grande négociabilité des titres sur le marché secondaire. Celle de 700 millions d'Interfinance Crédit national, dont la durée est de deux ans et trois mois, a retenu l'attention de ceux qui, en quête de placements de qualité, évitent encore à s'engager à long terme. L'opération d'Interfinance est placée sous la direction du Crédit lyonnais. La quatrième transaction, que la Société générale a émise pour son propre compte, associe l'achat d'un placement obligataire à celui de la Bourse. L'emprunteur garantit le remboursement du montant nominal à l'échéance et fait entrevoir la possibilité d'un gain supplémentaire si le marché des actions connaît d'ici trois ans une évolution positive. L'émission porte sur 300 millions de francs.

Nombreux sont les investisseurs qui souhaitent disposer d'instruments leur permettant de bénéficier de l'évolution des prix des matières premières. Les événements du Golfe ont attiré leur attention sur le pétrole dont l'envolée puis le tassement des cours ont été spectaculaires ces derniers mois. Prompts à déceler l'intérêt manifesté par leur clientèle, les eurobanques spécialisées dans ces affaires n'ont pourtant émis aucun titre de ce genre dans les monnaies des plus grands pays de notre continent. Il n'y a pas plus en francs français qu'en deutschemarks. Cette lacune peut paraître surprenante. Elle se justifie par d'un point de vue technique. Dans d'autres devises, notamment en dollars des Etats-Unis, l'émission de warrants ou bons liés aux matières premières est tout à fait courante.

Dans les deux cas, pour ce qui est du mark comme du franc, les spécialistes se heurtent à l'opposition des autorités. Les pouvoirs publics

ne se contentent d'ailleurs pas d'empêcher que de telles transactions soient lancées sur les marchés nationaux, ils en interdisent également le lancement sur l'euro-marché. Outre-Rhin, la situation est très claire.

#### Les warrants liés aux matières premières

La loi ne permet pas de libérer en deutschemarks les titres dont le comportement serait fonction d'un indice et qui, partant, pourraient attiser l'inflation. La banque centrale veille d'une façon soignée à ce que ne soit émis aucun titre de ce genre. Elle ne tolère aucun écart même anodin. Elle désapprouve par exemple les tentatives de lancer des warrants émis en d'autres monnaies et qui débouchent sur des matières premières.

En France, en l'absence de semblables dispositions légales, on ignore la raison précise de l'attitude négative des autorités. Leur refus peut s'expliquer par un souci de protection des épargnants peu au fait des réalités des marchés financiers et qui, craignant certains risques, ne se sentent pas suffisamment éclairés pour émettre des warrants liés aux matières premières. Plus simplement encore, d'auteurs y voient la marque de la très grande prudence dont fait preuve, depuis des années, le Trésor public. La libéralisation des marchés financiers se fait à pas comptés. Pour ce qui est des eurofrancs, ceux qui sont liés à des actions, puis ceux qui réagissent aux mouvements de taux d'intérêt, avant de permettre enfin ceux qui amplifient les fluctuations des cours de change.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVICES ET OR

### Enfin du mouvement !

La semaine promettait une nouvelle fois d'être tendue, mais calmée, sur les marchés des changes où les opérateurs, assaillis de nouvelles sur le Golfe, ne savaient plus comment réagir et quelles positions prendre. Tout au plus attendaient-ils le discours du président américain sur l'état de l'Union, afin d'en savoir un peu plus sur la santé de l'économie américaine et sur les orientations de la politique monétaire des Etats-Unis.

En fait d'événements, les cambistes ont été servis. Eux qui affirment toujours avoir anticipé et prévu les décisions des grands argentiers, ils ont concédé, cette fois-ci, avoir été pris par surprise. Dans un contexte de grande rigidité de la politique monétaire allemande, on prévoyait bien que jour où l'autre, la Bundesbank réviserait le loyer de l'argent. Mais qu'elle le fasse dix jours à peine après la réunion du groupe des sept, cela a surpris tout le monde.

De même, chacun sait que la récession aux Etats-Unis augure de taux d'intérêt plus bas. Mais lorsque la Réserve fédérale a annoncé une nouvelle diminution du taux de l'escompte, vendredi 1<sup>er</sup> février, le moins qu'on puisse dire est que les regards étonnés ont dû être nombreux dans les salles des marchés. Compte tenu de toutes ces surprises, les fluctuations des monnaies ont d'abord été assez faibles, puis suffisamment amples pour provoquer une réaction de certaines banques centrales. Le dollar, triplement touché par la hausse des taux allemands, la baisse de ceux des Etats-Unis et l'annonce d'une augmentation du chômage en janvier outre-Atlantique à 6,2 % de la population active, est retombé au-dessous de la barre des 5 francs pour la première

fois depuis la mi-décembre, bien avant le début des hostilités dans le Golfe. Il a même frôlé un nouveau record historique à la baisse contre le mark, à 1,4645 DM.

Vendredi soir, les marchés des changes n'avaient certainement pas fini d'absorber les nouvelles venues des responsables monétaires allemands et américains, et le réajustement des taux d'intérêt qui devrait se poursuivre au cours des prochaines semaines ne sera vraisemblablement pas sans effet sur les monnaies.

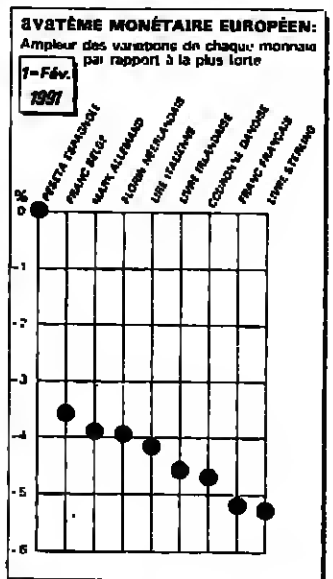
#### Loinaine Europe...

Le mark a également gagné du terrain contre la quasi-totalité des devises dans le système monétaire européen. Le livre sterling, en particulier, a nettement perdu, revenant à 2,89 DM, contre 2,92 DM une semaine plus tôt, et obligeant la Banque d'Angleterre et la Bundesbank à intervenir sur les marchés afin d'en contenir les fluctuations. Le franc français, en revanche, cédait relativement peu, le mark cotant 3,3982 francs vendredi au fixing.

« Les Allemands nous ont dit qu'ils envisageaient pas de diminuer leurs taux d'intérêt à court terme. Cela aura des conséquences sur le niveau des taux dans le SME », déclarait M. Pierre Bérégovoy le 22 janvier, de retour de New-York. Pour l'instant, malgré le durcissement décidé à Francfort, le SME ne paraît pas menacé de fortes turbulences. Mais de trop profondes divergences entre les politiques économiques menées en Allemagne et dans la zone mark, d'une part, et dans les autres pays, d'autre part, ne peuvent à terme que provoquer un réajustement des taux d'intérêt à la hausse ou, dans l'hypothèse la plus sombre, un réalignement du cours des monnaies.

ment du cours des monnaies. On n'en est pas encore là, mais les événements récents prouvent que, malgré les exercices de surveillance multilatérale, l'unification économique et monétaire de l'Europe n'est pas pour demain.

FRANÇOISE LAZARE



Pour des raisons techniques, il ne nous est pas possible de publier, cette semaine, le tableau des cours moyens de clôture. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Les denrées tropicales au plus bas

La guerre du Golfe n'y est pour rien, mais la nouvelle hausse d'a pas commencé sous de bons auspices pour les denrées tropicales. Les prix du robuste ont perdu près de 100 livres en un mois. Il se traitait en fin de semaine à Londres à 523 livres la tonne, alors que les opérateurs avaient anticipé une forte tension à l'expiration de l'échéance de janvier, en raison de la forte position acheteuse qu'avaient prise ces derniers temps quelques gros négociants. D'aucuns supposent qu'un escompte (étirement du marché pour faire monter les prix) viendrait doper les prix. Il n'en a rien été. Lors du dénouement des hostilités dans le Golfe, la grande torréfaction a procédé à des achats supplémentaires, en vue d'atténuer les surmarchés un moment pris d'assaut par les ménagères. Mais ce relâche quelque peu irrationnel des consommateurs n'a pas duré, et l'action d'ajustement de l'offre de la torréfaction a été sans incidence sur les cours.

Compte tenu de l'importance des stocks mondiaux, la grande torréfaction s'approvisionne « de la main à la bouche ». Autrement dit, elle constitue peu de réserves à l'avance. Dans ce contexte, les professionnels estiment que les prochaines récoltes en Afrique de l'Ouest pourraient sensiblement diminuer, les problèmes de financement des campagnes continuant de se poser avec acuité. D'une manière générale, les prix de revient sont inférieurs aux prix mondiaux. Lors de la saison

1989-1990, la production caennaise camerounaise n'a ainsi atteint que 86 000 tonnes, contre 137 000 lors de la précédente campagne. Le ministre camerounais du développement industriel et commercial, M. René Owona, a estimé le 27 janvier que la prochaine saison serait « porteuse d'espoirs », en raison des mesures d'assainissement entreprises dans la filière café. Il reste qu'un décret du président de la République, M. Paul Biya, a fixé à la baisse le prix du café robuste, celui-ci passant de 175 francs CFA (3,50 francs) le kilo à 155 francs CFA (3,10 francs). Le tarif intérieur de l'Arabica est en revanche resté inchangé, à 250 francs CFA (5 francs) le kilo.

En Côte d'Ivoire, les observateurs estiment que la prochaine récolte de café pourrait reculer sensiblement et s'établir à 180 000 tonnes, contre 220 000 tonnes environ l'an passé. Le ministère ivoirien de l'Agriculture a, semble-t-il, décidé de privilégier la qualité en accordant un bonus aux bonnes cerises et en sanctionnant les livraisons de cerises noires par une baisse du prix garanti. D'après un communiqué publié dans le quotidien d'Abidjan *Fraternité-Matin*, le grain irréprochable sera assorti d'un bonus de 12 francs CFA par kilo. En revanche, les lots contenant de mauvaises cerises subiront une déduction de 12 francs CFA. Le gouvernement entend ainsi lutter contre la dégradation de la qualité, les stocks de cerises noires atteignant au

moins 100 000 tonnes chez le quatrième producteur mondial de café. Quant aux cours du cacao, ils ont touché cette semaine leur plus haut niveau de ces onze derniers mois, à moins de 620 livres la tonne. Les opérateurs signalent ces jours-ci de gros arrivages de marchandise ivoirienne et l'absence d'achats soviétiques.

Les courtiers britanniques Gill and Duffus ont contribué à alourdir la tendance en révisant à la hausse (de plus de 10 000 tonnes) leur estimation du surplus mondial de fèves par rapport à la consommation en 1990-1991. L'excédent s'élevait selon eux à 140 000 tonnes. S'il est en sensibilité basée par rapport à celui de la saison précédente (218 000 tonnes), il reste nettement supérieur au chiffre de 90 000 tonnes récemment arrêté par l'ICO (Organisation internationale du cacao). Le marché du cacao va ainsi enregistrer sa septième année consécutive d'excédents, et les stocks mondiaux « pèseront », à la fin de la campagne 1991, 1,613 million de tonnes, pour une production de 2,4 millions de tonnes et une consommation de 2,27 millions de tonnes, en progression de 4 %.

Pour l'heure, la guerre du Golfe n'a pas eu de répercussion sur les échanges de matières premières tropicales. Les négociants sont moins enclins à importer du café d'Extrême-Orient ou d'Afrique de l'Est par le canal de Suez, et le détroit du cap de Bonne-Espérance supposerait un renchérissement de la marchandise de 15 à 20 livres par tonne. Mais les origines d'Afrique noire ne sont pas affectées. Dans les groupes de négoce, on continue de travailler vers les zones sensibles (Israël, Oman, Egypte), malgré les combats. Seuls l'Arabie saoudite et l'Irak, évidemment sont des destinations perdues.

ERIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 1-2
Café h. g. (Londres)	1 216 (+ 6)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 509 (+ 6)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Londres)	8 560 (+ 35)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	296 (+ 6,2)
Mars	Francs/tonne
Café (Londres)	519 (- 19)
Mars	Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 131 (- 17)
Mars	Dollars/tonne
Biz (Chicago)	262,25 (+ 7,25)
Mars	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	244 (+ 2)
Mars	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	164,70 (+ 2,10)
Mars	Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Surprises à Francfort et à Washington

Le vent d'optimisme qui s'était levé la semaine dernière sur les marchés financiers mondiaux, a continué à souffler, malgré une mauvaise surprise, celle du relèvement inopiné de ses taux directeurs par la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), jeudi 31 janvier, en milieu de journée. Le taux d'escompte passait de 6 % à 6,5 % et le taux Lombard (avances sur titres) de 8,5 à 9 %.

Ce fut effectivement une belle surprise, bien que, depuis la fin de l'année dernière, les opérateurs eussent toujours tablé sur un relèvement possible. Mais ils n'avaient pas au bout de leurs épaules prévu vendredi matin la Réserve fédérale américaine annonçant une diminution de 0,5 point de son taux d'escompte, à 6 %. Il s'agit de la deuxième modification de ce taux, pourtant devenu symbolique, en deux mois, alors qu'apparaissent, l'escompte était demeuré inchangé à 7 % depuis février 1989.

Clairement, les autorités monétaires américaines ont tenu à réaffirmer par ce geste leur attachement à la politique d'assouplissement du crédit mise en place depuis l'été chez eux, et souligné à l'échelle mondiale. Dans la foulée, J. P. Morgan et First Chicago ont annoncé une diminution de leur prime rate, à 9 %, tandis qu'une semaine de la prochaine adjudication du Trésor américain, le taux de l'emprunt phare à 30 ans fléchissait vendredi à 8,12 % contre 8,20 % la veille.

Revenons à l'Allemagne. Les dirigeants de la Bundesbank, son président, M. Karl Otto Pöhl en tête, ne cessent de mettre en garde contre les dangers de l'inflation et les revendications salariales jugées inconséquentes (+ 10 % pour certains syndicats). Par ailleurs, ils dénoncent à tout bout de champ les dangers d'un financement par l'emprunt du coût de la réunification des deux Allemagnes, réchauffant des économies ou des taxes nouvelles, ou les deux.

Enfin, sur un plan technique, le taux des pensions accordé aux banques par la Banque centrale à 8,50 % - 8,60 % commençait à déborder le taux Lombard fixé précisément à 8,50 %, ce qui restreignait la marge de manœuvre de l'Institut d'émission et l'incitait à se donner un peu d'air en majant le Lombard. On imaginait également un Lombard flexible, permettant de relever les taux et, plus tard, de les baisser sans claquer la mesure.

Pour toutes ces raisons, les marchés inclinaient à penser qu'un jour ou l'autre la Banque fédérale d'Allemagne donnerait un nouveau tour de vis à titre préventif, comme elle l'avait fait en novembre dernier, por-

tant son taux Lombard de 8 % à 8,5 %. Mais, au début de cette semaine, M. Pöhl reconnaissait qu'il était difficile actuellement pour la Bundesbank de conduire une politique restrictive, c'est-à-dire de relever à nouveau ses taux directeurs en raison des réactions des autres pays, diffusion à la réunion du groupe des sept, huit jours auparavant, à l'issue de laquelle le communiqué était, il est vrai, resté pratiquement muet sur le niveau souhaitable des taux d'intérêt. Néanmoins, tous les partenaires de l'Allemagne engagés dans une politique de baisse des taux ont dû se résigner à la faire, lui demandant de surcroît à toute décision.

#### La lutte contre l'inflation...

Jedi 31 janvier au matin, donc, tous les opérateurs ne devaient aucune initiative de la Bundesbank dans le sens d'un relèvement.

C'était compter sans le caractère imprévisible et volontiers déconcertant du comportement de la banque et oublier qu'à son conseil d'administration, les onze représentants des banques centrales de provinces (Landes) sont majoritaires et que ces représentants se sont toujours montrés ultra-orthodoxes. Au surplus, la justification officielle du relèvement des taux directeurs, « lutte contre l'inflation et contre le danger d'un financement monétaire du coût de l'unification », est très éloquent à ce sujet. C'est un avertissement donné à la fois aux syndicats et aussi au gouvernement qui tarde trop à prendre des mesures budgétaires, même s'il accepte de lever de nouvelles taxes pour la contribution à la guerre du Golfe.

M. Pöhl a reconnu que la décision de la Bundesbank risque de mécontenter les partenaires de l'Allemagne (c'est un euphémisme). Mais, pour lui, nécessaire fait loi : pour un peu, il faudrait le remettre de toutes les chaînes de garde de l'économie allemande. Il a certes pris soin de préciser que la Banque fédérale accorderait ses pensions au taux inchangé de 8,5 %, ce qui, en théorie, indique que le durcissement n'est pas effectif. Mais, en novembre dernier, lorsque le taux Lombard fut porté de 8 % à 8,5 %, la même assurance fut donnée, le taux des pensions étant maintenu à 8 % : un mois plus tard, il passait à 8,5 %.

En tout cas, l'initiative-surprise de la Bundesbank, si elle a pris les marchés à court-circuit, n'a nullement entamé leur optimisme, ni leur espoir justifié d'une poursuite de la baisse des taux dans le courant de l'année 1991 pour les raisons que nous évoquons la semaine dernière.

(Néanmoins général des économies). Pour les opérateurs, mieux vaut une certitude qu'une menace, le sentiment général étant que la Banque fédérale d'Allemagne a tiré ses dernières cartouches et qu'on aura la paix pour le semestre, avant qu'un relèvement inévitable de l'espérance allemande ne vienne calmer les esprits au cours du second semestre.

Les cours du MATIF, excellents baromètres en la matière, qui étaient montés à 103 jeudi matin, fléchissent vigilement à 102,50 à l'annonce du relèvement allemand, pour remonter imperturbablement à 103,12 en clôture vendredi, ce qui correspond à 945-950 % l'OAT à dix ans, contre 955 % la semaine dernière. Sur le marché, tout le monde attendait une ascension à 104 dans un délai pas trop éloigné, si toutefois la guerre du Golfe ne réserve pas trop de surprises. A Francfort, enfin, le rendement du Bund dix ans est revenu à 8,61 % vendredi, en légère baisse par rapport à la semaine dernière.

A Paris, l'adjudication d'OAT (obligations assimilables du Trésor) en écus, s'est déroulée sans problème, quelques heures avant, il faut dire, les ventes provoquées par la décision allemande. Le Trésor a émis 442,50 millions d'écus à 9,50 % sur la ligne avril 2000. Le rendement moyen est ressorti à 9,62 %, soit nettement moins que les 10,59 % obtenus en octobre dernier.

Sur le marché obligataire, tout s'est très bien passé cette semaine, trop bien peut-être, car beaucoup d'opérateurs, estimant que la baisse des rendements était un peu rapide et la hausse des cours un peu « soufflée », en ont profité pour revendre rapidement une partie du papier qu'ils avaient pu soulever, abaissement bien classique dans ce genre de circonstances.

Les emprunts lancés se sont toutefois très bien placés avec quelques petites nuances, qui reflètent la qualité des émetteurs. Ainsi, le Crédit national, grande signature, a pu lever très aisément 1,5 milliard de francs à 10 % sur dix ans, avec un taux réel de 9,92 %, sous l'égide du Crédit lyonnais. La même banque a dirigé l'émission de la RATP, 1 milliard de francs à neuf ans et demi, so nominal de 10 % avec un rendement réel de 9,87 % en deux tranches, dont l'une plus spécialement réservée aux particuliers. Pour cette émission, le papier s'écoulait un petit peu aux doigts du syndicat émetteur, la province ne se montrant, comme d'habitude, pas très enthousiaste pour financer les transports parisiens.

FRANÇOIS RENARD

#### Commerce extérieur

### Forte contraction de l'excédent allemand en 1990

Selon des statistiques provisoires publiées vendredi (1<sup>er</sup> février) par le ministère de l'économie, l'excédent commercial de l'Allemagne (ancienne RDA comprise) s'est établi à 110 milliards de marks (374 milliards de francs) en 1990, soit une baisse de 22,5 % par rapport à 1989. La balance commerciale de la RFA avait alors enregistré un solde positif record de 134,7 milliards de marks. L'ancienne RDA a enregistré un excédent de 12 milliards en 1990.

### Le surplus japonais des paiements courants au plus bas depuis cinq ans

L'excédent des comptes courants japonais a diminué de 37 % en 1990, s'établissant à 35,8 milliards de dollars (180 milliards de francs), son plus bas niveau depuis cinq ans, a annoncé le ministère des finances vendredi 1<sup>er</sup> février. Le déficit du secteur des invisibles (tourisme, fret maritime, revenus d'investissements à l'étranger) a

augmenté de 45 %, atteignant 22,6 milliards de dollars. Plus de 10 millions de japonais ont voyagé à l'étranger l'an dernier.

Quant à la balance des capitaux à long terme, son déficit est passé de 89,2 milliards de dollars en 1989 à 43,5 milliards l'an dernier, sous l'effet d'une forte chute des achats japonais de titres étrangers.



## La guerre du Golfe et ses répercussions

## M. Perez de Cuellar affirme qu'il « travaille silencieusement pour mettre fin aux hostilités »

LIMA

de notre correspondante

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a accordé vendredi 1<sup>er</sup> février à la radio péruvienne une interview essentiellement encaissée à la guerre du Golfe. Interrogé d'abord sur la personnalité du président Saddam Hussein, qu'il a rencontré à plusieurs reprises, il le décrit comme « un chef d'Etat convaincu de son bon droit (...) qui conserve une incroyable sérénité en expliquant son point de vue ».

Rappelant qu'il avait fait « tous les efforts possibles pour trouver une solution pacifique au conflit », il ajoute : « D'ailleurs, ce n'est pas parce que les hostilités ont commencé que j'ai interrompu cette tâche. Bien que la dernière résolution du Conseil de sécurité des Nations unies justifie indirectement l'intervention militaire puisqu'elle stipule que le groupe de pays qui appuie le Koweït pour prendre les mesures qu'il considère nécessaires à la solution du problème. Il n'empêche que d'autres mesures peuvent être adoptées, ce à quoi je travaille silencieusement pour mettre fin aux hostilités ».

« Mais il est vrai que la marge de manœuvre du secrétaire général des Nations unies est limitée car j'ai la responsabilité de faire respecter par les pays membres les résolutions du Conseil de sécurité. C'est comme une camisole de force (...). Néanmoins, en tant qu'être humain et secrétaire général des Nations unies, je suis angoissé par les pertes en vies humaines et matérielles que souffrent l'Irak et le Koweït. Pour autant, j'essaie au mieux de rétablir le miracle de saint Martin de Foras - un moine péruvien qui faisait manger dans la plume d'écaille chiens, chats et souris - pour résoudre ce grave problème ».

Interrogé sur la possibilité d'assouplir la résolution 678 du Conseil de sécurité qui a permis l'usage de la force, M. Perez de Cuellar répond : « Avec certains pays, nous sommes justement en train d'étudier la possibilité d'une trêve afin de permettre une solution diplomatique, mais, pour ce faire, nous avons besoin d'une résolution du Conseil de sécurité qui autorise un cessez-le-feu. Moi, je ne peux que suggérer cette solution ».

Comment voyez-vous, demandent-ils, la position de M. Bush et sa proposition d'un nouvel ordre international ? « Je ne vois pas très clairement, répond-il, ce que le président Bush entend par un nouvel ordre international. Pour moi, cela signifie la démocratie dans le monde, c'est-à-dire que tous les pays puissent avoir accès à la justice sociale, au bien-être, c'est-à-dire à une distribution plus équitable de la richesse. Malheureusement, ce n'est pas le cas pour les pays du tiers-monde, et c'est dix ans nous avons fait de bien piètres progrès. Aucun problème ne pourra être résolu dans le monde s'il n'y a pas une solution ou déséquilibre Nord-Sud. La paix dans le monde ce n'est pas seulement le fin de la guerre froide ».

N. B.

## Les amis de M. Chevènement prévoient de ne pas voter la déclaration de soutien du PS au président de la République

Le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement prévoyait, samedi matin 2 février, de ne pas voter, au comité directeur du PS, la déclaration sur la guerre du Golfe présentée par le premier secrétaire du parti, M. Pierre Mauroy, qui affirme le soutien du parti à la politique du président de la République et du gouvernement.

Les amis de l'ancien ministre de la Défense ne devaient pas prendre part au vote, car ils estiment que, en approuvant le texte, ils se désolidarisent de leur chef de file. Celui-ci avait indiqué, en effet, dans sa lettre de démission du gouvernement, que « la logique de guerre risque de nous éloigner, chaque jour, des objectifs fixés par les Nations unies » (Le Monde du 30 janvier). Or le projet de déclaration, rédigé au sein d'un groupe de travail associant tous les courants du PS, par M. Gérard Fuchs, secrétaire adjoint au secrétariat national, affirme, au contraire, la légitimité des opérations militaires actuelles contre l'Irak au regard des décisions de l'ONU.

Le refus de vote - attitude déjà adoptée par Socialisme et République lors de la précédente réunion du comité directeur qui, le 15 janvier dernier, avait arrêté la position du parti sur l'ouverture des hostilités dans le Golfe - pourrait ne pas entraîner de rupture immédiate avec la direction. Seul un vote « contre » serait constitutif, par lui-même, d'une minorité dans le parti, ceux qui l'auraient émis s'excluant de la synthèse sur la base de laquelle le secrétariat national associe tous les courants en proportion de leur représentativité au dernier congrès.

Cependant, dans son discours en fin de matinée devant le comité directeur, M. Mauroy devait observer que les socialistes sont arrivés, après la démission de M. Chevènement, à un « moment de vérité » et souligner qu'« il n'y a pas de synthèse active sans clarté », celle-ci étant particulièrement nécessaire dans le soutien que le Parti socialiste apporte au président de la République.

Aucun de ses dirigeants ne souhaitant que le PS se divise face à la guerre (Le Monde du 2 février), la réserve de Socialisme et République paraissait pouvoir être admise par les autres courants, mais la for-

mulation de leur position par les amis de M. Chevènement - la tâche devait revenir à M. Pierre Guichon, membre du secrétariat national - s'annonçait difficile et périlleuse. Les termes employés pouvaient remettre en cause l'« indulgence » avec laquelle les fabiusiens, les jospinistes et les rocardiens entendaient traiter le problème posé par l'ancien ministre de la Défense.

Les amis de celui-ci tiennent à manifester, en la circonstance, leur solidarité. M. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin et maire de Mulhouse, qui avait critiqué sévèrement le vote de cinq députés du courant contre la politique du gouvernement dans le Golfe, s'est montré assidu, ces jours derniers, aux réunions de Socialisme et République. Soucieux de préserver cette unité, les responsables du courant souhaitaient, à l'ouverture de la réunion du comité directeur, éviter tout débat d'amendement avec les courants majoritaires sur le texte proposé par M. Mauroy et minimiser la portée du vote dont il ferait l'objet en fin de journée.

P. J.

## L'ESSENTIEL

## DATES

Il y a soixante-dix ans, la révolte de Kronstadt..... 2

## ÉTRANGER

La guerre du Golfe..... 3 à 7

Livres politiques

« Censure jusqu'à Nuevel Orde », par André Laurens..... 7

La fin de l'apartheid en Afrique du Sud

Les dernières lois ségrégationnistes abolies..... 9

Nouveaux cycles scolaires

La redoublement deviendra exceptionnel à l'école primaire..... 10

Tremblement de terre au Pakistan

Deux cent cinquante morts au moins..... 10

## INSTITUT

La réélection de M. Michel Sarrazin à l'Académie française..... 11 à 14

## HEURES LOCALES

« Les Illusions perdues de la Savoie olympique » La ruine des « maisons Malraux » a. Dossier : Villers en quête de prospérité a. Débat : Péclore quand même, par Jean Ronger..... 15 à 17

## CULTURE

Le septennat du Zénith

Le succès de la salle de la Villette a donné des idées à la province..... 18

## ÉCONOMIE

La baisse des taux américains

Pour relancer l'économie..... 21

La CEE et la Grèce

Un prêt de 2,2 milliards d'euros..... 21

Revue des valeurs..... 22

Crédits, Changes et Grands Marchés..... 23

## Services

Abonnements..... 2

Carnet..... 20

Météorologie..... 20

Mots croisés..... 20

Radio-Télévision..... 20

Spectacles..... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 février 1991 a été tiré à 585 907 exemplaires.

## Sur l'aéroport de Los Angeles

## Une collision d'avions provoque la mort d'au moins 15 personnes

Au moins 15 personnes ont été tuées et 25 autres blessées dans une collision survenue vendredi 1<sup>er</sup> février dans la soirée entre un Boeing-737 de la compagnie US Air qui a pris feu et un petit avion-taxi de la compagnie Sky West, sur l'aéroport international de Los Angeles. Les causes de l'accident ne sont pas encore déterminées.

Les deux avions sont entrés en collision à l'extrémité de la piste alors que le Boeing-737 allait atterrir et que le petit appareil de desserte régionale s'apprêtait à décoller pour Palmdale, en Californie.

L'appareil de la compagnie US Air transportait 89 personnes : 83 passagers et six membres de l'équipage. 12 personnes se trouvaient à bord de l'avion-taxi Swearingen Metroliner.

## EN BREF

Le Carnaval de Nice annulé. - Le maire de Nice, M. Honoré Balle, a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> février, l'annulation du Carnaval de Nice, prévu du 11 février au 3 mars, en raison de la guerre du Golfe et par souci de sécurité. Tout en soulignant les « conséquences économiques » de l'annulation du Carnaval, M. Balle a jugé « moralement inacceptable d'organiser fêtes et réjouissances » en cette période de guerre.

Quatre prix Mmm pour la presse écrite. - La Fondation Mmm a décerné ses prix 1991 pour la presse écrite à quatre reporters appartenant à des magazines et à des quotidiens parisiens. Il s'agit de René Backmann du Nouvel Observateur pour son enquête sur « l'islam et les financiers de l'intégrisme », Eric Conan de l'Express pour son enquête sur « Les enfants de Pithiviers », Jean-Paul Mulot du Quotidien de Paris pour son étude sur Maurice-Joëlle, « Autopsie d'une banlieue malade » et Jean Rolin du Figaro pour sa série de reportages intitulée « Au pays des tigres mangeurs d'hommes ».

## ISLANDE geysers et volcans

avec votre voiture à bord du

camion « Norröna »

de la Smyril Line

vous offre le meilleur

du point de vue

du confort et de la

sécurité. Les

camions « Norröna »

de la Smyril Line

vous offrent le meilleur

du point de vue

du confort et de la

sécurité. Les

camions « Norröna »

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, vendredi après-midi 1<sup>er</sup> février, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

## ● Conventions internationales

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication audiovisuelle et de presse avec le gouvernement du Burkina-Faso et un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale avec le gouvernement de la République du Cameroun en matière de sécurité sociale.

L'accord avec le gouvernement du Burkina-Faso définit les conditions générales de la coopération culturelle avec cet Etat, particulièrement dans le domaine de l'enseignement.

La convention avec le gouvernement de la République du Cameroun a pour objet d'améliorer la protection sociale des Camerounais et des Français exerçant une activité professionnelle sur le territoire de l'autre Etat.

## ● Agents commerciaux

Le ministre délégué au commerce et à l'artisanat a présenté un projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants.

Ce projet de loi vise à transposer dans notre droit les dispositions d'une directive communautaire régissant le statut des agents commerciaux.

Il s'applique à tous les agents commerciaux, à l'exception des professions régies par des règles législatives particulières, telles que les agents de voyages et les agents d'assurances.

Le projet de loi fixe notamment le régime juridique des commissions dues à l'agent commercial par ses mandants.

## La CLT va lancer une radio à Berlin

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT-RTL) poursuit son offensive en Allemagne et lance l'été prochain une nouvelle radio FM à Berlin. Autorisée pour sept ans, RTL-Berlin, station généraliste émettant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, consacrera une grande partie de ses programmes à des informations-services destinées aux quatre millions d'habitants de l'agglomération. Cinquante à soixante personnes collaboreront à la nouvelle station, filiale à 100 % de la CLT mais dont la totalité des émissions sera fabriquée sur place.

Ce lancement constitue une nouvelle étape du développement de la CLT en Allemagne. Depuis longtemps présente en Sarre, Rhénanie-Palatinat et Rhénanie-Westphalie avec RTL Hörfunk, une station sur ondes moyennes qui a connu quelques vicissitudes, le groupe luxembourgeois cherche à « mailler » l'Allemagne d'un réseau de stations

mandants ainsi que les conditions d'indemnisation de l'agent commercial en cas de rupture de son contrat. Il comprend des dispositions particulières pour l'exercice de la profession d'agent commercial à titre accessoire.

## ● Développement des nouvelles technologies dans le domaine culturel

Le ministre de la culture, de la communication et des grands travaux a présenté une communication sur le développement des nouvelles technologies dans le domaine culturel.

1) Les technologies nouvelles peuvent être mises au service de la connaissance du patrimoine culturel.

Des banques d'images documentaires sont constituées ; elles pourront être consultées à distance grâce, notamment, au réseau NUMERIS de France Télécom. Ainsi, le projet « télemuséum » permettra de tenir des conférences interactives sur l'histoire de l'art, et la banque d'images de la bibliothèque publique d'images du centre Georges-Pompidou pourra être consultée à distance. Des vidéos de conférences ou de collections d'art sont éditées ; les collections publiques d'art contemporain feront l'objet du programme « vidéomuséum ».

Ces technologies modernes trouvent également leur emploi dans la conservation du patrimoine. Tel est le cas du nettoyage des monuments historiques ou la mise en œuvre de la Bibliothèque nationale avec l'aide du centre national de la recherche scientifique.

Les crédits publics consacrés aux programmes européens de recherche sur la conservation des monuments et l'informatisation des images du patrimoine seront triplés.

2) La création artistique peut également être enrichie par le recours aux technologies nouvelles.

L'institut de recherche et de coordination acoustique-musique a mis au point une station de composition

musicale assistée par ordinateur. La France occupe une des premières places en matière d'images de synthèse et d'animation par ordinateur. Le développement de logiciels d'aide à la création artistique et musicale et la création d'un centre de ressources spécialisées de niveau international pour l'utilisation des nouvelles technologies dans les arts plastiques seront soutenus.

Un pôle de recherche sera constitué autour du Centre national d'étude des télécommunications, consacré aux usages sociaux et culturels des nouvelles technologies de l'information.

## ● Développement du crédit-formation individualisé

Le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle a dressé le bilan de la mise en œuvre du crédit-formation individualisé ouvert depuis septembre 1989 aux jeunes demandeurs d'emploi de moins de vingt-six ans. Il a précisé les modalités d'extension du crédit-formation aux salariés et aux chômeurs adultes.

1) Le crédit-formation continue de rencontrer une très forte adhésion de jeunes demandeurs d'emploi.

Depuis sa mise en place, quatre cent soixante mille jeunes ont bénéficié d'une orientation. Cent quatre-vingt mille d'entre eux suivent une formation conduisant à une qualification professionnelle reconnue ; plus de la moitié ont quitté l'école

depuis plus de trois ans. En 1991, cent vingt-cinq mille jeunes bénéficieront du crédit-formation.

2) A la suite de l'accord conclu entre les partenaires sociaux et l'Etat le 28 mars 1990 et sur la base des principes arrêtés par la loi du 4 juillet 1990, le crédit-formation est désormais ouvert aux salariés sans qualification professionnelle. Cette extension permettra dès 1991 à trente mille salariés de rechercher l'acquisition d'un titre ou d'un diplôme correspondant au niveau du certificat d'aptitude professionnelle.

3) Une circulaire conjointe du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et du secrétaire d'Etat à la formation professionnelle est adressée aujourd'hui même aux préfets pour fixer les modalités de mise en œuvre du crédit-formation individualisé pour les demandeurs d'emploi.

Ainsi, quarante-cinq mille demandeurs d'emploi, aujourd'hui sans qualification professionnelle, pourront bénéficier du crédit-formation en 1991. L'Agence nationale pour l'emploi sera responsable de l'accueil de l'information et du suivi des bénéficiaires.

Au total, le droit à la qualification institué par la loi du 4 juillet 1990 concernera donc cette année deux cent mille personnes non qualifiées qui disposeront d'une seconde chance d'obtenir une qualification professionnelle.

## Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget :

- M. Patrick Carrel, inspecteur des finances, est nommé président du conseil d'administration de la banque Alcyon.

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères :

- MM. Pierre-Louis Blanc et Jean-Marie Merillon sont élevés à la dignité d'ambassadeur de France ;

- M. Joëlle Tineat, ministre plénipotentiaire, est nommé directeur des affaires politiques ;

- M. Paul Djoudj, ministre plénipotentiaire, est nommé directeur des affaires africaines et malgaches.

Sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie :

- M. Philippe Waldaufel est nommé directeur à la direction générale de la recherche et de la technologie, chargé de l'animation et de la coordination des départements scientifiques et techniques.

P. A. G.

## PRATIQUEZ

Le sport de la personnalité

## ET GAGNEZ

Impact sur un public  
qualifié des contacts  
Influence en réunions  
maîtrise en entretiens  
force de conviction  
renforcement de votre personnalité

## CONFÉRENCES D'INFORMATION

PARIS :  
30 Champs Élysées 75008  
les 4, 5, 6 et 8 février  
de 15 h 30 à 17 h 15 ou  
de 19 h à 20 h 45

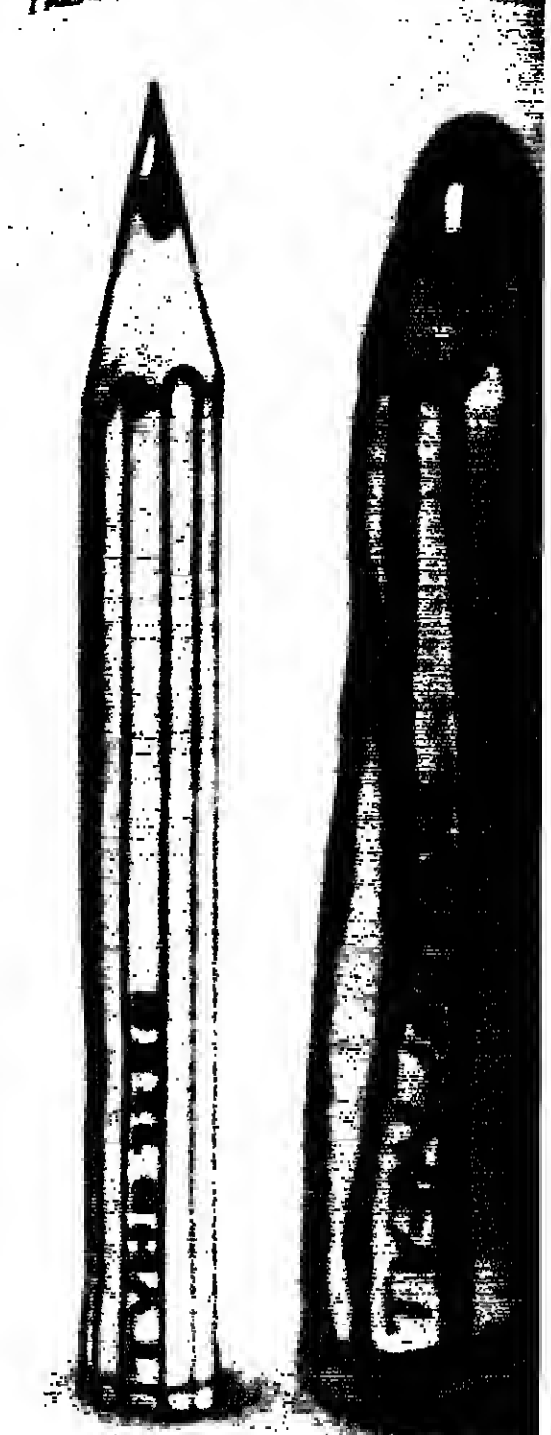
PARIS Gare de Lyon 75012  
les 4 et 5 février  
de 19 h à 20 h 45  
Frontier, 2 Place Louis Armand

## ENTRAÎNEMENT DALE CARNEGIE®

Le leader mondial de la formation  
Présenté en France par la Sté Wayne  
2, Rue de Monty - 75010 La Chapelle  
Tél 1-39 54 61 06 - Fax 1-39 54 61 22

RADIO 7

PREMIERES AURENCE



LE MONDE